

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

REVUE

de la fondation
Patriots for Europe

Reportage à l'Île d'Yeu

**Les derniers pêcheurs
artisansaux**

L'obsolescence programmée

Quand réparer devient un devoir

Le continent africain

Menaces... et opportunités

La politique énergétique de la Hongrie

**Du changement de régime
de 1989 à Viktor Orbán**

Les pays de l'Est et des Balkans

Si semblables et si différents



PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

Sommaire

6

LE POUVOIR

- 8 La politique énergétique
de la Hongrie
**Du changement de régime
de 1989 à Viktor Orbán**

LES LECTURES

- 20 La politique imposée par
l'Union européenne aux Nations
d'Europe est la négation
du politique
Démocratie sans terre

- 34 Allemagne
Entre utopie et orthodoxie

38

LE MONDE

- 42 Les pays de l'Est et des Balkans
Si semblables et si différents

- 54 Reportage au Kurdistan irakien
**Le réveil des Empires:
un défi à l'Europe?**

- 72 L'Afrique
**Un continent plein
de menaces...
et d'opportunités**

90

LA VIE

- 92 Rencontre
**Les derniers pêcheurs
artisanaux de l'île d'Yeu**

- 96 Droit & Démocratie
**Le devoir de réparer
comme remède à
l'obsolescence programmée**

- 108 Livre
**Un malheur digne,
avare de mots, des images
de la vie que l'on tue**

LE POUVOIR

« Pire qu'un pouvoir occulte, nous découvrons avec la mondialisation une pure absence de pouvoir. »

Luc Ferry, *Penser le changement*

**8 La politique énergétique de la Hongrie
Du changement de régime de 1989
à Viktor Orbán**

LES LECTURES

**20 La politique imposée par l'Union
européenne aux Nations d'Europe
Démocratie sans terre**

**34 Allemagne
Entre utopie et orthodoxie**



La politique européenne de l'énergie est un échec. Ce n'est hélas pas le seul, mais celui-là touche les Européens au cœur de leur mode de vie ; il leur en coûte plus cher pour tout, pour se chauffer, pour circuler, pour commercer et pour produire. La précarité énergétique devient un vrai problème social. Pires encore pourraient être les conséquences de l'exposition européenne aux emballlements de marchés déterminés par la spéculation financière ; en refusant les contrats à long et très long terme qui seuls sécurisent les approvisionnements et les prix, l'Union européenne condamne les Nations à la dépendance à l'égard des marchés financiers, donc de Wall Street et de la City ; il est d'autres moyens de traiter ses ennemis ! À cet égard, la Hongrie a défini et conduit une politique indépendante qui vaut la peine d'être étudiée. C'est à Ferenc Almássy, rédacteur en chef du *Visegrad Post*, que nous sommes heureux d'accueillir dans ces colonnes, que la Revue s'est tournée pour éclaircir ce sujet.

La politique énergétique de la Hongrie Du changement de régime de 1989 à Viktor Orbán

Par Ferenc Almássy



« En Hongrie, l'approvisionnement énergétique n'est pas une question politique, mais une question de sécurité et de souveraineté. »

Péter Szijjártó, ministre des Affaires étrangères hongrois, le 27 septembre 2021

Le marché européen de l'énergie voulu par la Commission, sous la tutelle de force- nés du libre-échange, de la concurrence et du marché, est un échec. Échec que les contrats à court terme qui livrent les fournitures d'énergie aux mouvements erratiques du marché et aussi à la spéculation financière sur les contrats à terme ; échec que l'abandon du nucléaire, sous la pression d'une Allemagne qui conta- mine le reste de l'Europe de ses phobies infantiles; échec plus encore que l'imposition artificielle de la concurrence sur des monopoles naturels et dans des domaines aussi stratégiques que l'énergie.

Depuis le début de l'automne 2021, la crise énergétique qui frappe les économies européennes a déjà provoqué des flambées de prix, des arrêts d'usines et des pénuries de marchandises. Les télévisions publiques allemande et autrichienne ont même diffusé une série de clips expliquant à la population les gestes à effectuer en cas de coupure de chauffage cet hiver. Ne manquant jamais une occasion d'exploiter politiquement les faiblesses ouest-européennes, Viktor Orbán profite de ce climat de tension pour louer les résultats de sa politique énergétique et affirme haut et fort que les Hongrois n'auront pas à payer le prix de cette crise, contrairement, selon lui, à d'autres pays en Europe qui subissent déjà les conséquences des conceptions et des choix erronés de leurs gouvernements en matière de politique énergétique.

Nageant à contre-courant des standards européens, la Hongrie a en effet depuis 2012 une politique de réglementation des prix des frais énergétiques pour le logement et ne laisse aucune place aux considérations idéologiques lorsqu'il est question de son approvisionnement énergétique. Cette hétérodoxie économique et ce primat absolu accordé à la sécurité énergétique ont notamment permis aux Hongrois ne pas subir

l'envolée des prix du gaz en 2021, alors que depuis le 15 novembre un plafond maximum des prix du carburant à la pompe est garanti par le gouvernement pour trois mois. La politique du gouvernement hongrois en matière énergétique détone si on la compare à celle de ses partenaires européens. Viktor Orbán en a fait un pilier sur lequel il ne transige jamais, car il sait que cette politique doit rester un élément majeur de son identité politique dans le contexte post-communiste, et qu'elle est sans doute la voie la plus raisonnable à suivre pour ne pas avoir à subir la relative faiblesse des attributs géographiques, stratégiques et géologiques avec lesquels doit composer la Hongrie.

De la grande braderie des années 90 au retour au pouvoir de Viktor Orbán en 2010

Dans de nombreux domaines, mais surtout en ce qui concerne le secteur énergétique, les Hongrois ont tendance à expliquer les fortes secousses économiques et sociales auxquelles ils ont eu à faire face depuis leur entrée dans le giron occidental comme étant la conséquence d'un péché originel commis dans les années 90 : la privatisation au pas de charge – pour ne pas dire sauvage, ou en tout cas imposée de l'Ouest sans autre choix – de pans entiers de l'économie hongroise. Les trois premiers quarts de la décennie 90 sont encore perçus par beaucoup de Hongrois comme étant une période sombre pendant laquelle 2 millions de personnes auront été mises au chômage, le tout dans un climat de tensions sociales et une criminalité impensable avant 1989.

Les géants occidentaux de l'énergie s'étant battus pendant plusieurs années pour s'assurer la part belle sur le secteur énergétique hongrois, ce n'est qu'en 1995 que la grande privatisation de ce secteur va débiter. En à peine un an, six fournisseurs régionaux de gaz, cinq fournisseurs de gaz et de nombreuses centrales d'énergie vont passer entre des mains privées, les investisseurs allemands, américains, italiens et français remportant la



mise, le géant national hongrois de l'électricité MVM est démantelé, mais l'État garde la main sur le réseau de lignes à haute tension, les points relais et une série d'entreprises de distribution.

Ces privatisations ont été présentées par la classe politique hongroise – ceux ayant touché au secteur de l'énergie en 1995 sont les socialistes et les libéraux au pouvoir entre 1994 et 1998, autrement dit les adversaires politiques du Fidesz de Viktor Orbán – comme étant un moyen de réduire les dépenses publiques, d'augmenter la sécurité des approvisionnements énergétiques et de renforcer l'économie de marché. Des arguments qui vont très vite faire déchanter la population hongroise, voyant bien que cette privatisation massive du secteur énergétique peinait à apporter ses résultats positifs.

La large victoire obtenue par Viktor Orbán aux législatives de 2010 est d'ailleurs grandement due aux échecs des socialistes et des libéraux à convaincre les Hongrois de l'intérêt de disposer d'un marché hongrois de l'énergie dérégulé et détenu par des investisseurs étrangers. En 2002, malgré leurs promesses de campagne, les socialistes et les libéraux avaient décidé d'augmenter le prix du gaz à la consommation de 12% en octobre 2002, de 28% en janvier 2004, de 11,5% en janvier 2005 et de 6,9% en août 2005. Suite à sa victoire aux élections législatives de 2006, le Premier ministre socialiste Ferenc Gyurcsány avait promis de ne pas augmenter le prix du gaz, mais les Hongrois devront faire face à une augmentation de 39,6% en 2007 et à quatre augmenta-

tions supplémentaires en 2008. De 2002 à 2010, sous les gouvernements de coalition entre socialistes et libéraux, les Hongrois ont vu leur facture de gaz tripler, un véritable coup de massue dans un pays où 80% de la population se chauffe exclusivement au gaz.

Cet échec de la gauche libérale en matière de facteur énergétique a servi de tremplin à Viktor Orbán dans sa reconquête du pouvoir et lui a fait comprendre qu'un changement de cap était nécessaire sur le plan énergétique, les Hongrois étant devenus hermétiques au vocabulaire abstrait et libéral issu du changement de régime de 1989. En avril 2010, Viktor Orbán prend la tête d'un pays dans lequel la situation énergétique est à bien des égards plus mauvaise que la moyenne des 27 pays de l'UE : 24,4% des logements hongrois sont en manque énergétique, 12,2% des ménages sont en retard de paiement sur leur facture énergétique, la part moyenne du budget annuel par habitant consacrée à l'énergie pour le logement atteignant 25,2%. L'amélioration de ces indicateurs sera l'un des premiers grands chantiers du nouveau Premier ministre hongrois.

Viktor Orbán révolutionne la politique énergétique hongroise

Dès le début de l'année, le gouvernement de Viktor Orbán entame un revirement majeur dans la politique énergétique de la Hongrie post-communiste : après vingt ans de règne des investisseurs étrangers, la Hongrie se dote d'un secteur public et national de l'énergie

Désormais, la proportion des ménages en retard de paiement sur leur facture d'énergie est de 5 % (division par plus de deux depuis 2010, alors que cette proportion est en moyenne de 8 % dans l'UE).

assez volumineux pour être en mesure d'avoir ses propres leviers et de permettre de poursuivre un objectif de sécurité énergétique.

En mai 2011, la compagnie gazière et pétrolière hongroise (MOL) rachète 21,2 % de ses parts détenues depuis 2009 par la société russe Surgutneftegas, une opération à propos de laquelle Viktor Orbán déclarera : « D'un point de vue stratégique national, nous avons réussi à placer une de nos plus importantes entreprises entre des mains sûres. » Dans le cadre de cette politique de reprise en main nationale, la compagnie d'électricité hongroise MVM acquiert en 2014 les entreprises de stockage et de distribution de gaz détenues par l'entreprise européenne basée en Allemagne E.ON, alors qu'à travers des participations étatiques de MVM et la création en 2015 d'une nouvelle entreprise publique pour ce secteur (ENKM puis NKM à partir de 2017), la Hongrie met la main sur la gazière GDF Suez Energia Magyarorszag Zrt. et sur le service du gaz de ville en sortant du jeu Magyar Telekom et E.ON, sociétés à capitaux majoritairement non hongrois. Par ailleurs, le groupe européen MET, filiale de MOL, achète la gazière Tigáz Zrt. à l'italien Eni en 2017, alors que la centrale à lignite du Mátra (nord-est de la Hongrie), détenue par des investisseurs allemands, est rachetée par un groupe privé hongrois avant d'être finalement vendue à l'État hongrois. Enfin, l'intervention publique la plus massive, et aussi la plus polémique, reste à ce jour la participation prise par l'État en 2014 dans le projet d'augmentation des capacités nucléaires de la centrale de Paks.

L'augmentation conséquente de la part des capitaux publics et privés hongrois dans le secteur stratégique de l'énergie a permis au gouvernement d'imposer à partir de 2013 une politique de réglementation des prix de l'énergie pour le logement, un changement radical par rapport à la logique suivie par les socialistes et les libéraux avant 2010, qui avaient tenté d'expliquer les bien-

faits du marché à la population hongroise, alors que leurs choix économiques avaient en réalité mené à des situations de monopoles étrangers et à des manipulations à la hausse sur les prix, faisant exploser la facture énergétique des ménages.

Le gouvernement hongrois n'a depuis pas dévié de cette politique de baisse du montant de la facture énergétique des ménages (rezsicsökkentés en hongrois) et, en pleine crise énergétique et à l'approche des élections, défend le bilan de cette politique. Il est vrai que l'objectif de correction des indicateurs de 2010 a été en partie rempli : désormais, la proportion des ménages en retard de paiement sur leur facture d'énergie est de 5 % (division par plus de deux depuis 2010, alors que cette proportion est en moyenne de 8 % dans l'UE) et la proportion des logements en manque d'énergie est de 11,2 % (24,4 % en 2010). En 2010, les Hongrois dépensaient plus pour l'énergie de leur logement que pour s'alimenter, aujourd'hui c'est l'inverse. En parité de pouvoir d'achat, l'énergie pour le logement en Hongrie était la plus chère d'Europe en 2010 – un temps désormais révolu, depuis que l'État s'est engagé en 2013 à garantir la stabilité des prix afin de déjouer les effets négatifs des variations de prix sur les marchés mondiaux de l'énergie.

Le système de prix réglementé hongrois s'avère particulièrement favorable à la population dans le contexte d'envolée des prix du gaz en 2021, alors qu'entre 2014 et 2016, c'est-à-dire très peu de temps après l'introduction de ce système, les Hongrois avaient payé un prix supérieur à celui du marché – une situation amenant l'opposition hongroise à crier au « vol de l'argent des ménages hongrois à travers de sombres manœuvres de Viktor Orbán avec Moscou ». Resté impassible, le gouvernement hongrois n'avait pas remis en cause son choix stratégique, gardant à l'esprit la volatilité des prix de marché, et avait redistribué le trop-perçu par l'État aux ménages sous forme de réduction du montant de la dernière facture énergétique de l'année 2018. L'opposition hongroise, lorsqu'elle était au pouvoir, avait progressivement – totalement en 2008 – abandonné le système de régulation des prix de l'énergie au profit du projet européen de création d'un marché unique de l'énergie – une logique économique que le ministre des Finances français Bruno Le Maire a qualifié d'obsolète et qui a en tout cas montré toutes ces failles, notamment celle consistant en l'inter-indexation de tous les prix sur des marchés journaliers dits « spots », et son incapacité à profiter aux ménages.

Les adversaires politiques de Viktor Orbán sont d'ail-



leurs bien embarrassés de constater qu'en pleine période de tensions extraordinaires sur les prix de l'énergie, la facture énergétique des ménages ne bouge pas. Cette situation a inévitablement conduit l'opposition hongroise à se déplacer sur le thème très en vogue dans les cercles européens. Ainsi, en novembre, le candidat de l'opposition unie aux élections législatives d'avril 2022 a déclaré : « Bien sûr qu'il est possible de baisser la facture énergétique. Pour cela, il faut consommer moins d'eau, moins d'électricité et moins de gaz. » Péter Márki-Zay reprend ainsi l'angle adopté pendant des années par l'opposition selon lequel la politique de réglementation des prix de l'énergie serait une approche populiste dénuée de tout sens économique.

La politique de baisse de la facture énergétique lancée en Hongrie en 2013 a d'ailleurs fait l'objet d'un conflit entre Budapest et les institutions européennes. En 2015, la Commission européenne avait demandé à la Hongrie de revenir sur cette mesure, accusant le gouvernement d'avoir la main directement sur les prix sans que cela ne passe par des autorités compétentes et indépendantes, ce qui contreviendrait à la logique de marché unique européen de l'énergie et violerait des dispositions du droit de l'Union européenne en restreignant le droit des acteurs du marché. La Hongrie n'ayant pas donné suite à ces recommandations, la Commission s'est tournée vers la Cour de justice de l'Union européenne, qui, en juillet 2020, a donné raison à la Hongrie et jugé que le dispositif hongrois respectait le droit de l'Union européenne. Depuis, il devient assez délicat d'attaquer de front

la logique hongroise, puisqu'une série de pays européens, dont la France, l'Italie et la Roumanie, viennent d'adopter – certes de manière provisoire – des mesures similaires à celles existant en Hongrie depuis 2013 pour contrer les effets de la crise énergétique actuelle frappant les ménages.

En Hongrie, la classe politique d'opposition, soutenue par les critiques les plus véhéments de Viktor Orbán à Bruxelles, présente souvent cette politique de reprise en main nationale du secteur énergétique et d'administration des prix comme n'étant qu'un exemple parmi d'autres prouvant que le principal objectif du Premier ministre hongrois consiste à renflouer les membres de son clan politique et économique et à faire les poches aux Hongrois. Il serait difficile d'affirmer que la politique d'administration des prix de l'énergie a appauvri les Hongrois – c'est en réalité l'inverse qui est vrai –, mais il est en revanche évident que la logique de rachat de participations dans des entreprises étrangères a eu pour conséquence la création et la consolidation d'une cour d'hommes d'affaires gravitant autour du pouvoir hongrois. Mais ce que l'opposition définit comme étant de la corruption est bien plus la seule et unique option possible pour durablement atténuer l'influence étrangère – et potentiellement prédatrice – des investisseurs non-hongrois, qui, lorsqu'ils dictaient encore le tempo de la politique énergétique hongroise avant 2010, avaient laissé un bilan très défavorable pour le porte-monnaie des Hongrois. Plus largement, la Hongrie est pour des raisons historiques un pays dans lequel les logiques à l'œuvre sur le

terrain des capitalistes hongrois ont un caractère éminemment féodal, l'entreprise et l'initiative privée – pourtant encouragée sur le plan fiscal depuis 2010 – n'étant pas véritablement un élément central de la culture des acteurs économiques, la Hongrie étant encore clairement marquée par des réflexes claniques et quarante ans de soviétisme. Encore plus qu'en Pologne et en Tchéquie, la question de la dépendance aux capitaux étrangers et le blocage culturel empêchant la constitution d'une classe d'entrepreneurs nationaux sur le long terme est hautement problématique, et ce, non pas seulement depuis 1990, mais en réalité depuis l'arrivée dans cette région des premiers capitaux occidentaux il y a plusieurs siècles.

C'est ce rapport particulier à la dépendance au capital étranger et cette inertie culturelle empêchant dans une large mesure l'initiative privée qui expliquent que les grands principes économiques abstraits sur les mécanismes de prix et la liberté des acteurs économiques sont fondamentalement des approches auxquelles les Hongrois sont relativement hermétiques. Viktor Orbán est l'homme politique de sa génération ayant le mieux compris cette donne économique et culturelle. Hanté par les traumatismes engendrés par les bouleversements des années 90, il sait qu'à ce stade aucune autre approche n'a jamais apporté de meilleurs résultats en Hongrie que celle consistant en une intervention étatique sur les prix de l'énergie et un rôle national et public fort dans le secteur énergétique.

Ferenc Gyurcsány, Premier ministre hongrois socialiste de 2004 à 2009, aujourd'hui encore considéré comme l'ennemi juré de Viktor Orbán et tenant actuellement d'une ligne atlantiste et pro-Bruxelles, s'était rangé en 2008 du côté du projet gazier russe South Stream et avait émis des doutes sur le projet Nabucco soutenu par l'Union européenne.







La politique imposée par l'Union européenne aux Nations d'Europe est la négation du politique

Démocratie sans terre

En politique, les nombres comptent. En politique, l'identité collective compte. Politique dit collectif. Et politique dit territoire. Réduire toute question politique à une question de droits individuels détruit l'essence même du politique. Qu'il s'agisse de commerce international, de diplomatie, de sécurité, l'Union européenne nuit gravement aux intérêts des Nations en refusant de les prendre pour ce qu'elles sont ; par la forme politique de la démocratie. Rien n'est plus redoutable que la négation par l'Union de la dimension politique en matière d'immigration. Et rien n'est aussi destructeur de nos démocraties, ces démocraties que l'Union prétend tellement promouvoir en essayant tellement de les circonvenir !

Est politique ce qui considère une nation en tant que telle, une société en tant que telle, un peuple en tant que tel.

La négation du politique commence avec cet évident mensonge; par mille, dix mille, un million de migrants sont mille, dix mille, un million d'individus de droit – et ne sont rien d'autre. Elle se poursuit avec cet autre mensonge; leur origine, leur appartenance, leur langue, leur religion, leur nationalité, ne font aucune différence, appelées qu'elles sont à se dissoudre dans le paradis européen. Sous l'égide de droits de l'homme sortis des cadres nationaux ou locaux qui seuls leur donnent leur portée, l'Union européenne et la CEDH comme la CJUE entendent appliquer aux millions de migrants qui se pressent aux frontières les mêmes règles que celles qui s'appliquaient aux quelques dizaines de milliers de réfugiés des années 1970. Une dérive insidieuse interdit de faire la différence entre des réfugiés, effectivement menacés dans leur pays d'origine, et qui n'aspirent qu'à y rentrer la paix revenue, et des migrants qui cherchent à bénéficier d'une vie meilleure – ou que les passeurs leur présentent comme telle. Quand les nombres changent, les lois doivent changer. L'Union européenne méconnaît cette règle de base de la politique. Celui qui oserait affirmer que cent ou mille réfugiés appellent sans doute un traitement individualisé, mais que trois ou cinq millions de migrants posent la question politique d'une subversion, d'une occupation, voire d'une invasion, doivent être traités collectivement, et peuvent appeler les réponses militaires appropriées, serait mis au ban d'une Union européenne qui chérit ses ennemis et désarme ses défenseurs.

Pour sortir de ce mensonge, il est bon d'en revenir aux fondamentaux de la démocratie, de ce miracle fragile, localisé et daté, qu'aura été la démocratie dans les Nations européennes. Faut-il l'écrire au passé? Il faut l'écrire au passé, tant l'évidence est qu'autre chose se met en place, autre chose dans laquelle le suffrage universel n'est plus qu'une survivance, dans laquelle des clubs, des forums ou des tribus désignent à l'avance les dirigeants autorisés et invalident les lois qui nuisent à leurs intérêts, dans laquelle surtout les peuples sont dépossédés du premier de leur droit; par dire qui en est, et qui n'en est pas. Il faut surtout mesurer à quel point la démocratie est liée au territoire, au local, à la transmission patrimoniale et familiale, bref, à tout ce qui demeure, qui dure et qui reste. C'est tout l'objet de cet article, revu et corrigé depuis sa version de... 2008, publié par la revue *Agir*, que de l'affirmer; la démocratie est fille de la terre, et il n'existe pas de démocratie sans terre, sans frontière et sans séparation.

À ceux qui s'inquiètent des frontières de l'Europe, à ceux qui observent la transformation des origines de la population dans la rue, à Paris ou à Marseille, à Berlin ou Stockholm, et y reconnaissent le fait social majeur des quarante dernières années (en fait, à la suite du regroupement familial autorisé par le gouvernement de Jacques Chirac, par simple décret et sans vote, en 1976), l'idéal de société ouverte est généralement opposé. Il procède directement d'une vision de la mondialisation entendue comme dispense de la géographie. Au moment où une commissaire européenne entreprend d'interdire de nommer Monsieur un homme, et Madame ou Mademoiselle, une femme, y a-t-il encore un sens d'être né quelque part, de se réclamer d'un territoire ou d'une origine?

La perspective d'une société ouverte et d'une démocratie planétaire rend suspecte toute référence aux racines, aux origines, elle suggérerait même de condamner cette dimension de l'expérience humaine dont il est pourtant malaisé de faire l'économie. Poser la question; «d'où venez-vous?» devient une insupportable grossièreté

– voyons, nous sommes tous de nulle part! Tous, des migrants comme les autres!

Nul ne semble voir la violence du propos, l'arrachement, le dépouillement qu'il appelle et la pauvreté qu'il fait naître. Propos tenus au prix d'un changement implicite de sens : pour Karl Popper (auteur de *La société ouverte et ses ennemis*), la société ouverte était le mode de fonctionnement politique interne d'une société qui avait et gardait ses frontières. Au prix d'un défi aux conditions d'existence des sociétés politiques, pour le moins audacieux : la démocratie s'est établie dans un espace-temps à la fois ouvert et fermé par une clôture, la frontière nationale, elle a existé par et pour un territoire donné. Au prix enfin d'un raccourci vertigineux : de Jean Jaurès à Jean-Paul II – « Ce qui fait dans l'homme l'humain, c'est la nation » –, ils ont été nombreux, ceux qui ont jugé que le chemin de l'individu à l'humanité passe par la nation, sa terre et sa frontière. C'est ce défi d'une démocratie sans terre, posé aux Nations européennes par cette composante de la mondialisation qui rêve de rendre les hommes aussi mobiles que les capitaux, les services et les biens, qu'il paraît urgent d'examiner. La question est en effet au cœur de tout projet politique contemporain. En France, puisque le changement de composition de la population française, réalisé sans débat, sans choix, imposé et subi, va longtemps hanter tous les scrutins, quelle que soit la réalité des chiffres invoqués, par exemple sur la pratique de l'islam. En Europe, puisque l'une des difficultés les plus manifestes de la construction européenne est dorénavant la capacité de l'Union à penser ses frontières extérieures – et quel service nous ont rendu le débat sur l'entrée de la Turquie dans l'UE, puis l'utilisation par la Biélorussie de l'immigration comme arme de destruction de l'Europe!

Il est significatif de repérer, dans les torrents d'ouvrages publiés sur la construction européenne, l'absence quasi totale de travaux autres que de circonstance ou de polémique sur ce qu'a signifié « être d'ailleurs », sur les glissements successifs qui rapprochent ou éloignent les notions, – là disjointes, ici conjointes –, d'étranger et d'ennemi, de différent et d'inférieur, d'inconnu et de respectable. La sentence définitive de Rémi Brague – « l'Union européenne se fera bien plus en se séparant de ce qui n'est pas elle qu'en s'uniformisant à l'intérieur » – est oubliée. Tout se passe comme si l'histoire avait tué la géographie, comme si le progrès des transports, l'extension de l'idéologie politique, puis technique et économique, naturellement universelle et mondialiste, au cours des deux cents dernières années, avaient écrasé et l'éloignement, et la différence.

Les vertiges de l'ouverture

Société fermée, société ouverte; en sa simplicité, l'opposition parle.

Elle dit la transformation considérable de la conscience de soi et de la relation à soi-même et aux autres qu'ont développées nos sociétés depuis la décolonisation et le départ de la terre. Elle dit l'extension des relations de marché aux hommes et aux structures sociales, par la mobilité. Elle dit moins que la pensée est en retard sur l'histoire, et que dans ce retard la démocratie se met d'elle-même en question.

Portée par un courant d'idées qui s'établit à la fin du XX^e siècle, et qui entend conjurer le retour de la guerre, effacer les maléfices réels ou imaginés de l'aventure nationale, assurer les conditions de la fin de l'histoire et fournir à l'économie les hommes qui feront la croissance, l'idéologie de l'ouverture affiche l'accès au bonheur pour tous, l'épanouissement individuel et la réalisation de soi par la mobilité géographique. Chacun, à la poursuite du bonheur, où il le veut et comme il le veut : c'est le visage souriant de la mobilité des hommes, jugeant des offres que présentent les différents pays d'accueil et migrant à la poursuite d'une vie meilleure, en ignorant des frontières démantelées. S'ils la trouvaient ! Derrière la mise en scène euphorique, de rigueur au Parlement européen comme dans les arènes internationales, la réalité sociale et politique est rarement interrogée. Misère des réfugiés économiques, dont la majorité restera orpheline de l'espoir qui l'a arrachée à sa terre, et dont les ressources culturelles ou religieuses seront peu à peu réduites au folklore. Misère des populations dites d'accueil, qui déplorent les conséquences sociales et culturelles de maux dont elles chérissent les causes économiques – à importer les enfants qu'il n'a plus, pour assumer les fonctions qu'il ne veut plus remplir, l'Occident ne doit pas s'étonner si les enfants d'ailleurs lui demandent des comptes pour ses promesses non tenues.

Pour être sans voix, cette nouvelle misère n'est pas sans vérité; quand il écrit et publie un ouvrage à succès, *Et les Blancs sont partis*, même un militant d'extrême gauche se rend à la réalité de territoires désertés par les Européens! Misère identitaire, annonciatrice de violences redoutées, dénoncées, mais provoquées sciemment comme garantes de pouvoirs aux abois – la grande peur du bourgeois devant les Gilets jaunes renouvelle la haine des Versaillais contre les Communards de 1870! Misère enfin d'un modèle de l'individu de droit qui se prête trop aisément au système de l'homme de marché, tour à tour objet et sujet de commerce, qui achète et qui vend, qui s'achète et qui se vend, comme à l'étal des

marchés d'esclaves jadis, et dont les sports professionnels fournissent l'exemple achevé. Depuis longtemps, les équipes de football d'Anvers, de Milan ou du Paris Saint-Germain ne sont plus des équipes d'Anversoises, de Milanais ou de Parisiens, ce sont les équipes des joueurs qu'ont pu acheter ces villes, à l'instar de cette équipe de football d'une ville belge de la banlieue d'Anvers, qui était composée pour dix sur onze de joueurs d'origine ivoirienne. Être de, c'est être à ; la propriété financière des joueurs fait l'appartenance que l'origine ne fait plus : l'argent détermine le lien. Certains appellent cela le progrès. D'autres osent trouver une quelconque dignité humaine dans la vente d'hommes sur le marché mondial. Le pape François, le groupe Bilderberg et l'Union européenne y souscrivent. Qu'en disent les Européens ? Ont-ils quelque chose à en dire, le droit de le dire, et la liberté d'en débattre ?

Négation de l'autre, perte de soi

De nombreuses sociétés primitives se vivaient comme le monde – à l'extérieur, il n'y avait pas de vrais hommes. La politique est apparue quand les sociétés se sont vécues avec un intérieur, nous, notre terre, nos dieux, nos lois, et un extérieur, les autres, avec leur terre, leurs dieux et leurs lois. L'extension de la sensibilité est le fait de civilisation qui a érodé l'écart entre l'intérieur et l'extérieur ; ils sont des hommes comme nous ! Mais la modernité des droits et de l'individu absolu va plus loin que la découverte de Montaigne et de Vitoria contre Sepúlveda à Valladolid ; elle affirme que nous sommes tous les mêmes ! Il n'y a plus d'extérieur, nous sommes le monde humain, une seule terre, une seule loi – et nous sommes nos dieux !

Dans ce monde de la règle qui remplace le monde de la terre, la mobilité des hommes à travers les frontières est considérée comme liberté fondamentale, comme chance, et comme espérance du bonheur. La société ouverte est la bonne société ; l'affirmation disqualifie toute contradiction, d'autant plus aisément qu'en Europe, depuis cinquante ans, les interdits nés des crimes idéologiques du siècle ont rendu suspecte toute revendication identitaire. De fait, elle réalise les conditions d'un vaste mouvement de désaffiliation de tout ordre symbolique et collectif. C'est entendu, l'individu se libère et s'enrichit en se désapprenant du collectif, en se séparant des siens. Il se trouve en s'en allant. Il devient en renonçant, il se trouve en se niant. Cet « entendu » mérite d'être tiré au clair. La condition du migrant serait notre condition promise à tous. Chacun vivrait d'autant mieux qu'il oublie d'où il vient, qui sont ses parents, ses amis, ses proches, et qu'il choisit en permanence la voie de son intérêt maximal. Qui a parlé d'idiot rationnel ?

L'extension du marché des hommes a pour condition la production de l'homme de marché. Mobile. Plus encore : délié, indéterminé. Plastique. Prêt à devenir qui il veut, quand il veut. Et surtout, sorti de tout collectif. S'il est un interdit pesant sur les institutions européennes, c'est bien celui de lier un individu à un groupe, une nation, un collectif, et d'établir une distinction entre ces groupes ou ces communautés. Interdit de demander « qui » ? L'aveuglement qui en résulte, par exemple pour évaluer les chances d'intégration des migrants, les risques de l'infiltration de terroristes parmi eux, ou simplement pour adapter les politiques publiques à chacun selon sa religion, sa langue, sa culture d'origine, interdit de choisir – mot affreux, qui appelle la discrimination ! Interdit de considérer qu'un francophone, chrétien, jeune, a plus de chances de s'intégrer qu'un homme âgé, bouddhiste et parlant birman ! Interdit même d'établir le bilan de l'intégration par origine, ou par appartenances ! Il est plus important que cet aveuglement comporte la négation du politique, c'est-à-dire de la spécificité d'une société humaine qui entend se comporter en tant que telle, délibérer en tant que telle et décider de ses lois et de son destin en tant que telle – toute politique est fondée sur la discrimination entre les citoyens et les autres, entre ceux qui en sont et ceux qui n'en

Le discours qui prétend lier immigration de masse et croissance économique est-il conscient de ce qu'il dit ?

sont pas. Et si cette discrimination est interdite, avec le politique, c'est la démocratie qui s'en va. Et l'argent peut liquider tout ce qui est puisque, qui l'a remarqué, quand plus aucune discrimination n'est légitime, la discrimination de l'argent triomphe seule, sans partage, et emporte tout ! Dans la société qui ne distingue plus les siens et ne les préfère plus, ceux qui ont l'argent ont tout ; qu'en pensent les socialistes ?

Voilà qui sert bien les intérêts des prédateurs qui se heurtent à l'État, à la Nation et aux identités humaines comme à des limites intolérables à leur cupidité. Le discours qui prétend lier immigration de masse et croissance économique est-il conscient de ce qu'il dit ? Les prédateurs mondiaux se réjouissent en effet de mouvements de population qui détruisent toute résistance collective, et d'abord, ces corps intermédiaires et ces collectifs organisés qui résistent à l'uniformisation. Et les Cours européennes, qui refusent de considérer autre chose que des individus, sans syndicats, sans institutions, sans origines, leur prêtent la main (lire à ce sujet Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*), assurant les rentes des trafiquants d'hommes que sont aussi bien la Turquie que les passeurs, et ceux qui se réjouissent de la pression à la baisse des salaires qu'exercent les migrants illégaux.

L'identité se réduit aux circonstances. Elle devient ce que le marché appelle, dans une logique d'offre qui a la puissance de l'universel. Elle met en concurrence les territoires, les offres nationales, les systèmes sociaux et fiscaux. Elle sert les nouveaux marchands d'esclaves, et leurs complices humanitaires, fournisseurs inconscients du marché des hommes au nom des droits de l'homme. C'est en effet d'abord notre relation à l'autre qui est en question, et l'existence même de l'autre qui est interrogée, puisque le collectif faisait l'autre en désignant le même. Si l'histoire du colonialisme remplit nos bibliothèques de la mauvaise conscience de soi, l'histoire de l'autre, comme étranger, comme différent, comme irréductible, reste à écrire.

Le savoir – Qui est autre, et qui est le même ? Qui est proche, et qui est loin ? Quel est l'ami, quel est l'allié, et quel est l'ennemi ? Que sont les relations entre les uns et les autres, leur évolution actuelle et leur devenir probable ? L'Union interdit aux peuples européens de répondre à la question, et même de la poser. Dommage ; savoir qui est l'ennemi est la seule question stratégique qui compte. Et qui s'interdit de le désigner est bien prêt

de se perdre. Une curieuse paralysie semble saisir l'Europe contemporaine devant ces questions, malgré ou à cause de leur actualité. L'écart vient de loin, d'une abstention étonnante des historiens, des sociologues, des statisticiens, à éclairer les questions d'identité, de reconnaissance, de voisinage et d'éloignement.

Au moment où la question de l'identité, celle de l'autre, des autres, de leur place et de leur reconnaissance, promet de marquer la décennie en cours comme les marchés financiers ont marqué les précédentes, le savoir fait défaut. Il est banal de constater que, du *Journal d'un Anglais en Chine* ou du *Voyage à Tombouctou* de René Caillié au récit de la première traversée de l'Amérique du Nord par Clark et Lewis, aux *Lettres du Tonkin* et de *Madagascar* de Lyautey, aux *Voyages au Tibet* de Jacques Bacot, c'est moins seulement la technique du déplacement et la sûreté du voyageur qui progressent que l'idée de l'étranger, du lointain, de l'autre, qui se transforme dans leur regard et dans le nôtre.

Des mémoires de soldats décrivant l'ennemi aux chroniques de la guerre en Irak, des récits coloniaux à Frantz Fanon ou René Dumont, puis à Sylvain Tesson, Rony Brauman ou Gérard Chaliand, continuités et ruptures sont plus complexes, plus ambiguës, que le catéchisme idéologique ne veut bien le dire. Car c'est le passage d'un étranger autre, auquel aucun jugement ne saurait s'appliquer, à un étranger proche qui peut se convertir, qui peut obéir, puis qui peut produire, et enfin au même dont il faut désarmer les différences, qui se joue. Car c'est la représentation de soi que donne à lire le récit de voyage chez les autres. Et s'étonner de leur étonnement, être surpris de leur surprise, c'est se découvrir.

L'universel – Notre relation à l'autre est en question. Sa possibilité même finit par être menacée par un universel réduit à l'uniforme. Moins par la confrontation fatale qu'elle supposerait avec le différent ou l'ennemi, que par l'incapacité de se définir et de se concentrer sur soi qui en découle. Trois éléments se conjuguent en ce sens :

- l'accélération des transports, maritimes d'abord, aériens jusqu'en 1980 environ, terrestres (TGV) ensuite, puis la baisse des prix jointe à l'accroissement des capacités d'import aérien, placent toutes les capitales du monde à portée, dans des conditions de coût, de confort et de (relative) facilité telles qu'elles transforment, faute de l'annuler, la séparation ; ce n'est plus la géographie d'abord, mais la douane (ou le passe sanitaire), qui fait

l'éloignement d'un Américain en Iran, d'un Britannique au Zimbabwe ou d'un Français aux États-Unis d'Amérique. Paris est combien plus proche de Londres que d'Amiens, et de Manhattan que de Rodez ! La politique, l'argent, le mode de vie et le droit font les séparations que la géographie ne fait plus. L'important n'est pas l'avion, vers 1900 ; c'est, depuis 1980, la massification des migrations aériennes qui place tout villageois de la jungle ou de la rizière à moins de mille dollars et de vingt heures des villes néons qui le font rêver et que lui promet CNN ;

- l'occupation humaine de toutes les terres émergées, y compris les plus hostiles, y compris les plus traditionnellement soustraites à l'habitat humain, de l'Alaska à la Sibérie et de la forêt équatoriale aux marais, crée les conditions de l'universalité ; la saturation des espaces, la continuité de l'occupation humaine et la rareté des éléments naturels la placent sous le signe du marché – donc de la règle. Les conditions mêmes de la reconnaissance de l'autre disparaissent avec sa capacité d'existence séparée, avec sa qualité d'éloignement et la réalité de sa séparation. Le spectacle permanent que le monde humain se donne à lui-même joue à cet égard un rôle essentiel, en aplatissant la distance et le temps sous le régime de l'émotion instantanée et passagère. Tous, sous le jugement de tous, ignorant autant que péremptoire. Et, en le réduisant à un prix, une valeur ajoutée, une capacité d'achat ou d'investissement, le marché fait de l'autre définitivement le même, sans espace autre qu'anecdotique d'éloignement, sans séparation autre que scandaleuse ou criminelle ;

- la découverte des raretés du monde, et même, derrière la perspective de leur épuisement possible, le sentiment d'une interdépendance à laquelle se sentent naturellement le plus exposés, ceux qui consomment davantage de ces nouvelles raretés – eau, espace, air, carburants fossiles, etc. – créent le sentiment du commun, voire de l'unique. L'uniformisation sert d'abord les appétits de ceux qui veulent que rien n'échappe à leur dent. L'utilisation des grandes peurs écologiques par les intérêts globalistes est spectaculaire, en même temps qu'elle relève de l'escroquerie politique ; les écosystèmes sont territoriaux, ils sont locaux. Ce qui est bon ici est mauvais là-bas, et les systèmes vivants ne sont ni fongibles ni commensurables, ce qui signifie qu'ils échappent aux modèles de l'économie et à la conversion en argent.

Le point actuel, nouveau, est celui où la géographie, c'est-à-dire l'éloignement, la séparation, la distinction, disparaît. Est-ce un hasard si l'opinion américaine valide le projet de voyages habités sur Mars, si les voyages des Jeff Bezos ou Elon Musk dans l'espace font rêver, si Taïwan propose d'expédier les cendres de ses morts dans l'espace ? Ailleurs n'est plus sur cette planète ; notre géographie va rejoindre notre astronomie, et la planète Mars occuper dans l'imaginaire la place que le Tonkin occupait voici cent ans. Le droit, les contrats, l'argent font les distances que la géographie ne fait plus. Et voilà le point central ; seul l'argent fait la différence que rien d'autre ne fait plus. Dépouillé de tout ce qui faisait de lui un citoyen, un homme ou une femme, un croyant ou un militant, un homme d'ici et des siens, l'individu de droit n'est plus que l'argent qu'il a, qu'il gagne, ou qu'il vaut. Nous sommes tous des nomades comme les autres ; voilà réalisé le rêve de la tribu financière qui entend que plus une semence, plus un pouce de terre, plus une bouffée d'air ou un verre d'eau n'échappe à la loi du rendement maximum.

Ce point de basculement est précis ; il est celui où l'indifférence devient impossible, faute de distance. Un monde petit fait de l'éloignement un luxe inaccessible. Et il est celui où l'autre, le différent, l'éloigné, ce qu'il en reste, se confond avec l'ennemi – celui où l'altérité devient menace et l'éloignement, danger, évitement, fuite. L'Empire romain savait arrêter ses légions et construire le mur au-delà duquel un autre monde commençait ; quinze siècles plus tard, ce limes marquera la limite entre l'Allemagne protestante – au nord – et la Bavière catholique – au sud du mur, en pays d'Empire. La

Qu'il était beau, le mot d'étranger, quand il désignait l'infinie diversité humaine et l'irremplaçable séparation des histoires.

séparation sauvait, et l'Empire et l'Autre. Il n'y a plus de mur pour arrêter le champ de la guerre en reconnaissant à l'Autre un territoire propre, d'ailleurs les États-Unis nous le disent ; seuls des criminels se refusent au bonheur américain !

Un double mouvement né de la prétention à l'universel tout à la fois explique et condamne la société ouverte, telle du moins qu'elle procède de l'ouverture de droits inconditionnels, moraux certainement, financiers et sociaux surtout.

D'abord, la proclamation d'un idéal universel, de droits communs à tous les hommes qui sont le dernier déguisement de l'Occident dans sa prétention à détenir le bien ou la première expression d'un capitalisme qui a compris que les valeurs paient – ce que Tony Blair résumait superbement en déclarant : « Nos valeurs sont universelles ; dès que les hommes ont le choix, où que ce soit dans le monde, ils les adoptent » – sans moyens concrets de les mettre en œuvre, quand ce sont des droits matériels, eau, santé, alimentation –, sans considération pour les cadres collectifs qui conditionnent l'exercice de ces droits, et sans conscience de l'extraordinaire agressivité qu'une telle proclamation signifie à l'égard de toute communauté organisée autour d'autres valeurs et d'autres principes que les nôtres. Le thème du respect, tant diffusé en France, est ambigu ; il comporte la négation de l'autre, qui est respecté en tant qu'il est le même ou parce qu'il est appelé à le devenir – surtout pas en tant que lui-même, étranger, de l'autre côté de la frontière, et destiné à le rester – pour cela même riche, intéressant, fascinant... appelé à la disparition de son identité que vise l'universel, comme dernier crime de l'Occident. Ont-ils droit au respect, ceux qui observent les règles des castes en Inde, les Yézidis qui préservent un culte iranien trois fois millénaire, ou les Russes, Polonais ou Hongrois qui veulent seulement demeurer Russes, Polonais et Hongrois ? Qu'il était beau, le mot d'étranger, quand il désignait l'infinie diversité humaine et l'irremplaçable séparation des histoires, des règles et des mœurs, condition de cette diversité !

Ensuite, la négation argumentée de la légitimité de tout groupement humain qui se refuserait à satisfaire à ces droits dits universels qui instaurent le contrat privé en système social. Le courant de criminalisation des autres, de leurs mœurs, de leurs usages, de leurs systèmes, est sous-jacent derrière les démarches de

maintes organisations internationales, même et surtout en apparence fort éloignées d'un projet de mondialisation occidentale, du Tribunal pénal international aux procédures de conformité. La prétention de tribunaux occidentaux, ceux d'Espagne après ceux de Belgique, à détenir la compétence universelle pour les atteintes aux droits de l'homme a poussé à la caricature la dérive impérialiste qu'appelle le totalitarisme du bien. L'adulation d'un homme universel interdit si aisément toute conscience des conditions historiques et toute sympathie pour des individus en proie à l'histoire. Un tribunal de Madrid ou de Belgique a-t-il quelque chose à dire sur la situation en Palestine, au Xinjiang ou en Birmanie ? Le Parlement européen a-t-il autre chose à dire que l'infinie satisfaction de ceux qui ont la raison de leur côté, tant qu'ils n'ont pas à se battre pour survivre ? Que celui qui n'a jamais craint pour sa terre et ses enfants juge Israël ou bien les Palestiniens, s'il s'en croit capable !

Le monde n'est plus le monde. Sacrifié au mythe de l'universel, ce qui le faisait monde – écart, distance, surprise aussi – disparaît jour après jour. Le bûcher de la distance, celui de la différence, brûle à grands feux ; elles sont ce que nous ne saurions plus voir. Les discours sur la tolérance universelle et les valeurs communes habillent des postures exactement inverses, d'hostilité déclarée, revendiquée même, à tout ce qui est réellement autre, différent, irréductible. En France notamment, il est caractéristique que la perte du sens religieux interdit non seulement de tolérer mais aussi de comprendre le fait que toute religion engage tout l'homme et tout de l'homme. La laïcité, telle qu'elle est vécue aujourd'hui en France, correspond, non pas à la distinction construite entre un espace public laïc et des espaces privés où chacun vit selon sa religion, mais à la disparition organisée du religieux dans la société, avec la complicité historique d'un catholicisme réduit à sa caricature d'assistanat social depuis que ses prêtres ne prient plus. Et l'apparition de l'islam sur le territoire de la République la confronte à ce dont elle avait perdu la trace – une religion qui est tout ce qu'une religion est, une foi pour laquelle tuer ou mourir. Saura-t-elle en faire une chance de se redécouvrir elle-même, donc de se séparer de ce qui n'est pas elle ?

Haine de soi, méprise de l'autre – En a-t-on dit autour du droit à la différence, du respect de la différence et de la considération due à l'autre ? Et quel étrange mouve-

ment que celui qui a parfois semblé conduire à préférer par nature ce qui est autre à ce qui est sien, à juger bon par essence ce qui est étranger et suspect ce qui est proche, et à bon rendre même condamnable toute expression commune de ceux qui partagent une origine, une culture et une identité? Ce colonialisme inversé est à l'oeuvre pour détruire toute culture, toute civilisation, qui sont différence et séparation – qui n'existent que parce que séparées et distinctes.

René Girard a tout dit à ce sujet. «À force de célébrer toutes les différences, nous n'en respectons plus réellement aucune.» La manière dont l'Union entend écraser tout écart de mœurs, de modes de vie et de traditions en dit long à ce sujet. À quoi d'autres servent les proclamations vertueuses sur les «droits de l'homme», «l'État de droit», etc.?

La valorisation inconditionnelle du métissage, de rigueur dans les médias, en fournit de quotidiennes et savoureuses illustrations; à rebours de toutes les accusations qui pèsent sur elle, la France est xénophile, depuis longtemps. Les déserteurs «afro-américains» des troupes américaines de 1918 qui firent de Montparnasse un haut lieu du jazz en savent quelque chose, comme tant de Vietnamiennes, de Malgaches, d'Algériens ou de Marocains – depuis André Gide et Henri de Montherlant jusqu'à Michel Foucault – et le goût des Français pour ce qui vient d'ailleurs, ce qui change, est avéré. Joséphine Baker adulé par le Tout-Paris en est l'expression même – et finit au Panthéon!

Mais il ne s'agit désormais ni de respect ni de différence, juste de leur travestissement. Car tout cela n'est qu'un jeu – et il est interdit de ne pas jouer. L'écart est fabuleux qui part de la salsa, du djembé et du vin de palme à la danse du ventre, nécessairement supérieurs à la valse, au piano ou au Ricard, parce qu'anecdotiques, consommables, renouvelant la valeur ajoutée et qui va jusqu'au voile islamique, aux castes de l'hindouisme, à la doctrine économique de l'Église catholique, nécessairement mauvais parce que différents, et redoutables parce qu'essentiels. Si ce n'est plus un jeu, on ne joue plus. Le travestissement, le faire semblant, oui; l'appartenance, la croyance, non. Voyez les cris qu'a suscités la mise en cause par le Vatican de la doctrine américaine du «ruissellement» dont personne n'a jamais vu la trace; que l'Église ne touche pas aux mensonges qui permettent aux plus riches de dormir tranquilles! Et voyez le silence des «écologistes» sur le libre-échange, sur la mobilité des capitaux ou sur les ravages du tourisme de masse!

Sous couvert de laïcité, la France développe une passion résolue de négation du différent, qui la conduit d'abord au déni – refuser d'évoquer même la possibilité d'un échec de l'intégration, puisque ce sont les mêmes –, ensuite à la désinformation – refuser de nommer et de compter les enfants de l'immigration puisque ce sont les mêmes – et peut la conduire demain à la séparation – s'il advenait qu'ils ne soient pas les mêmes, qu'il soit trop tard pour parler encore d'intégration ou d'assimilation (voir le livre de Vincent Coussedière, *Éloge de l'Assimilation*), et que la nationalité ait fini de perdre son sens. L'étranger est bon mais il est bon parce qu'il est le même, meilleur encore s'il apporte un piment d'exotisme pour renouveler l'offre; il est bon justement parce qu'il n'a rien d'étranger dont une maison de production ou un plateau TV ne puissent faire une offre séduisante. Et il est bon s'il est soluble dans l'économie – réduit à sa pacotille et ramené à l'inessentiel. Un prix, rien qu'un prix, voilà le tout de l'autre où il lui est commandé de s'épuiser, sinon gare! Il n'est plus de vraie différence que marketing, si même il en existe aucune, entre des individus qui accèdent à l'universel en convoitant des marques qui changent.

C'est bien pourquoi il faut respecter la différence au moment où elle n'est plus rien – si elle existait vraiment, et si elle se manifestait, elle ne serait plus qu'un objet à combattre, une anomalie à réprimer, comme le débat français sur le voile et le principe

La liberté de mouvement, d'installation, d'investissement des hommes condamne tous les libéralismes. Elle annonce une société de l'obéissance, car seul l'empire de la règle permet que vivent en paix ceux qui ne partagent plus rien.

d'une loi *ad hoc* tendent à l'illustrer. Si une Française et une musulmane ne sont pas différentes, si elles peuvent être une seule et même personne, le port du voile pose en effet la question à ce qui est ou sera français en elle. Si une Française et une musulmane sont des personnes différentes, il convient à l'inverse de respecter le droit de la seconde à porter son voile et à satisfaire à ses obligations religieuses en toutes circonstances, mais de les respecter en tant que droit et obligations d'une étrangère, d'une autre, dans la séparation et dans l'éloignement qui sont les conditions mêmes de notre liberté – et de la sienne.

La méprise sur l'autre, qui en fait l'objet de marché qu'il n'est pas, est tout proche du mépris de l'autre. Ce qui se joue sous les mots de respect et de tolérance, c'est la réduction affolée de l'autre à soi, sous le signe du bien et de l'universel. C'est l'indifférenciation, sous couleur du droit à la différence. Il est grave de mesurer que le respect n'est plus jamais dû à l'autre et à l'étranger que comme pouvant devenir, devant devenir, et d'ailleurs sommés subrepticement par ce respect même, de devenir comme nous.

Tels qu'ils sont aujourd'hui affirmés et mis en œuvre à travers la mobilité des hommes, les droits de l'homme ne sont pas seulement la négation de l'histoire; en oubliant les conditions historiques et sociales qui ont permis à certaines sociétés, dans des conditions précises et fragiles, d'apaiser la manière d'être ensemble, ils viennent condamner la possibilité même du progrès dont ils se veulent le moyen. Car l'ignorance de ce qui a été le condamne à revenir, car l'enfouissement de ce que l'on a fait demande de le refaire, car s'éloigner de ce que l'on fut oblige à le redevenir, dans le cycle primitif et sans fin des renaissances collectives dont la mémoire, le savoir et la conscience de soi seuls rompent la magie tragique.

La société ouverte change la démocratie

La liberté de mouvement, d'installation, d'investissement des hommes condamne tous les libéralismes. Car elle annonce une société de l'obéissance. Car seul l'empire de la règle permet que vivent en paix ceux qui ne partagent plus rien.

La démocratie est fille de la terre. Elle est un entre nous,

un chez nous, et un rien que pour nous. Sinon, elle dérive vers un totalitarisme mou, déjà partout à l'œuvre – et déjà partout vaincu. Exception historique, elle naît de la conscience collective d'une identité distincte; nous ne sommes pas les autres, ces autres de l'autre côté de la frontière, de la mer ou de la montagne. Nous ne sommes pas les autres, et nous voulons dire nous, nous reconnaître, nous préférer et nous déterminer ensemble. Et nous voulons que ce collectif soit plus, et mieux, et déterminant pour les individus qui le composent, et qui deviennent citoyens.

Car nous voulons transmettre ce que nous avons, et d'abord notre terre; ce pourquoi les sociétés nomades ne sont jamais des démocraties (mais peuvent être des sociétés sans politique).

Voilà ce que combat l'Union européenne, ce que sapent les lois et ce que ruine la politique migratoire. Voilà ce que le culte du nomadisme détruit à grands feux. Interdit de dire « nous », interdit de se dire « de quelque part », et le localisme est l'ennemi ! À se vouloir de nulle part, la démocratie s'étiole et dépérit comme un arbre sans racines. Le sentiment du commun ne résiste pas à l'ouverture obligée. Avec lui s'enfuit la solidarité. Aucune mutualité ne survit si elle n'est pas fermée. Il en va de même pour cette grande mutualité qu'était la nation. Le marché des hommes annonce la fin de ce qui s'est appelé démocratie, comme capacité à délibérer en commun, à décider et à agir, sur la foi d'un destin partagé, d'une frontière établie, de valeurs distinctives. Nous vivons, après la sortie de la religion, la sortie de la politique comme capacité de se déterminer ensemble par l'élection, de partager et d'unir par le sentiment du commun.

À quoi bon voter quand il s'agit de déménager ? Et pourquoi militer quand le catalogue des offres publiques est grand ouvert ? Le vertige actuel autour de « l'attractivité du territoire » dissimule mal l'envie de changer de peuple, la réalité d'un marché des hommes, l'utopie de la mobilité des compétences, des savoirs, des énergies.

Le droit d'être de nulle part et d'oublier ses origines, le droit de choisir un pays comme une banque, le droit de comparer ce que chaque pays à offrir, défie la société politique avant de la transformer. Les élus qui répètent

les slogans de l'attractivité, de la compétitivité des territoires, doivent y penser ! Choisir entre des Nations comme on choisit un produit en rayon invente un « être ensemble » sans appartenance, sans devenir, qui se rêve sans tension ou à très faible tension interne – puisqu'il est si facile de résoudre les tensions dans la fuite, simplement en changeant de société ! –, mais qui produit en fait des tensions intenses en juxtaposant des êtres qui appartiennent à des mondes différents et qui doivent voisiner sans se croiser ; une société qui renonce à se produire elle-même, à faire son histoire et à se construire comme projet ; ou qui se produit pour se vendre, instituant par la mise en concurrence d'elle-même, de ses lois, de ses mœurs, de sa culture, une autre hétéronomie, celle du marché. Quand il suffit de partir, le débat démocratique perd sa fonction, l'action politique devient dérisoire. Et désarme le combat politique en promouvant la fuite, désarme le combat citoyen en célébrant la désappartenance.

Cette transformation fait succéder à un monde du lien, de l'appartenance et de l'identité, un monde de la règle. Interdit de désigner un musulman, un juif, un chrétien, en tant que tels ; seule l'obéissance à la règle compte. L'important n'est plus qui je suis, où et de qui je suis né, ce que je crois ou ce que je fais ; l'important est que je sois dans – ou hors de – la règle. L'entrée dans le domaine de la règle explique l'innommable prolifération des normes, des codes et des procédés ; car il s'agit de construire le moyen du vivre ensemble que l'origine, la foi ou l'appartenance ne font plus. Et la règle est dans les cuisines et dans les chambres, entre parents et enfants, entre hommes et femmes, et la règle s'insinue partout. Pourquoi pas ? À condition que la règle en soit une, et strictement respectée par tous ; à condition que chacun comprenne qu'il s'agit de mettre en place une économie du droit et du pouvoir, et que la justice a peu à voir là-dedans ; à condition aussi d'être sans illusion. Il ne faut pas croire ce mode de la règle plus confortable que celui du lien. Chacun n'est que ce qu'il fait, et même, ce qu'il fait maintenant : son passé ne sera pas témoin à décharge. Les avantages de l'antériorité, les privilèges des origines, sont abolis. La solidarité n'y a plus sa place que dans les interstices des contrats. Il faut seulement mesurer que le monde de la règle est le monde du marché et qu'il introduit dans la condition historique du citoyen d'un État démocratique ce changement majeur : la primauté donnée à l'économie sur la société, allant jusqu'à modifier la composition de la société en fonction des besoins d'embauches.

La démocratie du droit et des droits est commandée par la primauté de la mobilité individuelle. Elle est un élément de liberté et d'affirmation. Mais en retour, elle vient compromettre l'une des conditions historiques de la démocratie. C'est ici que ça se joue, pour moi, pour les miens, pour mes enfants, sur cette terre et parmi les nôtres, et voilà pourquoi je m'engage, je vote, pourquoi un projet politique a un sens.

Le débat interdit – La formation et la composition de la population sont un trou noir de la démocratie. Interdit de compter, de nommer, de dire ce qui est et ce qui se voit ; le paradoxe qui voit proclamer l'invisibilité de la « race » au moment où les exigences des « racialisés » envahit le champ public, bouscule les statues et débaptise les rues, est aussi éclatant qu'ignoré. Il est plus important de mesurer le déni d'intelligence à l'oeuvre. Il s'agissait de respecter un musulman, un chrétien, un bouddhiste, en tant que tels. Il s'agit désormais d'ignorer si les migrants sont musulmans, bouddhistes, chrétiens, parce que tous sont des individus de droit – ne sont et ne sauraient être rien d'autre. Respect, vraiment ? Les dépouiller de ce qui fait d'eux ce qu'ils sont, comme origine, sexe, foi, convictions, est-ce vraiment les respecter ? Est-ce par ailleurs bien se préparer à intégrer qui peut l'être, renvoyer chez lui qui n'a pas sa place en Europe ? La négation du collectif aveugle la démocratie et bâillonne le débat. Censure ou mensonge ? S'il est un devoir de toute entité qui prétende l'autonomie, c'est de s'identifier, de se nommer et de se compter. S'il est un droit premier des nations et un attribut de la souveraineté nationale, c'est bien de décider qui en est et qui n'en est pas.

Pourquoi les thèmes de l'ouverture, des frontières et de l'appartenance ont-ils fait l'objet d'un tel déni de démocratie au cours des trente dernières années ?

Et s'il doit être un premier droit démocratique, n'est-ce pas celui des citoyens d'une nation de décider avec qui ils veulent vivre, qui ils reconnaissent comme les mêmes et qui demeureront des autres ? Le premier des attributs de la souveraineté est même qu'après avoir entendu tous les orateurs qui détiennent par naissance, par vocation ou par prétention, le juste et le bien, chacun et chacune déterminent en toute indépendance les conditions d'entrée et de séjour sur son territoire et les conditions d'acquisition de la nationalité. Ce n'est qu'en cas de guerre, de défaite et d'invasion, que ce droit est perdu, ou dénié, et c'est alors la fin de ce peuple comme nation et la disparition de sa souveraineté.

Faut-il considérer l'Europe en état de guerre, au point de perdre sa souveraineté sur ce point capital ? Face à des perspectives peut-être dramatiques de migrations africaines, la question ne peut plus être esquivée. Le premier fait politique de ces trente dernières années est le dessaisissement des électeurs européens de toutes les questions liées aux mouvements de population et à l'ouverture des frontières. Du regroupement familial qui a transformé une migration de travail en migration de peuplement, à l'absence de toute condition de nationalité pour l'ouverture de droits sociaux (situation à peu près unique au monde) et même, à la reconnaissance d'un droit au tourisme médical, plusieurs milliers d'étrangers venant de pays sûrs se faire soigner en France aux frais de la collectivité (y compris du Canada, des Émirats ou du Qatar !). Les Français n'ont jamais été consultés sur un élément déterminant dans l'évolution de la société, du vivre-ensemble et du lien collectif – l'accès à la condition de Français. Un étrange domaine de la censure s'étend là où nul ne l'attendait ; le délit d'opinion est redevenu un sujet central de nos sociétés européennes, dès qu'il s'agit de la composition de la population et de l'immigration, nouvel interdit, nouveau déni de la démocratie qui justifie le grand retour de la censure de la presse, du livre et de l'expression. Délit d'opinion quand le réel est seulement énoncé comme il est, l'origine devenant en France ce qu'était le sexe au XIX^e siècle – ce qu'il n'est pas possible d'énoncer tellement la société en est travaillée, ce qui est tellement là comme menace ou promesse qu'il faut interdire d'en parler pour ne rien voir et ne pas agir. Comment s'interroger sur le désintérêt pour un suf-

frage qui ne permet pas de dire ce qui compte ni de se prononcer sur l'essentiel ? Ce dessaisissement s'est amplifié depuis que, le 1^{er} janvier 2005, la Commission européenne se veut maître des flux migratoires à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union – ce qui signifie qu'à des débats possibles au sein d'ensembles consistants et pertinents, sur bases nationales, succède l'impossibilité de débats et de responsabilités au sein d'un ensemble sur ce point inconsistant, puisque les institutions européennes ont choisi de faire l'impasse sur l'identité de l'Europe, que l'Europe de la Défense et de la Sécurité se dissout dans l'OTAN, et qu'elle n'a aujourd'hui trouvé de consistance que sur le terrain monétaire et financier.

Si la démocratie est bien le régime politique qui demande aux citoyens de décider sur ce qui les concerne et sur ce qui compte pour eux, il convient de s'interroger : pourquoi les thèmes de l'ouverture des frontières et de l'appartenance ont-ils fait l'objet d'un tel déni de démocratie au cours des trente dernières années ? Que veut dire être Français, être Européen, et plus concrètement, doit-il y avoir des conditions, lesquelles et de quelle nature, à l'accès aux prestations sociales, à l'emploi, à la nationalité ? Jamais il n'a été question de dire qui est Européen et qui ne l'est pas, à moins que le respect d'un ratio de déficit public sur PIB, d'une limite d'inflation et d'un niveau de taux d'intérêt suffise à définir qui est Européen. Les instruments mêmes qui auraient nourri la discussion ont été cassés, ou bien l'on s'est interdit de les employer. L'anathème historique, l'oukase tiré du passé ont servi d'outils faciles à une vaste opération d'évitement ou de déni – passez, il n'y a rien à voir – ou, pire encore, de censure – décrire ce qui est serait le début du fascisme (voir à ce propos l'interdit absolu qui pèse sur la description de la population carcérale en France selon les origines des condamnés). Étrange et dangereux paradoxe qui donne à la montée des votes protestataires la force singulière d'une demande de démocratie, de la part de citoyens interdits d'opinion et privés d'expression : « Nos problèmes ne sont pas ceux que vous dites, et l'Europe que nous voulons n'est pas celle que vous laissez faire ! » Étrange aveuglement qui menace l'Europe dans le mouvement même qui l'étend jusqu'à la dissoudre, sans mesurer assez qu'à supprimer les frontières natio-

nales sans en établir de nouvelles, et plus fortes, à l'Est et au Sud, l'Europe se condamne à revivre des affrontements de religions, de races et de clans que l'on espérait avoir dépassés, en négligeant le fait national qui les conjurait à l'intérieur de frontières établies. Étrange solitude que cette fuite en avant dans la haine de soi, et de ce qui a fait sa force – la sûreté de soi.

L'obsession économique – La violence de l'interdit fait aux Français et aux Européens d'examiner, d'instruire et de débattre d'un sujet majeur pour eux devrait interroger sur les raisons qui l'expliquent – sans doute peu communes. La France se singularise dans ce domaine, d'abord par sa vision toute coloniale de l'importation par villages entiers de travailleurs chargés d'assurer la compétitivité de ses industries sans investissements de productivité, dans les années 1960 – par maintien à bas niveau du coût du travail dans l'automobile, les mines, la sidérurgie, certaines fabrications mécaniques –, ensuite par des politiques extraordinairement autoritaires et quasiment régaliennes d'aménagement du territoire, d'organisation du regroupement familial, imposées cette fois aux Français, qui ont transformé en dix ans de paisibles communes rurales d'Ile-de-France, comme Chanteloup-les-Vignes ou Danmarie-les-Lys, en zones dites d'accueil, marginalisant les populations d'origine sans jamais les consulter ou les associer, au point d'en faire des étrangers sur leur sol et dans leur commune, juxtaposant des migrants sans considération pour leur communauté d'origine, pour leurs repères et leur culture, les déracinant sans les intégrer, et créant une situation intenable pour tous. Qu'il n'y ait ni recours ni retour de fait sur cette destruction de vies, au moins pour l'éviter à l'avenir, est en soi significatif des points aveugles de l'Union en politique. Le silence ou la peur qui entourent la misère collective des populations dites d'accueil, soumises à une transformation brutale, sans annonce ni visibilité de leurs cadre et mode de vie, révèlent un remarquable déni de démocratie au nom invoqué des droits de l'homme et de l'antiracisme – au nom transparent de l'obsession économique qui a justifié le sacrifice de ce cadre de vie-là comme de tant d'autres.

Tout choix volontaire, toute gestion à proprement parler sociale de l'ouverture a été interdite ou dévoyée par la préférence absolue pour l'économie, et plus précisément, par la soumission de la nation aux groupes d'intérêt économique décidant au nom de cette illusion : ce qui est bon pour l'économie est bon pour la collectivité. Le dogme de la mobilité des hommes a été le fourrier admirable parce que masqué de la société de croissance infinie ; les États-Unis ont donné l'exemple, dont la reprise des années 80 s'explique d'une part par la baisse du coût horaire du travail salarié permise par l'importation d'actifs non qualifiés venus d'ailleurs, d'autre part par l'attraction de professionnels à haute valeur ajoutée dont d'autres pays ont financé les formations ; un quart des médecins, plus d'un tiers des ingénieurs, actifs en 2005 aux États-Unis, ne sont-ils pas d'origine extra-américaine ? Un tel mouvement a permis d'accélérer le désinvestissement collectif dans la transmission des savoirs et dans la reproduction du capital structurel, dégageant une économie à court terme significative. Et il a contribué surtout à fractionner, sinon à dissoudre, ce qu'il restait de représentations collectives échappant au marché, d'intermédiation sociale ou religieuse, de sorte qu'à organiser la séparation des parties c'est l'anonymat du consommateur qui en réalité se préparait.

Une autre démocratie, celle du droit à trouver mieux ailleurs, succède à celle qui construisait ici un avenir meilleur – ou le promettait. La démocratie a été la règle d'un jeu dont les acteurs ne pouvaient pas sortir. Que devient-elle quand la règle est justement que les acteurs sortent ou entrent s'ils le veulent, quand et comme ils le veulent ? Le temps du mépris. Le respect est supposé dicter la politique d'ouverture à l'immigration et de traitement des réfugiés comme des migrants. Mais qu'est-ce qui est respecté par cette politique qui nie les appartenances, les liens, et ce qui fait d'un individu

Et si tant de libertés si bien assurées et surveillées par tant de consciences sourcilleuses fabriquaient justement l'homme sans liberté ?

une personne ? Le présupposé implicite est que toute différence doit et va se dissoudre dans l'euphorie européenne – que l'Union européenne va en finir avec l'Islam, comme avec les sectes, comme avec les tribus. Tous, devant Netflix, Facebook et Tinder, ne seront plus que des Européens comme les autres ! Et tous ne se distingueront plus que par le nombre de leurs « like », de leurs « amis », et la couleur de leur carte de crédit ! Mais qui a appelé « respect » cette négation de tout ce qui compte, qui appelle « culture » cette destruction de toute culture, et qui parle de dignité devant l'indigne sujétion auquel l'individu désaffilié est condamné ?

Le front social nouveau s'ouvre là. La résistance à la liquidation de l'humain commence désormais avec le refus du nomadisme. Le droit d'être de nulle part, de s'installer là où l'offre publique paraît la meilleure, de sortir du collectif et de bricoler son identité fabrique la plus immense des servitudes, celle de l'homme sans qualités et sans identité, de l'homme jetable. Il veut être tout, et il n'est qu'un homme de rien. Et si tant de libertés si bien assurées et surveillées par tant de consciences sourcilleuses fabriquaient justement l'homme sans liberté ?

Plus que l'immigration de peuplement, le modèle du nomadisme universel condamne nos démocraties. Faire de tous des migrants comme les autres, condamner les derniers indigènes résistants à se parquer dans des réserves, voilà l'avenir préparé à ces Gaulois réfractaires qui veulent choisir leur destin. Et quatre constats interrogent l'avenir :

1. La mobilité des hommes telle qu'elle se réalise aujourd'hui ne procède pas de leur liberté, elle répond à l'extension de la priorité économique à la vie des gens, et l'impératif financier qu'elle satisfait prouve sa force en interdisant tout débat sur les choix qui la fondent. Tout appel à l'ouverture des frontières et à la mobilité des populations signifie la fin des mutualisations nationales, c'est-à-dire des systèmes de protection.
2. Les termes généralement utilisés pour qualifier et valoriser la politique d'ouverture désignent de fait une profonde et récente incapacité d'accepter l'autre, de respecter la distance, de reconnaître la légitimité de choix collectifs différents des nôtres et qui supposent l'éloignement et la séparation ; ils participent à cette grande misère sociale que sont le déracinement, la perte

d'identité, la liquidation achevée des peuples premiers au nom des droits de l'homme et du développement. En prohibant de fait l'usage du beau mot d'étranger, comme l'a décidé CNN sur ses ondes, ce qui est en jeu est moins la lutte contre la discrimination que la réduction de l'identité au folklore. À cette misère-là, il n'est pas de réponse économique.

3. Émigrer n'a jamais été facile, s'intégrer n'a jamais été chose aisée. Italiens, Polonais, Belges devenus Français, pourraient en témoigner. Le mesurer, apprécier aussi la réalité d'intégrations réussies, parfois exemplaires, c'est s'interroger pour l'avenir ; n'est-ce pas parce qu'elle n'allait pas de soi, parce qu'elle nécessitait effort, apprentissage et transformation personnelle et familiale, que leur intégration a été réussie ?

4. La France ne pouvait pas se fermer. Son histoire comme sa présence au monde le lui interdisent. Elle pouvait choisir, mais elle devait demander aux Français de choisir. Les modalités qui ont déterminé le fait migratoire, désormais irréversible, par exemple l'islamisation de fait d'une partie du territoire national, se discutent. Elles font apparaître un point noir de la démocratie, le point où l'opinion est privée de parole, où la pensée correcte règne par l'interdiction de penser et de dire – dans le confort de sa satisfaction morale et de son exil intérieur.

Voilà pourquoi le débat sur l'identité est inévitable. Plus tardivement il aura lieu, plus il sera difficile d'en tirer des décisions pertinentes, et plus terribles en seront ses conséquences. Voilà pourquoi l'arme des migrations est une menace de destruction massive de notre ordre politique de sédentaires localisés, dans une Europe qui ne sait pas ce qu'elle se doit, faute de savoir qui sont les siens, qui sont les autres, qui est proche et qui est loin – qui sait de moins en moins qui elle est, au moment où elle veut être toujours plus, faute de savoir se définir et se nommer, pour cultiver ses limites comme sa singularité, qui sont les chances de l'être. ■

En parallèle de la conférence de presse qui a annoncé la formation de la coalition tripartite, le 24 novembre dernier, le contrat de coalition a été rendu public : « Oser plus de progrès, une coalition pour la liberté, la justice et la résilienc... » Ses sections AE et de Défense confirment largement l'analyse selon laquelle l'Allemagne déploie une politique étrangère et de défense contraire aux intérêts français.

Allemagne

Entre utopie et orthodoxie

Par Erwan de Kerjean

L'Allemagne poursuit d'abord une politique fédéraliste sur le plan européen : l'élimination du vote à l'unanimité au profit du vote à la majorité qualifiée retirera aux nations souveraines leur droit de veto dans un domaine régalien par définition. Cette pente fédéraliste s'accroîtra avec la mise en place d'un ministre des Affaires étrangères, préfiguration d'un gouvernement européen qui décidera de l'avenir des nations libres à leur place. Elle entend poursuivre ses coopérations traditionnelles : avec la France, certes, mais aussi avec le Triangle de Weimar, la Turquie (considérée comme non démocratique mais vue comme un voisin important et un membre-clé de l'OTAN), sans mentionner la Grèce et Chypre, et souhaite l'entrée dans l'UE des pays balkaniques, Serbie en dernier...

L'Allemagne s'engagera à fond dans le multilatéralisme, moyen d'y développer son influence sans en avoir l'air : ainsi entend-elle promouvoir une réforme du conseil de sécurité des Nations Unies, afin d'y gagner (elle ne le dit pas mais y pense fortement) un siège permanent avec droit de veto. Le futur chancelier, Olaf Scholz, ne s'était-il pas prononcé en faveur de l'européanisation du siège français aux Nations Unies ? Elle le fera de manière plus ordonnée, non au sein d'un conseil de sécurité, mais par le biais d'une meilleure coordination des ministères dans leur action internationale. Les missions à l'étranger de l'armée allemande seront mieux cadrées, avec une stratégie de sortie avant d'y entrer.

L'Allemagne poursuit ensuite une politique de défense sous le parapluie de l'OTAN : l'autonomie stratégique européenne chère à Monsieur Macron n'est même pas mentionnée ! Il est en revanche précisé clairement que toute initiative européenne ne se fera que dans le respect de l'interopérabilité et la complémentarité avec l'OTAN. Loin d'accepter le dialogue stratégique sur la dissuasion que M. Macron lui proposait (vaine utopie déjà dénoncée ici), l'Allemagne semble vouloir continuer la mission nucléaire de l'OTAN, sous parapluie américain, et achètera dès le début de la mandature des avions américains (Super-Hornet et Super-Growler), confortant ainsi son rôle d'allié zélé des États-Unis, tout en se fixant pour objectif une Allemagne sans armes nucléaires





< À LIRE
Notre dossier sur
l'Allemagne paru dans
la revue IDées n°2.

sur son sol. La ministre des Affaires étrangères a beau opérer un distinguo subtil entre remplacement des Tornados et certification des futurs avions pour la mission nucléaire (sous-entendu : l'un n'entraîne pas nécessairement l'autre), on voit mal le chancelier Scholz retarder une telle décision majeure pour sa crédibilité au sein de l'OTAN et à Washington : plus il la reportera devant lui, plus il la traînera comme un boulet au cours de ses quatre rapides années. Gageons que la mission nucléaire se poursuivra, mais probablement pas dans le volume quantitatif et financier décidé par la précédente coalition.

Enfin, nos analyses (voir revue IDées n°2), trouvent de nouveau leur confirmation ; la coalition développe sa doctrine relative à l'exportation d'armement : restrictive, transparente, gravée dans le marbre d'une loi et harmonisée au niveau européen.

Au bilan, on comprend mal comment M. Beaune a pu affirmer que ce contrat de coalition était favorable à la France. Fédéraliste au niveau européen, multilatéraliste au point de ranger la France non comme *primus inter pares*, mais comme un allié de même nature que les autres, nationaliste et égoïste dans sa politique d'armement, l'Allemagne suit une voie divergente des intérêts français bien compris, diplomatiques comme industriels.

Un désaveu cinglant à la politique allemande de M. Macron et de son gouvernement sur tous les plans

Mais ce contrat de coalition est aussi intéressant, car il révèle une fois encore la vraie nature de l'Allemagne si bien décrite par l'ancien chef du service de presse de l'ambassade française à Berlin, M. Bernard Nuss : « L'Allemagne vit constamment et en même temps sur trois plans (...) Il y a d'abord le plan élevé ; c'est le ciel, le domaine du songe, de la pureté, des joies éthérées, c'est le règne de la bonté infinie et de l'ordre moral parfait. Il y a ensuite, à l'opposé, le plan bas. C'est l'enfer qu'on porte en soi ou qu'on rencontre chez les autres, c'est le royaume des instincts, l'abîme sombre de l'inconscient, le triomphe des excès. Et, entre les deux, il y a le plan pratique. C'est la terre avec ses réalités, le corps avec ses plaisirs et ses exigences, le terrain solide et rassurant où l'ac-



Olaf Scholz,
chancelier fédéral depuis
le 8 décembre 2021.

(1) *Das Faust Syndrom, ein Versuch
über die deutschen Mentalitäten,*
éd. Bouvier, 1993, page 18.
Cité dans :
Voyage au bout de l'Allemagne.
L'Allemagne est inquiétante,
par Alain Griotteray et
Jean de Larsan, éd du Rocher, 1999,
pages 85 & 86.

tion est reine. Le plan pratique est doublement favorisé. Il emprunte au plan élevé, pour se les assimiler, les éléments de générosité et d'imagination, le sens du devoir et de la rigueur; il tire du plan bas, pour en profiter, l'énergie primitive, la dureté et une certaine agitation créatrice. Fertilisé par le haut et par le bas, il peut développer toutes les qualités. C'est la facilité qu'ont les Allemands à se mouvoir sur ce plan pratique qui explique leurs traditionnelles qualités de commerçants et leur réussite industrielle. C'est la familiarité avec laquelle ils abordent l'abstraction et les questions métaphysiques, qui les rend grands. C'est la passivité, pour ne pas dire l'avidité, avec laquelle ils se laissent envahir par des pulsions adverses, qui est à l'origine des excès dont ils sont capables et de leurs échecs parfois retentissants. Tirailés entre ces trois plans, ils ne connaissent guère le repos (...) Cette lutte continuelle n'est cependant pas aisée à vivre et personne ne peut dire que les Allemands sont un peuple heureux ⁽¹⁾ ».

Le contrat de coalition est bien l'incarnation politique de ces trois plans : la sortie du nucléaire civile, le désarmement mondial, la promotion d'un mode sans armement nucléaire, la politique migratoire (double nationalité, regroupement familial), la volonté de transformer radicalement l'Allemagne dans toutes ses structures et infrastructures tout en conduisant une politique budgétaire sérieuse le démontrent largement à qui le lit avec cette grille de lecture. L'Allemagne, tel un culbuto, oscille entre utopie et orthodoxie, tentant l'impossible compromis, sans y arriver, toujours instable. Un tel partenaire ne peut être fiable pour la France cartésienne. ■



LE MONDE

**«Vous aussi, vous vous êtes intéressé au monde.
C'était il y a longtemps.»**

Michel Houellebecq, *Extension du domaine de la lutte*

- 42** **Les pays de l'Est et des Balkans**
Si semblables et si différents
- 56** **Irak, Kurdistan**
Le réveil des Empires :
un défi à l'Europe ?
- 74** **L'Afrique**
Un continent plein de menaces...
et d'opportunités



De Solidarność à la campagne bulgare et des mouvements civiques hongrois aux Balkans, Henri Malosse a poussé l'intérêt pour les pays de l'Est européen jusqu'à parler plusieurs de leurs langues... Voilà pourquoi nous lui avons demandé de nous aider à en finir avec la persistante confusion qui, pour trop de Français et d'Européens de l'Ouest, noie tout ce qui est à l'est de l'Allemagne dans une vague et indistincte unité ; ils sont l'Est ! Au moment où la Hongrie et la Pologne réunissent autour de leurs valeurs un nombre significatif de Nations européennes qui n'entendent pas se laisser dicter leur politique par l'étranger, au moment où une confrontation grandit entre ceux qui ont tenu et se sont libérés grâce à leur foi, leurs traditions et leur fidélité, et ceux qui croient être libres en abandonnant tout ce qui les a faits et ce qu'ils sont, il valait la peine d'affiner le regard et d'apprendre qu'il n'y a pas « d'Est », mais des peuples, des nations, à la fois riches d'histoires diverses, marquées par des épisodes bien différents et réunis par cette idée banale ; démocratie signifie décider librement de ses lois, de ses mœurs et de son destin.

Les pays de l'Est et des Balkans Si semblables et si différents

Par Henri Malosse

Les voisins de l'Europe centrale, orientale et des Balkans demeurent un mystère pour la plupart des Européens de l'Ouest, notamment les Français connus pour leur peu d'appétence pour la géographie ! Pour un grand nombre, en effet, l'Europe orientale ce sont les hivers enneigés du *Docteur Jivago* et les Balkans la Syldavie de Tintin.

La géographie commande l'histoire des peuples

On dit que la géographie fait l'histoire des peuples ! Ces pays sont déjà bien différents entre eux par la géographie, ce qui n'est pas un détail ! Les nations de la grande plaine d'Europe du Nord, baltes, polonais, ukrainiens, biélorusses et russes ont toujours été des terres de passage conquises par les envahisseurs venus de l'est (Tatars, Mongols, Magyars) ou de l'ouest (Romains et chevaliers de l'ordre Teutonique), ils en ont gardé une grande peur panique des agresseurs que l'on retrouve encore aujourd'hui face au voisin russe. La grande plaine du Nord de l'Europe, balayée par les vents, a toujours été une terre de passage et de conquêtes.





Il en est tout autrement des pays des Balkans, chaînes de montagnes escarpées et de vallées profondes, qui ont été le refuge des petites peuples pourchassés, ce qui explique autant leur grande diversité que leur propension aux rivalités de clochers.

Entre ces deux mondes géographiques si différents, la Roumanie, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie cumulent un peu les avantages et les inconvénients des deux situations géographiques : ouvertes aux invasions mais pouvant aussi se servir de leurs zones de montagnes comme refuges.

Il est toujours bon de rappeler que les envahisseurs sont venus d'un peu tous les côtés, aussi bien des peuples non européens comme les Tatars, Huns, Bulgares ou Turcs, mais aussi des Grecs, des Romains et des Germains, en particulier les chevaliers teutoniques. Si dans la grande plaine du Nord de l'Europe, ces invasions n'ont guère rencontré de résistance et on a connu de nombreux déplacements de population jusqu'à la période récente, dans les régions plus au sud, les conquérants se sont mêlés aux habitants locaux et ont souvent apporté leur langue et une partie de leur civilisation comme les Romains en Roumanie, les Magyars en Hongrie ou les Bulgares en Bulgarie ! C'est sans surprise dans les Balkans occidentaux, les plus accidentés, que l'on trouve les peuples les plus anciens accrochés à leur terre comme les Albanais ou les Grecs.

Deux fractures qui subsistent encore aujourd'hui : Empire d'Orient et d'Occident et invasion ottomane

Sans être de nature géographique, il y eut aussi deux frontières, bien réelles en leur temps, qui ont divisé cette Europe et qui perdurent aujourd'hui, bien qu'invisibles. C'est d'abord la frontière qui sépara l'Empire d'Orient de Byzance/Constantinople à celui de Rome à partir du X^e siècle. Certains Polonais vous diront qu'au-delà de la rivière Bug, qui sépare leur pays de la Biélorussie, c'est l'Asie qui commence. Même dans la Yougoslavie de Tito, Croatie catholique et Serbie orthodoxe divergeaient sur bien des plans, et pas seulement sur la religion, malgré une langue quasiment identique. Encore aujourd'hui, l'Ukraine de l'Ouest pro-européenne est plus « uniate », donc rattachée à Rome, que celle de l'Est, plutôt pro-russe et essentiellement orthodoxe.

À l'ouest le rattachement à l'Église du Vatican a assuré la diffusion des idées plus libérales de la Renaissance et a vécu aussi la réaction fondamentaliste de la réforme. À l'est, l'Église byzantine s'est davantage mouliée dans la culture nationale avec la pratique des églises

autocéphales, habituées à se soumettre à la loi des gouvernants sous le doux euphémisme de « symphonies des pouvoirs ». Cette fracture perdure aujourd'hui dans la mesure où, avec la chute du communisme, la restitution des biens et retour de la liberté religieuse s'est déroulée de manière bien plus aisée pour les cultes catholiques, dépendants du Vatican, que pour le monde orthodoxe, traversé de nombreuses tensions en raison du caractère très « national » des Églises autocéphales avec des conflits récurrents entre les églises mères de Constantinople et de Moscou mais aussi celles de Serbie, de Roumanie ou de Grèce.

L'autre grande fracture est celle qui a été causée par les invasions ottomanes à partir des XIII^e et XIV^e siècles... Même si les troupes du Sultan ont été stoppées aux portes de Vienne, l'occupation par les Turcs d'une grande partie des Balkans, Macédoine, Grèce, Bulgarie, Albanie, Roumanie, Bosnie a laissé beaucoup de traces visibles jusqu'à aujourd'hui, bien au-delà du café oriental, de la chicha ou des minarets de mosquée. Il y a un parfum moyen-oriental dans les vieilles rues de Skopje, de Bucarest ou de Sarajevo. Même si, à l'exception d'un grand nombre d'Albanais et de Bosniaques, il n'y a pas eu beaucoup de conversions à l'islam, l'Empire ottoman, qui était finalement un système de type féodal avec des servitudes, des charges et un art de la compromission, a laissé un lourd héritage dans l'histoire de peuples habitués à dissimuler et à composer. On se souvient notamment des églises chrétiennes qui devaient être enterrées pour être cachées à la vue des soldats à cheval de la Sublime Porte.

Ces deux fractures ont plus ou moins subsisté jusqu'à l'histoire contemporaine, même pendant la parenthèse de l'Empire austro-hongrois, ensemble qui n'a pas cherché à unifier la mosaïque de peuples qui le composait et a établi une forme de coexistence entre peuples germaniques et peuples slaves, magyares et ruthéniens, latins et protestants, orthodoxes et musulmans.

Méfions-nous des apparences !

Si l'on entre plus dans le détail, on peut constater que même s'il existent des similitudes entre tous ces pays, les différences sont nombreuses. Ainsi, on parle couramment des « pays baltes » qui bordent la mer Baltique et qui ont eu un destin commun dans l'histoire contemporaine, à savoir une indépendance pendant l'entre-deux-guerres et l'occupation soviétique jusqu'en 1990. Cependant, chacun de ses États est fort différent déjà par l'origine ethnique, car les Lettons et les Lituaniens sont des peuples autochtones alors que les Estoniens sont des Finno-ougriens venus de l'Asie comme les



La bataille de Vienne de 1683, sur la colline du Kahlenberg, met fin au second siège de Vienne par les Turcs. Cette défaite décisive des Ottomans est le point de départ d'une campagne militaire de 16 ans qui permet aux Habsbourg de reprendre les territoires de Hongrie-Croatie, mettant fin à la menace ottomane en Europe centrale.

Finlandais et les Hongrois. La Lituanie a été pendant longtemps associée à la Pologne avec qui elle partage la prédominance de la foi catholique. Cette proximité n'est pas sans soulever d'ailleurs des controverses permanentes territoriales ou culturelles, comme de savoir si le grand poète du XIX^e est Mickiewicz en polonais ou Mickievičius en lituanien !

La Lettonie a longtemps été sous la domination de la Prusse et de ses barons baltes et fut sensible à la réforme luthérienne. Pour la petite histoire, ne résistons pas à noter que le duché de Courlande (Lettonie aujourd'hui) a participé à l'aventure coloniale et possédait pour un temps l'île de Tobago dans les Antilles où les traces de cette domination sont encore visibles aujourd'hui ! L'Estonie, en majorité protestante elle aussi, a toujours été sous l'orbite nordique et surtout de ses cousins finlandais qui parlent une langue assez similaire !

Les Tchèques et les Slovaques ont partagé un destin contemporain commun mais, cela n'a pas toujours été le cas. La Tchécoslovaquie n'a été formée comme un seul État qu'à l'occasion du Traité de Versailles en 1918

qui s'est dissous en 1993 par un des rares divorces « à l'amiable » de l'Histoire. Au temps où les deux peuples étaient incorporés dans l'Empire austro-hongrois, la Tchéquie dépendait de Vienne et la Slovaquie de Budapest. Les Tchèques ont connu la réforme et l'horreur des guerres de religion hussites, alors que la Slovaquie est restée très largement catholique. On constate d'ailleurs aujourd'hui, depuis la chute du communisme, un réveil religieux en Slovaquie, ce qui n'est pas le cas chez son voisin tchèque !

Des destinées contemporaines bien différentes !

Pendant la Seconde Guerre mondiale, ces pays connurent des destinées bien différentes qui peuvent expliquer bien des attitudes d'aujourd'hui : d'un côté, il y a les victimes du nazisme comme la Pologne, la République tchèque et la Serbie, de l'autre côté, il y a ceux qui furent les alliés de l'Allemagne, pour des raisons plus géopolitiques qu'idéologiques comme la Hongrie, la Roumanie ou la Bulgarie, ou ceux, comme l'Ukraine ou



la Croatie, qui furent traversés par des courants nationalistes qui crurent que leur revendications d'indépendance se trouveraient confortées par l'Allemagne. L'histoire de la Deuxième Guerre mondiale fait encore débat. Cela est notamment le cas en Pologne où la principale résistance à l'occupation allemande a été celle de l'AK « armée nationale » et non celle des supplétifs communistes de « l'Armée populaire (AP) » comme la propagande du régime communiste essaya, sans succès, de le faire croire ! La Pologne fut agressée en 1939 sur les deux fronts, à l'Ouest par l'Allemagne et à l'Est par l'URSS dans le cadre d'un protocole secret entre les ministres des Affaires étrangères Molotov et von Ribbentrop. C'est à la suite de cet accord qu'eut lieu le massacre de l'élite de l'armée polonaise par la police politique soviétique à Katyn au printemps 1940. L'Armée nationale (AK) fut également pourchassée lors de la « libération » du pays par l'Armée rouge alors que le gouvernement légal de la Pologne et son armée légitime avaient trouvé refuge à Londres. Le sentiment anti communiste en Pologne s'est nourri de ces tragédies et le régime communiste n'a jamais pu assoir la moindre légitimité. Ce n'est pas un hasard s'il a été le premier à s'effondrer dès 1980 ! Mais ce n'est pas un hasard non plus, dans ce contexte, si le gouvernement polonais est toujours dans une ligne d'hostilité à la Russie et de grande méfiance vis-à-vis de l'Allemagne à qui il demande encore aujourd'hui des dommages de guerre en réparation !

La situation dans les pays « alliés » de l'Allemagne a été bien entendu fort différente, car les régimes communistes se sont installés dans les valises des vainqueurs, sans rencontrer d'opposition structurée.

Yalta et le rideau de fer

Après les accords de Yalta, l'Europe s'est trouvée, comme l'Allemagne, divisée en deux entre pays occidentaux d'une part et territoires dominés par la Russie d'autre part, sous couvert d'un communisme internationaliste. Deux pays ont fait cependant exception, la Yougoslavie de Tito et l'Albanie d'Enver Hodja, deux leaders communistes mais qui ne se trouvèrent pas inféodés directement à Moscou.

La Yougoslavie s'est débarrassée des forces d'occupation nazies et de leurs supplétifs locaux sans les chars soviétiques mais avec les armes britanniques ! Après avoir rompu avec Moscou d'autant plus facilement que les troupes soviétiques n'étaient pas présentes sur son sol, la Yougoslavie a développé un modèle économique autogestionnaire original et, sur le plan international, a été à l'initiative du mouvement des non-alignés aux



Les accords de Yalta prononcés par Churchill, Roosevelt et Staline ont profondément rabattu les cartes dans l'Est de l'Europe.

côtés notamment de l'Inde et de l'Égypte. Sur le plan intérieur, le maréchal Tito a réussi à composer avec toutes les nationalités dans un ensemble de type fédéral où chaque peuple a pu trouver plus ou moins son compte : les Slovènes, plus avancés, avec une industrie de pointe, les Croates, avantagés par la nature, ont pu développer le tourisme, les Serbes ont gardé la plus forte maîtrise de l'armée et de l'administration, tandis que les autres, plus au sud, bénéficiaient de la solidarité des plus riches et se spécialisaient, comme la Macédoine, dans le cinéma et la culture. Après la mort de Tito, malgré la mise en place d'une présidence tournante entre chacune des composantes, les tensions se sont accrues. En effet, le découpage entre républiques autonomes, héritage à la fois de conflits du passé et d'une volonté de « diviser pour régner », maintenait de nombreuses minorités chez les uns et chez les autres, notamment Croates en Serbie et Serbes en Croatie. À cela s'ajoutait la situation inextricable de la Bosnie-Herzégovine, entité artificielle, co-production improbable entre l'Empire ottoman qui la possédait et celui des Habsbourg qui l'administrerait, mélange de populations serbe, croate et bosniaque, des Slaves convertis à l'islam. Il ne faut pas chercher plus loin les ferments des guerres des Balkans des années 1990 même si l'incapacité des Européens, appelés au secours, à proposer des solutions pragmatiques y a aussi indirectement contribué.

La situation inextricable de la Bosnie-Herzégovine, entité artificielle, co-production improbable entre l'Empire ottoman qui la possédait et celui des Habsbourg qui l'administrait, mélange de populations serbe, croate et bosniaque, des Slaves convertis à l'islam. Il ne faut pas chercher plus loin les ferments des guerres des Balkans des années 1990...

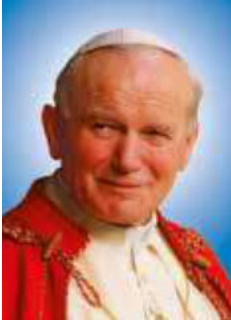


Il faut mentionner également l'aventure très particulière de l'Albanie, libérée de l'occupant fasciste italien par les seuls partisans communistes menés par Enver Hodja. Ce dernier a conduit son pays dans une sombre dictature qui se voulait un modèle communiste, au point d'être le seul pays au monde à s'être proclamé athée en 1967. L'Albanie communiste a eu la particularité d'avoir rompu successivement avec l'URSS après la mort de Staline, puis avec la Yougoslavie de Tito quand celui-ci a ouvert son pays à une forme d'économie de marché, et même dans les années 1980 avec la Chine communiste, quand elle a, elle aussi, cherché à concilier le communisme avec le capitalisme. Le régime albanais a été d'ailleurs le dernier à s'effondrer, en mai 1991 dans le plus grand chaos.

Un seul camp mais différentes expériences

Mais même parmi les pays sous la botte soviétique, il ne faut pas commettre l'erreur de penser qu'ils auraient tous connu le même sort. D'un côté, les pays baltes, l'Ukraine et la Moldavie étaient incorporés directement

dans l'URSS. Cependant, les trois États baltes, qui avaient connu l'indépendance de 1918 à 1939, jouissaient d'économies relativement prospères, notamment pour la Lettonie et l'Estonie. Une résistance armée à l'occupation soviétique y perdura jusqu'au milieu des années 1950, tout comme d'ailleurs en Ukraine de l'ouest. Moscou considéra toujours les trois États baltes comme des « cas à part » en raison de leur passé et de leur ouverture sur le monde occidental. Le régime soviétique y concentra une partie de son industrie de pointe, notamment l'armement en raison du haut niveau de qualification. Les trois petits États accueillirent ainsi une émigration venue des autres républiques soviétiques, notamment des ingénieurs en 1945 et des ouvriers qualifiés par la suite. C'était plutôt une récompense que d'y être envoyé ! Mieux approvisionnés que le reste de l'URSS, les États baltes jouissaient d'une image plus positive. L'Estonie, devint une « vitrine » pour l'URSS, de par sa proximité géographique et culturelle avec la Finlande, qui était elle-même, bien que pays à économie de marché, sous



le Pape Jean Paul II, Lech Wałęsa et l'emblème de Solidarność, ou les forces spirituelles de la Pologne décisives dans la chute de l'Empire soviétique.

influence de Moscou. La Lettonie fut le siège d'une importante flotte de guerre, tandis que la Lituanie resta plus rurale. Ces traits demeurent encore aujourd'hui. Le 23 août 1989 profitant de la « perestroïka » de Gorbatchev, Estoniens, Lettons et Lituanais formèrent une chaîne humaine qui réunit plus d'un million de citoyens en commémoration du pacte germano-soviétique de 1939 qui mit fin à leur période d'indépendance. Si les États baltes ont pu proclamer aussi tôt leur indépendance (en 1990) après quelques affrontements brefs et rejoindre par après l'OTAN et l'Union européenne, c'est sans doute parce que les Russes ne les ont jamais vraiment considérés comme faisant partie de leur « monde », malgré les minorités russophones qui s'y étaient installées.

Ce n'est bien entendu par la même histoire pour l'Ukraine et la Biélorussie, que tout Russe moyen considère comme le « prolongement » de son pays ! Ce n'était pas le cas de la Moldavie, ex-province roumaine de Bessarabie. Pour elle, comme pour l'Ukraine et la Biélorussie, leur « autonomie » n'était que théorique et l'usage de la langue russe s'y généralisait.

L'enfant terrible du bloc de l'Est

On a souvent appelé la Pologne « l'enfant terrible » du camp communiste, tant ce pays catholique, patriote et attaché aux valeurs conservatrices et à sa noblesse fut sans doute le plus récalcitrant à l'ordre rouge. État le plus peuplé d'Europe orientale et centrale, la Pologne a eu une histoire à la fois glorieuse et tragique, notamment quand elle fut partagée à la fin du XVIII^e siècle et jusqu'en 1918 entre la Prusse et la Russie ! En 1956, les émeutes ouvrières de Poznań provoquèrent le retour au pouvoir d'un communiste « national », Gomułka, qui avait été écarté à la période stalinienne ! Ces événements provoquèrent en ricochet la révolte hongroise. La Pologne de Gomułka, au moins pendant les pre-

mières années, fit les premières réformes libérales du bloc de l'Est en restaurant partiellement la petite propriété privée ainsi que les prérogatives de l'Église. Mais une crise économique à la fin des années 60 provoqua de nouvelles émeutes ouvrières, à Gdansk et Gdynia au bord de la Baltique et provoqua la chute de Gomułka. Un certain électromécanicien dénommé Lech Wałęsa participa à ces événements tragiques et meurtriers et y forgea son engagement politique. Edward Gierek fut choisi comme nouveau secrétaire général du Parti et pour calmer la soif de consommation du peuple, endetta son pays vis-à-vis de l'Occident. Il connut une courte période de grâce avant que des mesures de restriction n'enflamment de nouveau le pays en 1980, conduisant à l'émergence du syndicat Solidarność. Dès ce moment-là, les jours du régime communiste étaient comptés et il s'effondra dès 1988, c'est-à-dire bien avant la chute du mur de Berlin. Il faut dire qu'un autre événement avait eu un retentissement considérable et avait déjà ébranlé le régime communiste polonais : l'élection en octobre 1978 de Karol Wojtyła, devenu Jean Paul II, le premier pape venu de l'Est.

La « joyeuse » baraque de l'Est

La Hongrie a été appelée « la joyeuse baraque de l'Est », tant elle était devenue à la fin des années 70, le pays au-delà du rideau de fer où l'on pouvait le plus profiter d'une certaine joie de vivre, camping au bord du lac Balaton et tavernes de Budapest. Il n'en avait pas été toujours ainsi, car dans le camp des vaincus après 1945, la Hongrie fut d'abord tenue dans une main de fer : malgré la victoire aux élections en 1945 des partis dits « bourgeois », le PC s'empara du pouvoir et à partir de 1947 mena une répression féroce contre tous les opposants. Ce n'est qu'à l'automne 1956, quand la population descendit en masse dans les rues en solidarité avec les ouvriers de Pologne, que le parti communiste



Les fameux thermes Széchenyi de Budapest, inaugurés en 1913, aujourd'hui encore l'illustration de la qualité de vie hongroise.

hongrois se décomposa, permettant au libéral Imre Nagy de revenir au pouvoir. Il s'ensuivit une vraie révolution mettant à bas le système, mais qui fut, comme on le sait, vite réprimée dans le sang par les chars soviétiques. Mais, contrairement à ce que beaucoup ont cru, cette révolution avortée eut cependant des conséquences. Le régime communiste desserra quelque peu l'étreinte, un peu à la mode polonaise, en permettant davantage d'activités privées, dans les campagnes et dans les villes. C'est ainsi que Budapest acquit sa réputation de «douceur de vivre» du bloc de l'Est. Ce n'est pas un hasard si la Hongrie fut le deuxième pays, après la Pologne, à défier Moscou et à se libérer en ouvrant ses frontières vers l'Autriche pendant l'été 1989, précipitant l'exode de dizaine de milliers de vacanciers est-allemands, et l'on connaît la suite: déstabilisation de la RDA, chute du Mur et du rideau fer.

La révolution de Velours tchécoslovaque

Dans ce qui est de ce qui était encore jusqu'en 1993, la Tchécoslovaquie, il y avait bien avant la guerre un parti communiste assez structuré, surtout dans la partie tchèque, à la différence de ce qui se passait chez ses voi-

sins. Par le «coup de Prague», les communistes pro soviétiques prirent le pouvoir brutalement à Prague en 1947 pour mettre en œuvre sans nuances les préceptes soviétiques, notamment dans la partie slovaque accusée d'avoir collaboré avec l'Allemagne nazie. Le «Printemps de Prague» de 1968 est plus le résultat d'une évolution de ce Parti communiste tchèque, tenté par une forme d'autogestion à la Tito, que d'un mouvement révolutionnaire anticommuniste comme en Pologne ou en Hongrie. L'intervention soviétique en sera d'autant plus durement ressentie, et la Tchécoslovaquie restera jusqu'en 1989 un modèle de socialisme soviétique rigide comme sa voisine la République démocratique allemande. La révolution de Velours qui mit à bas le régime à la fin de l'année 1989 n'est intervenue qu'après la chute du mur de Berlin, quand l'apathie de Moscou a encouragé les opposants, surtout des intellectuels pragois autour du dramaturge Václav Havel, à se soulever. Le Parti communiste y est resté jusqu'à aujourd'hui, du moins en République tchèque, une composante politique importante.

Le divorce «à l'amiable» de 1993 entre Tchèques et Slovaques a d'avantage été le fruit du mépris des premiers



Le « Printemps de Prague » de 1968 est plus le résultat d'une évolution de ce Parti communiste tchèque, tenté par une forme d'autogestion à la Tito, que d'un mouvement révolutionnaire anticommuniste comme en Pologne ou en Hongrie.

vis-à-vis des seconds que du désir d'émancipation des Slovaques. Force est de constater aujourd'hui que l'économie de la Slovaquie se porte presque mieux que celle de la République tchèque, ce que personne ne pouvait prévoir au moment de la partition. Les deux pays évoluent désormais plus dos à dos que côte à côte dans les soubresauts d'une période de transition qui semble ne vouloir jamais prendre fin !

Les pays du « Club Med » de l'Est

Dans le bloc de l'Est, les deux pays du Sud, Roumanie et Bulgarie, ont toujours occupé une place à part, des sortes de « pays Club Med », selon la terminologie employée un moment par l'UE en parlant des déficits budgétaires récurrents en Italie, Grèce ou Espagne. Certes, chaque pays a sa spécificité. La Roumanie, au sous-sol riche en pétrole, a pu bénéficier d'une apparente autonomie en matière de politique étrangère, dans la mesure où le chef du PC, Ceaușescu, donna tous les gages possibles à Moscou en matière de respect de l'orthodoxie communiste. Ses dérapages personnels (vie familiale luxueuse, construction d'un palais...) ont été tolérés au nom d'une compréhension pour ce pays latin au passé ottoman.

Le leader communiste de Bulgarie, Theodor Jivkov, joua lui, le « bon élève » du camp communiste pour obtenir toutes les faveurs de Moscou. Là aussi, bons

princes, les leaders soviétiques, heureux de passer leurs vacances au bord de la mer Noire, comme à l'époque tous les dirigeants communistes d'ailleurs de l'Est comme de l'Ouest, fermèrent les yeux sur le haut niveau de corruption et les détournements d'argent public. Après tout, ces pratiques n'étaient-elles pas des traditions locales ?

L'effondrement sanglant du régime Ceaușescu ainsi que celui bien plus pacifique de la Bulgarie sont arrivés en derniers comme conséquences directes de la chute du mur de Berlin, laissant dans les deux cas ces pays dans des situations économiques et sociales désastreuses dont ils ne se sont toujours pas remis !



Nicolae et Elena Ceaușescu.

Une nouvelle génération de partis conservateurs est née, avec une fibre sociale et identitaire affirmée. De Viktor Orbán en Hongrie, à Borissov en Bulgarie et aux frères Kaczyński en Pologne.



Viktor Orbán, Hongrie



Boiko Borissov, Bulgarie



Jarosław & Lech Kaczyński, Pologne



Si l'on peut caractériser la période qui s'est écoulée depuis la chute du rideau de fer, on peut dire que l'instabilité en a été l'élément marquant dans ce que l'on a appelé une «période de transition»: thérapie de choc libérale, retour des communistes sous de nouveaux habits, Yougoslavie retrouvant hélas la tradition mortifère des guerres balkaniques...

Les mauvais conseils venus de l'ouest

Dans les années 1990, des experts occidentaux, mandatés par Bruxelles, Washington ou New-York ont fondu sur toutes les capitales de l'Est pour apporter leurs solutions miracles en matière d'économie et d'organisation. Le premier pays assisté fut la Pologne qui expérimenta la «théorie de choc» mise en œuvre par le ministre de l'Économie Balcerowicz pour ce que l'on appelait la «transition vers l'économie de marché». Les autres pays suivirent avec plus ou moins de bon gré et de succès. Certes, ces réformes à marche forcée amenèrent à des résultats, mais avec un choc pour la société et un coût social énorme, alors qu'une partie importante de la population était jetée dans la pauvreté et mise en dehors de logements privatisés à la hâte. Les générations concernées ne s'en sont pas encore remises! Il s'ensuivit logiquement, au plan politique, le retour des ex-communistes au pouvoir, comme en Pologne, en République tchèque ou en Bulgarie, et l'arrivée un peu plus tard d'une nouvelle génération de partis conservateurs avec une fibre sociale et identitaire

affirmée. Le temps des Viktor Orbán en Hongrie, de Borissov en Bulgarie et des frères Kaczyński en Pologne était enfin venu!

Pour l'Europe orientale et centrale, la grande affaire a été de rejoindre l'Union européenne et d'adopter tant bien que mal les 7000 lois et règlements de l'acquis communautaire pour intégrer le club des «riches» en 2004 pour 8 premiers pays: Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie et aussi la chanceuse petite Slovaquie ayant presque échappé à la guerre. Avec trois ans de retard, les nouveaux adhérents furent rejoints en 2007 dans l'UE par les deux pays du «Club Med», Bulgarie et Roumanie.

Pendant ce temps-là les Balkans résonnaient des tirs d'obus de mortiers, des bombardements occidentaux et des massacres! Un peu à l'écart, la Macédoine et le Monténégro comptaient les points et retenaient leur souffle pour ne pas se précipiter dans la guerre. L'Albanie, elle, était plongée dans des épisodes mafieux peu reluisants!

Plus à l'est, l'Ukraine et la Moldavie balançaient entre attraction occidentale et liens ancestraux avec Moscou, avec une alternance entre régimes pro-européens ou régimes pro-Moscou, traduisant tout simplement la valse d'hésitation de nations qui n'ont pas choisi leur géographie. Comme si l'on pouvait en faire fi et vouloir les mettre plus à l'ouest qu'elles ne le sont! C'est bien là tout le drame de l'Ukraine à la fin de l'année 2013, mise au pied du mur par Bruxelles, de choisir entre sa rela-



tion avec Bruxelles et ses liens historiques avec Moscou. Cet entêtement, encouragé par Washington, a provoqué la division du pays entre un Ouest pro-occidental et un Est traditionnellement russophile et russophone. C'est ce même entêtement qui a conduit aux événements malheureux de la place Maïdan à Kiev en 2014, à l'annexion de la Crimée par la Russie et à la guerre dans le Donbass. Et l'histoire est loin d'être terminée...

De nouvelles alliances, de nouvelles attitudes

En sourdine, des évolutions de fond se sont fait jour. Les pays baltes, surtout la Lettonie et l'Estonie, ont évolué vers le modèle nordique, tant du fait des investissements provenant des voisins du Nord que de leur attirance à un mode de vie qui leur était familier. Après avoir un moment hésité à accorder les mêmes droits aux russophones qu'à leurs propres citoyens, ils s'y sont résignés et ont constaté avec surprise la facilité avec laquelle, pour la plupart, beaucoup de ces anciens « pieds rouges » (les « colons de l'ère soviétique ») s'adaptaient aux us et coutumes occidentales au point de devenir pour certains d'entre eux les champions du « business » ! Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les relations entre ces trois États que l'on traite avec facilité comme un seul bloc, ne sont pas si étroites. Il n'est pas facile de joindre Tallinn depuis Vilnius. Mais s'il y a bien une constante qui les unit c'est la crainte vis-à-vis du grand voisin russe dont ils ont fait l'axe essentiel de leur politique étrangère ! Sans réconciliation profonde avec la grande Russie, cette hostilité ne prendra jamais fin !

Face à un Occident manquant souvent de tact et de compréhension, s'est constitué dès 1991 le Triangle, devenu à quatre le groupe de « Visegrád », réunissant la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie ! Réunis à l'origine pour faire front commun pour entrer dans l'OTAN et dans l'UE, ces pays ont développé une forme de solidarité vis-à-vis de l'extérieur et une forme de résistance face à Bruxelles et à ses oukases économiques et sociétaux. On oublie souvent que les premiers reproches de l'Union européenne à l'encontre du gouvernement de Viktor Orbán, au milieu des années 2010, ne concernaient pas les questions de droits LGBT mais les mesures du gouvernement hongrois pour protéger ses petites et moyennes entreprises.

La coopération entre les quatre du groupe de « Visegrád » est un peu comparable à ce qu'est le Benelux dans l'Europe de l'Ouest (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg). Elle perdure malgré les chan-



Le Groupe de « Visegrád », réunit la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie.

gements de régime. Aujourd'hui animé principalement par Viktor Orbán, le groupe de « Visegrád », bourg sur le Danube frontalier de la Hongrie et de la Slovaquie, est devenu un contre-modèle à l'intérieur même de l'UE pour des Nations qui tiennent au respect de leur souveraineté. La Slovénie, la Croatie et même la Bulgarie, sans en faire partie, s'en rapprochent beaucoup, tout comme la Serbie dont les principales forces politiques en partagent largement les orientations.

Plus au sud, les pays du « Club Med » ont rejoint Bruxelles avec beaucoup d'espoir mais ont gardé sur le fond des pratiques liées à leur héritage historique. Leur retard économique ne s'est pas résorbé, les zones rurales sont désertées, l'industrie s'est effondrée, surtout en Bulgarie, et la corruption reste à un niveau très préoccupant !

Les États de l'ex-Yougoslavie se sont à peine remis des guerres qui les ont ravagés et les tensions ne sont pas réellement encore apaisées, notamment en Bosnie-Herzégovine et entre la Serbie et le territoire du Kosovo. Même si la Croatie a rejoint l'UE en 2013 et que cinq pays des Balkans ont désormais le statut officiel de « pays candidats », les perspectives sont encore bien incertaines dans cette région d'Europe, balancée entre l'attraction vers l'UE, les liens traditionnels des pays orthodoxes avec Moscou et l'ingérence grandissante d'Ankara dans les zones peuplées de musulmans.





Signalons aussi le jeu trouble des USA ! La Serbie, principal pays du groupe des « candidats », est montrée du doigt par Bruxelles pour ne pas suivre les orientations européennes en matière de politique étrangère, notamment vis-à-vis de la Russie. Là encore on peut s'attendre, si l'UE veut forcer à une rupture avec Moscou, à ce qu'une partie importante de la population se retourne contre l'Union européenne !

Le drame de l'émigration vers l'Ouest

Un point commun à tous ces pays est la forte émigration qu'ils subissent depuis 30 ans, massive en Moldavie, Roumanie, Bulgarie et Ukraine mais qui a touché presque tous les pays. On peut la chiffrer à plus de 20 millions de personnes, soit de 10 à 20 % de la population, généralement des jeunes les plus qualifiés, ce qui est une perte inestimable ! Certains pays comme l'Estonie, la Lettonie et la Bulgarie lancent aujourd'hui fort heureusement des programmes « d'aide au retour ». Mais n'est-ce par trop tard ? Il faut se promener le soir dans les rues désertes des villages et villes moyennes en Bulgarie pour mesurer le désastre au faible nombre de pièces et maisons éclairées ! Il est à noter que beaucoup d'émigrés ukrainiens ou moldaves se retrouvent en Pologne, en Hongrie ou en Tchéquie pour suppléer ceux qui sont partis plus à l'ouest.

La question démographique va devenir essentielle en Europe centrale, orientale et des Balkans dans les années qui viennent. Une Europe qui continuerait à en drainer les forces vives va vite se retrouver avec un problème politique et économique majeur ! Alors que les « bons experts » des années 1990 espéraient faire de l'Europe de l'Est le moteur de la croissance, ils peuvent se retrouver demain avec des pays exsangues, des boulets au pied !

Vis-à-vis de l'Europe, l'attitude des peuples a été généralement empreinte, au début, de beaucoup d'espoir pour une vie meilleure. Europe rime toujours avec fonds européen, notamment pour les pays dits du « Club Med ». Mais cet enthousiasme a toujours été teinté cependant d'une certaine méfiance ! Déjà, il y avait eu, lors de l'adhésion, la grande réticence des populations des pays baltes qui avaient peur de perdre leurs modes de vie traditionnels. Aujourd'hui, le scepticisme gagne du terrain comme on le voit même en Pologne, pays europhile s'il en est !

Si de nombreux dirigeants politiques sont attirés par Bruxelles et les belles carrières qu'ils peuvent en espérer, les sociétés civiles sont traversées de courants contradictoires. La raison plaide généralement pour l'Union européenne et ses avantages supposés : niveaux

et modes de vie, sécurité face au voisin russe. Ces arguments sont surtout entendus par les populations urbaines et les jeunes générations. Mais le cœur parle aussi pour la préservation des identités nationales si chèrement acquises et des souverainetés si difficilement reconquises ! Si cette attitude est plus largement répandue dans les zones plus rurales, elle touche toutes les générations. En fait, d'une certaine manière, raison et cœur peuvent se retrouver dans le rejet, non pas de l'idée européenne, mais de ce qu'elle est devenue, c'est-à-dire un nouveau centralisme alimenté par des dogmes sociétaux et économiques de moins en moins compatibles avec les aspirations et traditions nationales.

Une nouvelle Europe peut-elle naître à l'Est ?

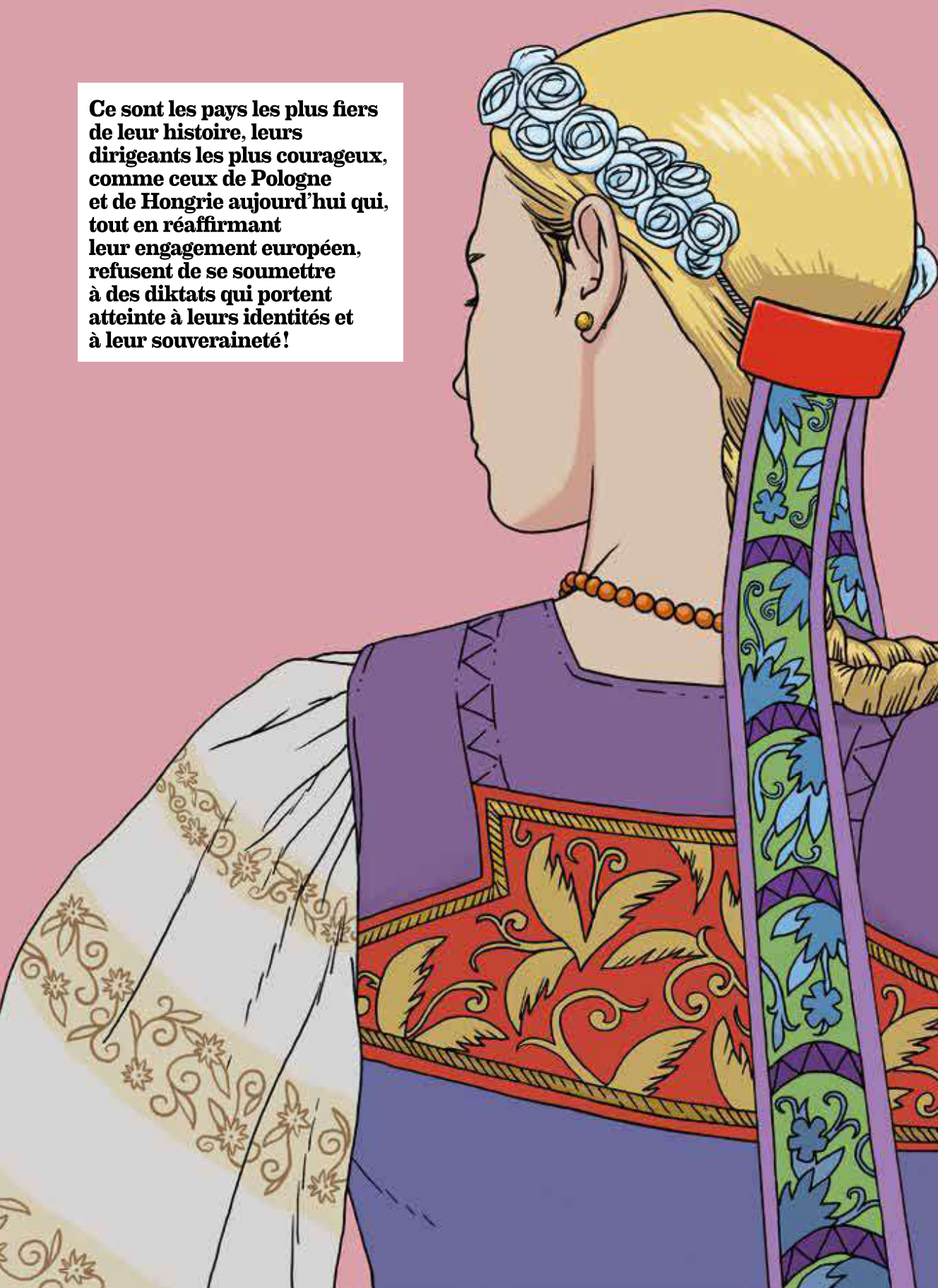
En conclusion, on doit noter que si l'on voulait trouver un point commun aujourd'hui entre des pays si différents, on devrait le chercher dans cet attachement à des identités, bien distinctes et bien marquées de peuples qui en ont été privées pour certains pendant des décennies ! Ils partagent la même aversion contre le centralisme bureaucratique, qui était l'apanage de Moscou et un peu aussi de Belgrade sous l'ère Tito ! Ils ne sont donc pas disposés à rétrocéder de leur identité et de leur souveraineté à une bureaucratie européenne, même si par opportunisme certains de leurs dirigeants baissent la tête ! Ce sont les pays les plus fiers de leur histoire, leurs dirigeants les plus courageux, comme ceux de Pologne et de Hongrie aujourd'hui qui, tout en réaffirmant leur engagement européen, refusent de se soumettre à des diktats qui portent atteinte à leurs identités et à leur souveraineté !

La gageure aujourd'hui pour les forces politiques des pays d'Europe orientale, centrale et des Balkans est de trouver une voie, susceptibles de rassembler à la fois les citoyens partageant l'idéal européen, et ceux qui sont rebutés par ce qu'est devenue l'UE aujourd'hui. La gageure serait de faire cette synthèse et la faire partager aux forces politiques des pays plus à l'Ouest afin qu'une nouvelle majorité se dégage en Europe pour faire revivre le rêve européen sans en faire un cauchemar des libertés, des identités et des souverainetés !

Un jour, il y a bien longtemps, un stagiaire lituanien un peu âgé, me faisait remarquer les similitudes qu'il trouvait entre Moscou de l'époque de l'URSS et Bruxelles, capitale de l'Union européenne ! Le signal qui vient de ces pays est donc bien clair, sans changement radical, l'Union européenne court à l'effondrement !

Et si le renouveau d'une vraie Europe des libertés et des souverainetés passait par l'Europe centrale, orientale et les Balkans ? ■

**Ce sont les pays les plus fiers
de leur histoire, leurs
dirigeants les plus courageux,
comme ceux de Pologne
et de Hongrie aujourd'hui qui,
tout en réaffirmant
leur engagement européen,
refusent de se soumettre
à des diktats qui portent
atteinte à leurs identités et
à leur souveraineté!**

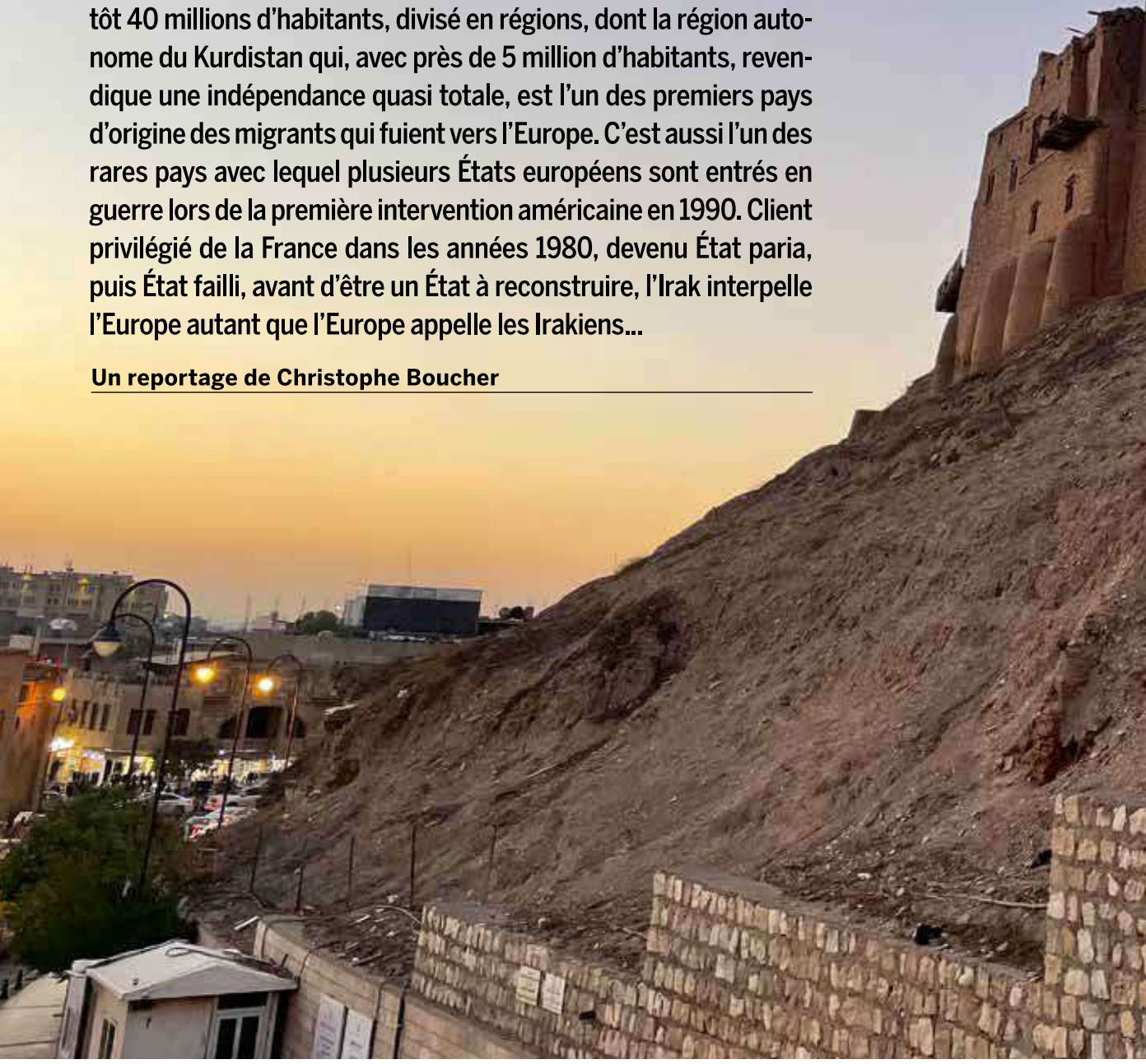


Irak, Kurdistan

Le réveil des Empires : un défi à l'Europe ?

L'Europe et la France n'en ont pas fini avec l'Irak. Ce pays de bientôt 40 millions d'habitants, divisé en régions, dont la région autonome du Kurdistan qui, avec près de 5 million d'habitants, revendique une indépendance quasi totale, est l'un des premiers pays d'origine des migrants qui fuient vers l'Europe. C'est aussi l'un des rares pays avec lequel plusieurs États européens sont entrés en guerre lors de la première intervention américaine en 1990. Client privilégié de la France dans les années 1980, devenu État paria, puis État failli, avant d'être un État à reconstruire, l'Irak interpelle l'Europe autant que l'Europe appelle les Irakiens...

Un reportage de Christophe Boucher



La citadelle d'Erbil

La capitale de la région autonome du Kurdistan irakien aurait vu passer Alexandre le Grand voici 2 500 ans.





Si les Russes ne sont pas loin, ce sont les Empires ottomans et perses qui retrouvent leur rivalité millénaire sur des terres à la limite de leurs zones d'influence.

A lors que défilent à Bagdad tous les grands de ce monde, avec plus de bonnes paroles que de bonnes actions, la Fondation Identité et Démocratie a tenu à faire le point sur place, comme elle le fera dans plusieurs autres lieux tendus du voisinage stratégique européen, de Banja Luka à Kiev et d'Istanbul à Alger, Bamako ou Damas. Pour montrer, dire ce qui est et tenter de nourrir un dialogue stratégique et réaliste avec ces pays. Avec Christophe Boucher, qui a vu et filmé les premiers jours de la chute de l'État islamique, nous sommes allés à Erbil d'abord, à la rencontre d'éminents représentants de la famille Barzani, qui tient la capitale et la région – et aussi se dit-il, le Parlement irakien... Puis à Lalish, lieu sacré des Yézidis, à Kara Kosh, ville martyre des chrétiens d'Irak, à Mossoul, éphémère capitale de l'État islamique. Nous rencontrerons la seule femme maire d'une ville irakienne au Kurdistan, puis l'évêque de Bagdad, le père Emmanuel, premier

prêtre à la reconquête de Mossoul, mais aussi un Irakien otage de Daesh pendant trois mois, un enseignant français en géopolitique, Gérard Chaliand, des Sunnites inquiets de la formation du nouveau gouvernement et qui manifestent à Bagdad, des élus mécontents de la préférence des Européens pour les Kurdes, et surtout, des Irakiens de tout âge, de toute condition, qui nous diront espoirs, peurs, et qui portent le fardeau des invraisemblables erreurs qui ont suivi la libération du tyran sanguinaire qu'était Saddam Hussein, et la destruction du régime laïc et socialiste du Parti Baas.

Un îlot de paix et de diversité où l'islam serait une religion pacifique et bienveillante...

Ici comme en Libye, il faut l'impunité insolente des Américains et de leurs complices pour affirmer que c'est mieux qu'avant – dans combien d'années pourront-ils le dire, s'ils le disent un jour ? L'Union européenne aurait-elle contaminé le Kurdistan avec son optimisme invétéré ? Un premier entretien dans la ville



Niyaz Barzani, chef de la diplomatie du Kurdistan irakien, évoque avec Hervé Juvin le rôle de la France et de l'Union européenne pour la paix régionale.

d'Erbil, capitale du Kurdistan, lundi 6 décembre, donne à le croire. Au palais présidentiel, avec un talent consommé et tous les mots qu'il faut dire, le jeune ministre des relations extérieures de la Région autonome du Kurdistan Irakien, Saif Barzani, nous dépeint un îlot de paix, de coexistence pacifique et de diversité. Bienvenue au Kurdistan, océan de douceur dans un monde de brutes ! Et il affirme que l'islam est une religion pacifique et bienveillante envers les minorités. Il l'a dit au pape François, à Emmanuel Macron, et même à Josep Borrell. Dois-je le croire ?

Quelques minutes plus tard, nous préparons notre départ pour l'Irak et Mossoul dans le café turc qui s'adosse à des murailles qui auraient vu passer Alexandre le Grand, voici 2300 ans.... Notre accompagnateur était officier supérieur dans l'armée irakienne. Licencié sans reclassement par un proconsul américain ignorant et brutal, Paul Bremer, il a combattu l'État islamique, et il nous tient un autre langage. En 2014, les chrétiens ont fui par dizaines de milliers la plaine de

Ninive et la ville de Mossoul. Certains sont restés ; le choix leur était donné de se convertir à l'islam, de payer l'impôt dû par les dhimmis... ou de mourir. Ils avaient de la chance. D'autres communautés, comme les Yézidis ou les disciples d'anciennes religions perses, zoroastriens ou mazdéens chaldéens, n'avaient eux le choix que de fuir ou de mourir ; païens aux yeux de l'islam, ils n'appartenaient pas aux religions du Livre... Voilà pour la religion pacifique et bienveillante !

Une population qui a vu ses salaires divisés de moitié pendant la période du Covid

Le lendemain, deux contacts français qui vivent à Erbil plusieurs mois par an, me mettent en garde contre la fausse sécurité qui, selon eux, règne dans le quartier chrétien où je loge, Ankawa. Et d'évoquer les cellules dormantes de Daesh, le maintien de mesures de protection sévères pour tout bâtiment ou personnage officiel, les tensions persistantes à la fois entre l'État irakien et la région autonome kurde, entre les chiites et les sun-

nites, et aussi entre les très riches profiteurs des trafics du pétrole, des chantiers de construction, des mouvements de population, des contrats militaires, et une population vivant essentiellement de la fonction publique, qui a vu ses salaires divisés de moitié pendant la période du Covid. Biais habituel du résident qui veut effaroucher le visiteur de passage ? Sans doute... Sauf que deux jours après mon arrivée, à quelques kilomètres d'Erbil, 20 combattants kurdes, les peshmergas à la réputation de guerriers farouches, sont tués dans l'attaque d'un village qui ne sera ni revendiquée ni identifiée... Ajoutons les inondations qui auraient tué plus de dix personnes le 16 décembre. Alors non, le Kurdistan n'est pas encore tout à fait le pays de rêve qu'il entend être !

Premier constat donc, retour d'Irak : la situation politique et sécuritaire est loin d'être figée, encore moins stabilisée. Et la paix n'est pas pour demain – une trêve armée subsiste tant bien que mal. Entre communautés d'abord. Les fantasmes européens sur un islam de tolérance et de paix sont loin ; ici, c'est par le sabre que chiites et sunnites entendent régler leurs comptes, et par le sabre qu'ils entendent en finir avec les païens méprisés, les religions prébibliques, et soumettre ce qui reste de chrétiens – les juifs sont partis depuis longtemps d'une terre où ils avaient été chez eux pendant 3000 ans, depuis la déportation à Babylone (achevée en 539 avant J.-C.)... Entre Empires, ensuite.

Un carrefour de trafics en tous genres

Les avions militaires américains ne se cachent pas sur l'aéroport d'Erbil, et sont régulièrement attaqués par des drones. Les agents britanniques font l'objet de toutes les suppositions, comme les Israéliens, effectivement impliqués dans la formation, l'armement et l'entraînement des forces kurdes. Et si les Russes ne sont pas loin, ce sont les Empires ottomans et perses qui retrouvent leur rivalité millénaire sur des terres à la limite de leurs zones d'influence. Entre groupes et réseaux criminels, enfin. Devant le luxe provoquant des cités kurdes qui se prennent pour Dubaï, devant les files ininterrompues de camions irakiens et turcs transportant qui le pétrole, qui les matériaux de construction, devant les évaluations de fortunes accumulées par les clans pendant la guerre, difficile de ne pas conclure que la région est devenue un carrefour de trafics en tous genres – drogue, armes et migrants rivalisant avec le pétrole, et expliquant de troublantes connivences au temps d'un État islamique qui a pu pendant dix-huit mois exporter son pétrole sans être inquiété...

Les appels à la solidarité envers les communautés chrétiennes persécutées, portés avec succès par des organisations comme « SOS Chrétiens d'Orient », visent à la défense et au maintien des chrétiens sur les terres qui sont leurs depuis deux mille ans.



Deuxième avertissement pour l'Union européenne : l'Irak s'invite en Europe. Y a-t-il deux, trois millions d'Irakiens en Europe ? Impossible de négliger ce qui s'y passe. C'est en Irak, comme c'est en Syrie ou en Afghanistan, que se joue la question des migrants. Les appels à la solidarité envers les communautés chrétiennes persécutées, portés avec succès par des organisations comme « SOS Chrétiens d'Orient », visent à la défense et au maintien des chrétiens sur les terres qui sont leurs depuis deux mille ans. L'évêque de Bagdad, le père Emmanuel à Mossoul, comme Monseigneur Najeeb à Bruxelles, nous ont confirmé cet appel. Mais le premier sujet européen concerne les réfugiés – et, en Irak, ce mot est généralement justifié. À Ankawa, entre le quartier chrétien et l'autoroute urbaine qui le sépare des quartiers sunnites, plusieurs hectares de terrain vague attendent des projets immobiliers qui ne tarderont pas. Voici encore un an, ils abritaient 1200 caravanes, chacune logeant 6 à 8 chrétiens ayant fui la plaine de Ninive. Tous sont repartis, une part a trouvé logement et travail à Erbil ou dans le Kurdistan qui les a accueillis, une part est partie vers l'Europe, en majorité l'Allemagne, et une part seulement est retournée en Irak, aidée par les multiples associations qui reconstruisent maisons, églises, écoles et bâtiments publics détruits par Daesh. En revanche, sur la route de Mossoul comme ailleurs vers Kirkouk, sur des dizaines d'hectares s'étendent des villages de toiles fermées par des barbelés et quadrillés par des véhicules blindés, abritant par dizaines de milliers des « réfugiés » dont il est dit qu'une grande partie sont les familles ou les complices des combattants de Daesh, qui ne peuvent ni regagner leurs villes et villages ni émigrer, et dont certains pourrissent

Les Nations européennes n'ont pas su défaire l'État islamique, elles n'ont pas su éliminer les groupes islamistes et les soi-disant « modérés » en Syrie, comme elles s'interdisent de nettoyer au Kosovo et ailleurs dans les Balkans ce qui s'y regroupe d'islamistes fanatiques.

là depuis quatre ans. Démographie explosive, conditions de vie précaires mais assurées, absence de tout projet autre que celui qui nous est affirmé, de gagner l'Europe ; la bombe à retardement des guerres en Irak, comme en Syrie et ailleurs, menace toujours l'Europe. Elle la menace d'autant plus que le sujet est instrumentalisé à loisir. En témoigne le nombre élevé de Kurdes parmi les migrants qui ont tenté de forcer la frontière polonaise à l'invitation de la Biélorussie – des migrants qui n'ont aucune raison de se dire réfugiés, étant donné la stabilité et la tolérance religieuse qui font l'exception du Kurdistan irakien. Elle la menace surtout parce que, malgré le tournant de 2013 et le refus américain d'intervention directe contre la Syrie, les États-Unis et leurs alliés n'ont pas renoncé à détruire ce qui tient encore debout comme ordre public politique et Nations fortes dans la région. Comme l'indiquait récemment à Athènes Thierry Mariani, le problème des migrants est la conséquence des fautes de l'Occident. C'est d'abord le problème d'une Union européenne incapable d'arrêter les États-Unis dans leurs actions destructrices, incapable aussi de les placer devant leurs responsabilités ; l'agression de l'Irak fondée sur le mensonge avéré de la détention d'armes de destruction massive par Saddam Hussein n'a jamais été payée son prix par les États-Unis et leur complice britannique, et c'est l'Union européenne qui paie ce prix, avec sans doute plus d'un million de réfugiés irakiens sur son sol ! La leçon sera-t-elle entendue par une Union européenne plus que jamais suiviste des menées agressives de l'OTAN, enrôlée dans des opérations qui ne sont pas les siennes, et engluée dans la collaboration avec la puissance occupante que sont les États-Unis ?

Troisième enseignement : toutes les critiques sont de rigueur à l'encontre des États-Unis, d'Israël, des Britanniques, mais s'arrêtent à leur détermination de combattre ; ils savent que le monde demeure dangereux, ils savent désigner leurs ennemis, et ils savent affronter, combattre et détruire. Margaret Thatcher n'a pas dit que l'invasion des Malouines était inadmissible. Elle a dit « je n'admets pas »... et elle a envoyé la Navy. Voilà ce que

l'Union européenne s'interdit de faire, voilà ce qu'elle interdit aux Nations de faire, ce qui est plus grave. Les Nations européennes n'ont pas su défaire l'État islamique, elles n'ont pas su éliminer les groupes islamistes et les soi-disant « modérés » en Syrie, comme elles s'interdisent de nettoyer au Kosovo et ailleurs dans les Balkans ce qui s'y regroupe d'islamistes fanatiques qui demain, fomentent les troubles que les États-Unis et surtout les Britanniques appellent de leurs vœux – diviser pour mieux régner et couper ces routes que la Chine ouvre vers l'Europe ! Rien n'est assuré dans la survie de ce qui s'est appelé Europe, et dont l'Union est si loin. Les États-Unis, jusqu'à la caricature, Israël, avec de bonnes raisons, développent une paranoïa sécuritaire dont un séjour dans ces lieux du monde qui se ferment au visiteur, qui interdisent l'accès aux curieux et manifestent avec éclat la persistance des identités religieuses, communautaires ou civilisationnelle, confirme la validité.

Et voilà ce qui devrait tirer l'Union de son sommeil stratégique.

D'abord, le constat que la coexistence entre religions, communautés et nations est rien moins que pacifique, et que l'angélisme de rigueur peut receler un piège : interdire de désigner l'ennemi.

Ensuite, le constat que l'affrontement n'est plus celui que nous voyons, celui que nous croyons voir, celui que les fantasmes entourant la présence des mercenaires de « Wagner » nous donnent à voir. L'Empire ottoman, l'Empire perse sont de retour. Comme d'autres, ils utilisent tous les moyens pour affaiblir des Nations européennes qui se croient à l'abri, et l'arme des migrants comme celle de la subversion religieuse fonctionne à plein régime. Quand la Turquie organise un sommet avec 39 dirigeants africains, les 16 et 17 décembre, toute l'Afrique de l'Ouest répondant présente, avec les deux Congo et la Centrafrique, avec le Mali et le Burkina, le Tchad et le Niger, la France doit se réveiller d'urgence ! Enfin, le constat que nous payons les erreurs ou les crimes d'autres puissances, faute d'avoir su dire « non », faute d'avoir su en finir avec la dépendance stratégique, faute d'accepter cette vérité énoncée par le général de Gaulle au nom de la France ; si des Nations européennes font la guerre, il faut que ce soit leur guerre, et si elles la font ensemble, il faut que ce soit la guerre de l'Europe – pas celle des États-Unis d'Amérique ou de leurs alliés, pas celle de l'OTAN ou des fondations qui gangrènent la politique internationale. Sinon, comme en Irak, comme en Syrie, comme en Libye, comme en Serbie, nos soldats ne sont que mercenaires ou complices. Et demain, où seront-ils ? ■

Portfolio



Reportage au Kurdistan irakien

Photos : Christophe Boucher



Christophe Boucher au Musée du textile d'Erbil
et Hervé Juvin dans le sanctuaire qui abrite le tombeau du prophète Nahum.



La grande mosquée d'Erbil,
cadeau de riches marchands à leur ville.

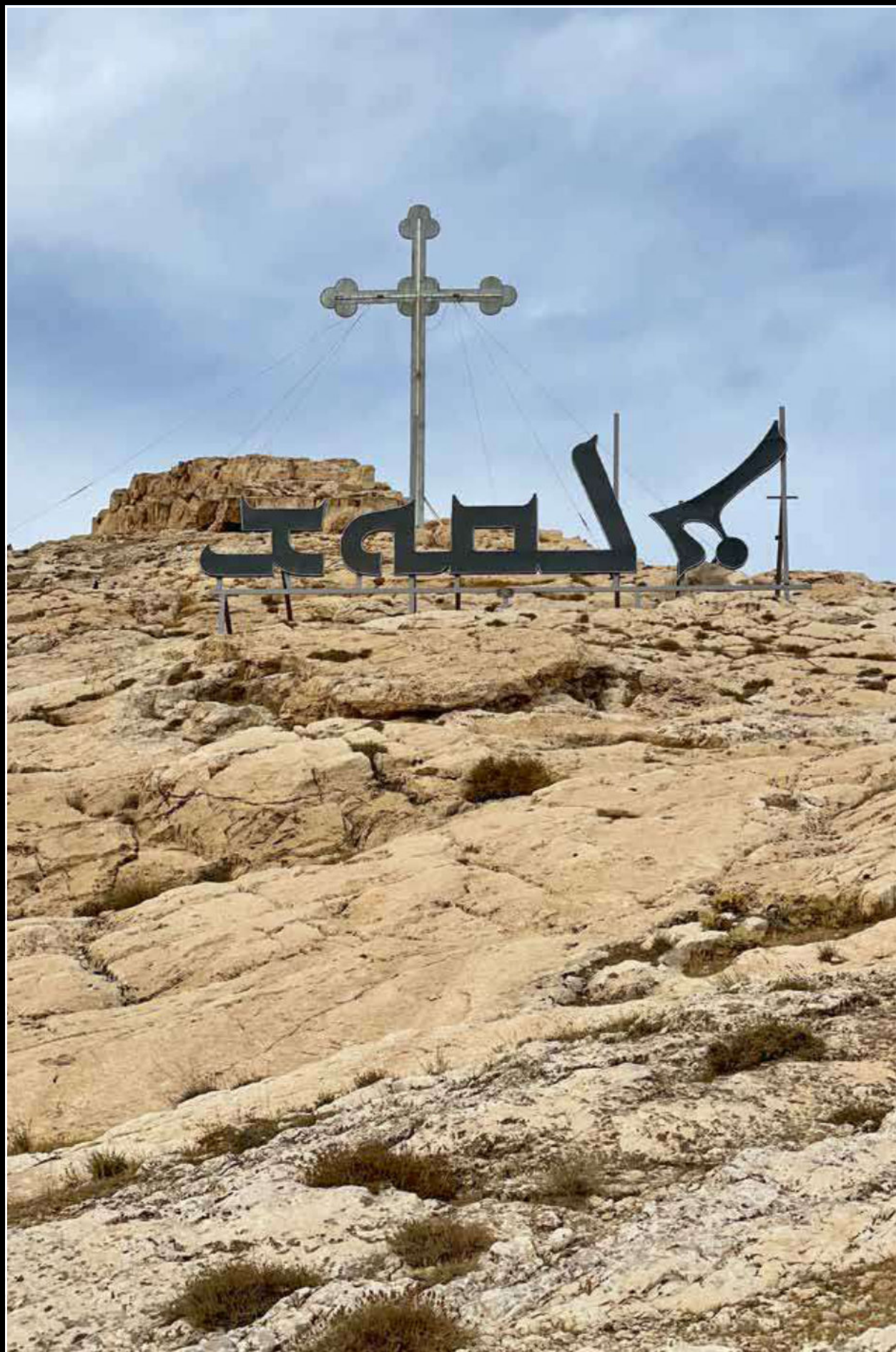


Reportage au Kurdistan irakien • Portfolio



Les drapeaux irakiens et kurdes flottent sur les bâtiments officiels, mais ce sont les drapeaux chiites iraniens noirs qui scandent l'entrée de Mossoul et d'Al-Koch et défient la croix fièrement dressée sur les hauteurs de Dohuk (page de droite), où nous accueillera la seule femme maire d'une ville irakienne au Kurdistan (ci-dessous).







Reportage au Kurdistan irakien • Portfolio



Le serpent sacré monte la garde à l'entrée du sanctuaire des Yézidis, une religion qui puise ses sources dans l'ancien Empire perse et le zoroastrisme.



Dans la ville de Kara Kosh, l'évêque de Bagdad, Mgr Yussef Abba fait part de ses attentes à l'égard des Chrétiens d'Europe.



Émouvante rencontre avec le premier prêtre revenu à Mossoul libéré de l'occupation islamique, le père Emmanuel, et avec un général irakien chrétien dans l'église reconstruite de l'Annonciation.



Reportage au Kurdistan irakien • Portfolio

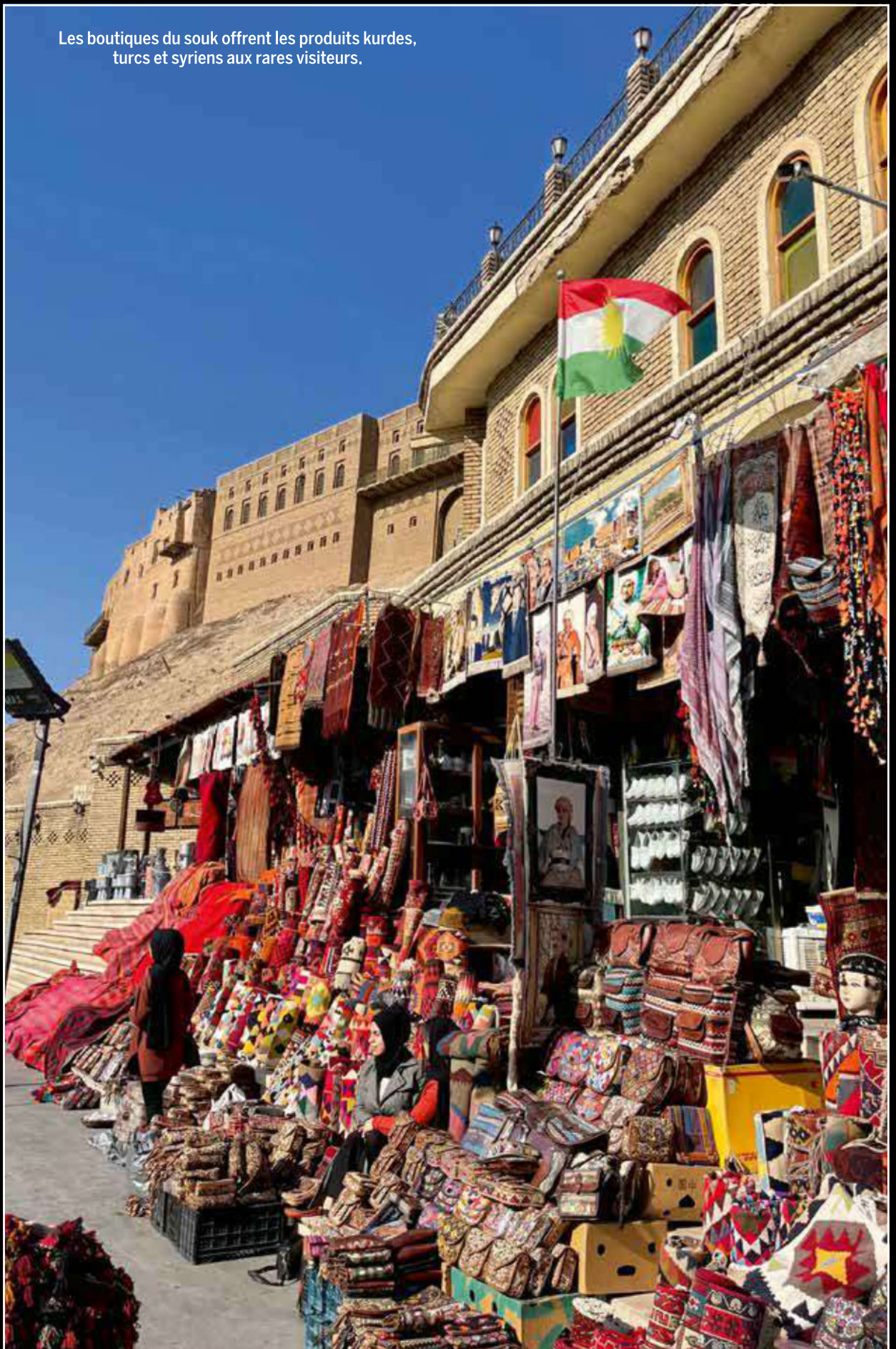


Notre ami et collaborateur de la Revue, Gérard Chaliand, toujours à la pointe de la géopolitique mondiale, apprécie l'hiver kurde à Erbil.

Ci-dessous :
Quand Erbil se prend pour Dubaï
– l'argent y est, mais la mer ?



Les boutiques du souk offrent les produits kurdes, turcs et syriens aux rares visiteurs.





Reportage au Kurdistan irakien • Portfolio



Un village traditionnel près de Dohuk se confond avec la pierraille du désert.



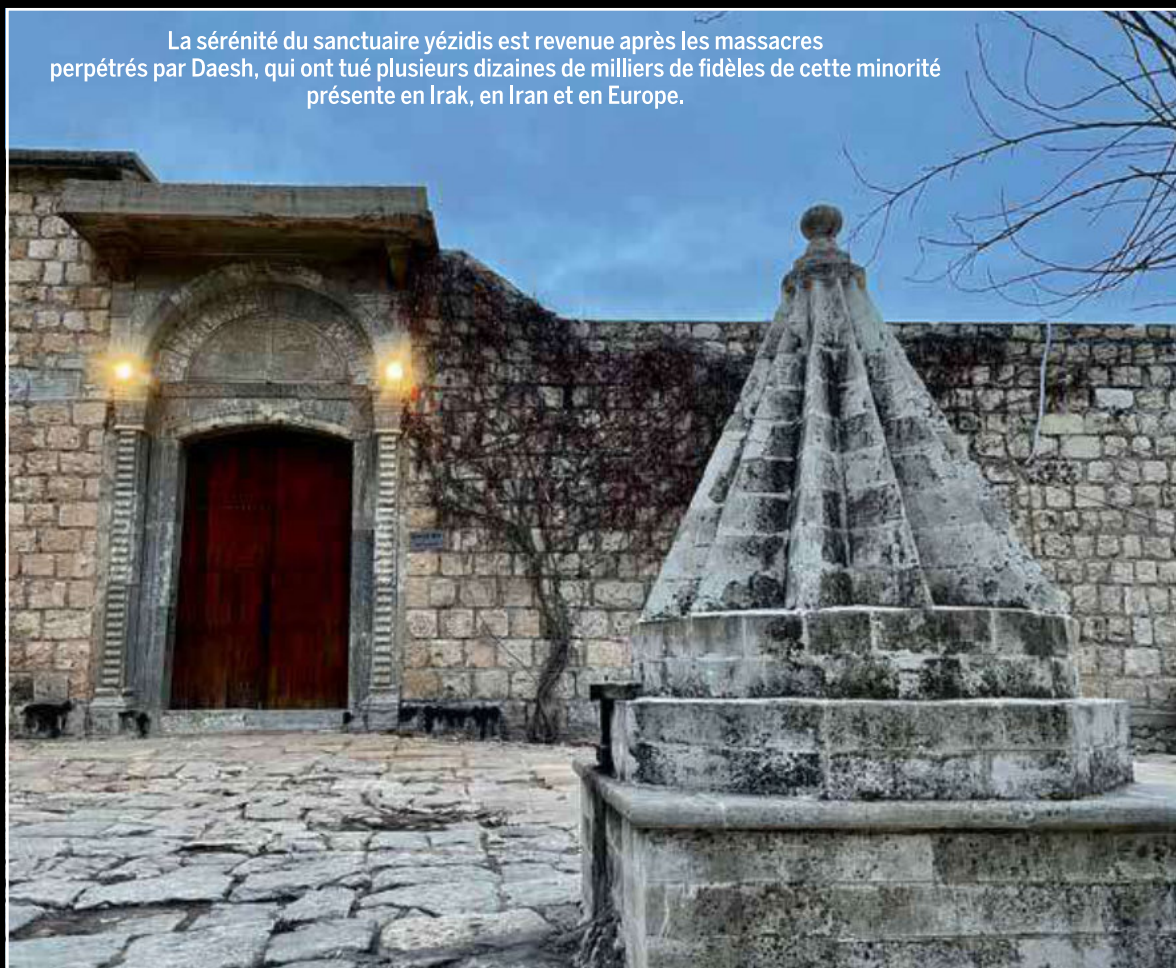


Reportage au Kurdistan irakien • Portfolio



Dans Mossoul, pas un immeuble qui ne porte les stigmates des terribles combats qui ont marqué la fin du califat et de l'État islamique, en 2016. Partout, on s'est battu de maison en maison.

La sérénité du sanctuaire yézidis est revenue après les massacres perpétrés par Daesh, qui ont tué plusieurs dizaines de milliers de fidèles de cette minorité présente en Irak, en Iran et en Europe.





Dans la grotte sacrée, des milliers de mains ont laissé sur les murs l'empreinte de la dévotion yézidie.

À la tombée du soir, en haut des murailles d'Erbil. Pensent-ils à l'Europe, aux États-Unis ou au Kurdistan libre ?



LE MONDE

L'Afrique



Un continent plein de menaces... et d'opportunités

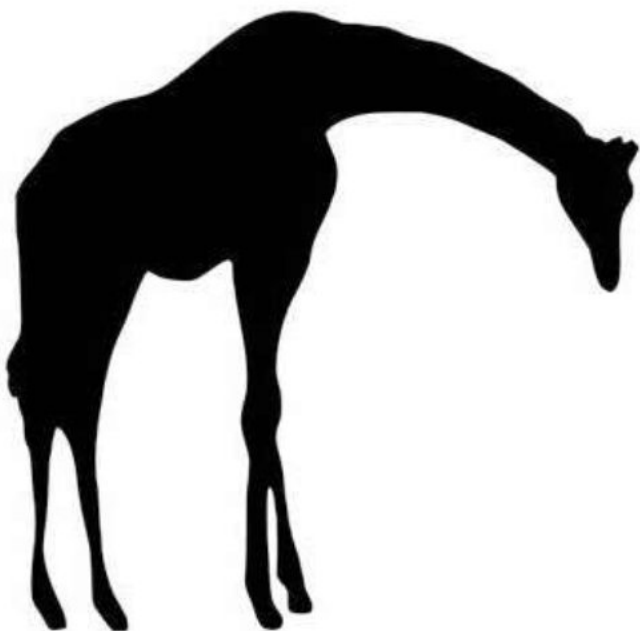
L'Asie, devenue centre du monde économique, a encore accentué son avance depuis la pandémie de Covid. Toute la zone continue à avoir une croissance impressionnante, au-delà même de la Chine, de la Corée du Sud ou de Taïwan, du fait de l'émergence de pays comme le Vietnam ou l'Indonésie, avec des dettes publiques réduites et des surplus commerciaux constants et impressionnants. Pourtant, l'Afrique, en raison des transformations qui s'y annoncent, attire tous les regards d'Européens qui y voient, pour les uns un nouvel eldorado économique, pour d'autres plus prosaïquement un énorme marché potentiel pour leurs produits, pour d'autres encore, une menace démographique et politique majeure. Selon les conseillers des investisseurs, ce continent aura doublé sa population en 2050, pour dépasser 2 milliards d'habitants, et devrait connaître une croissance économique moyenne de 7 % par an durant les 30 prochaines années c'est-à-dire, une croissance équivalente à celle de la Chine durant les 30 années passées, ce qui en ferait l'un des premiers marchés de consommation du monde.

Par Alain Juillet

Cet article est une synthèse de plusieurs conférences et de deux émissions de l'auteur sur RT France.



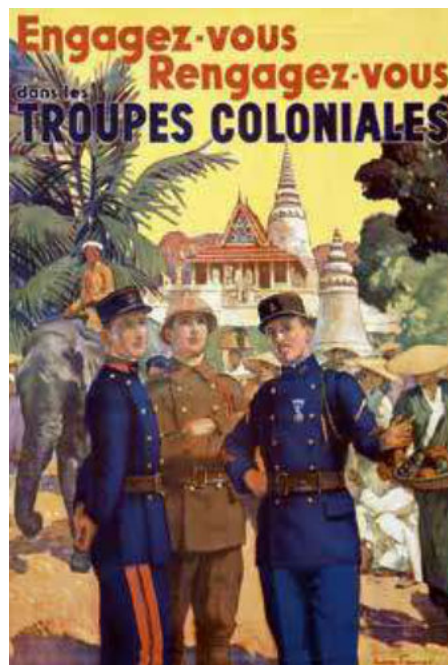
Continent aux mille visages, l'Afrique offre tous les contrastes, d'une terre majestueuse et parfois hostile à une industrialisation et une urbanisation toujours grandissante (ci-contre, le port d'Abidjan, en Côte d'Ivoire).



Ce n'est pas une raison pour croire que l'Afrique de demain sera la Chine d'aujourd'hui. D'abord, parce qu'il existe, dans de nombreux domaines, des différences fondamentales entre ces deux entités ; l'Afrique de 2022 n'est pas la Chine de 1978 et de Deng Xiaoping ! Ensuite parce que l'Afrique a été et demeure le continent de toutes les surprises ; les promesses de la décolonisation et des révolutions africaines ont le plus souvent abouti à des déceptions majeures, la malédiction des ressources naturelles semble s'appliquer particulièrement à l'Afrique, dont plusieurs pays comme le Congo RDC et l'Afrique du Sud devraient compter parmi les plus riches du monde, et certains des pays africains qui semblaient le mieux engagés sur la voie d'un développement durable, comme la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Sénégal voici trente ans, l'Éthiopie ou le Nigeria récemment, ne sont pas épargnés par la malédiction des conflits intérieurs, souvent nourris ou attisés par les intérêts étrangers (Congo, Centrafrique, Mali, Mozambique, etc). Si le titre : *L'Afrique noire est mal partie* du livre de René Dumont avait marqué les esprits en 1966, certains considèrent qu'en 2022, le même titre resterait



Les anciennes puissances coloniales ont oublié de reconnaître et d'intégrer la culture et la réalité locale.



justifié! La situation catastrophique de l'Éthiopie, un pays qui faisait figure de « modèle africain » avec une croissance « à la chinoise » supérieure à 6% - 7%, mais qui s'enlise dans une nouvelle guerre civile, a surpris tous ceux qui continuent à croire, contre toute évidence, que la croissance économique est plus forte que les faits ethniques, religieux, nationaux ou idéologiques! Elle nous oblige à redécouvrir que le développement comme la croissance ne sont que des phénomènes à sens unique, et que rien n'est jamais acquis! Les constantes surprises que recèle l'histoire de l'Afrique contrastent avec la continuité chinoise. En Chine, entre 1978 et 1990, Deng Xiaoping a conçu et lancé un plan de développement par étapes visant à faire de celle-ci une puissance mondiale. Ce plan a été scrupuleusement suivi par tous les dirigeants chinois jusqu'à l'actuel, le président Xi Jinping, qui l'a complété en fixant comme objectif à la Chine d'être la première puissance mondiale en 2049, date anniversaire de la prise de pouvoir du Parti communiste chinois et de Mao Zedong . Ce pari est ambitieux. Il implique une coordination permanente à travers l'immense pays et des régions très diverses, un pilotage précis des évolutions respectives des secteurs

d'activité stratégiques, la mise en œuvre des moyens humains techniques et financiers nécessaires, une gouvernance capable de maintenir le cap, une communication adaptée, sans oublier la volonté de continuité. Il suppose aussi une certaine stabilité des relations avec l'extérieur, excluant les aventures militaires ou les conflits avec le voisinage, la satisfaction des besoins de la population en interne, plus délicate à réaliser depuis que la « moyenne aisance » a réalisé la sortie de la faim et des besoins vitaux, et une réponse politique pertinente aux besoins d'une jeunesse sensible au pouvoir d'attraction occidentale.

La diversité africaine

Rien, ou si peu de commun avec l'Afrique. Ni l'unité de population (la Chine est Han à plus de 90 %, alors qu'aucun pays africain ne peut prétendre à une unité ethnique!), ni le sentiment national, ni la conscience historique. En Afrique, par suite de la variété des régions, des systèmes politiques, des ressources naturelles et des ethnies, cette capacité de planification méthodique qui fait la singularité de la Chine est généralement absente. Le désordre, qui fait l'insolente vitalité de tant



de villes africaines fait aussi la fragilité d'épisodes d'optimisme souvent vite retombés. Il est donc indispensable d'analyser, loin de toute idéologie, sa situation actuelle et son évolution future en partant d'un constat : l'Afrique est un univers compliqué pour un Européen qui la regarde avec sa vision et ses valeurs, d'autant plus compliqué qu'il a tendance à plaquer des éléments anachroniques, ceux de la colonisation ou des révolutions socialistes, ou des concepts abstraits, comme ceux de démocratie et de droits, sur des réalités africaines totalement différentes. Il faut rentrer dans la réalité de chaque pays africain, voire de chaque territoire, pour tenter de comprendre l'Afrique dans sa diversité et ses non-dits. Quand les Français ont cru unir nombre des pays de sa partie occidentale en imposant leur langue, ils se sont lourdement trompés. Le français est simplement devenu la langue utilisée dans les échanges entre toutes les zones et celle des élites formées dans nos écoles.

En réalité, l'Afrique est un ensemble de pays très différents au niveau des richesses, de la population et du taux de croissance, de l'histoire et du peuplement, qui ont vécu leurs existences propres en dehors des blocs de l'ancienne colonisation. La difficulté vient notamment de ce que le découpage de l'Afrique réalisé lors du traité de Berlin en 1885 a réparti quelque 3000 ethnies, ou « groupes ethno-linguistiques », en 50 pays, sans tenir aucun compte de leur répartition géographique ; certains groupes ont été divisés entre trois « Nations » africaines ! La réalité est donc que la Nation est un concept très inégalement significatif pour appréhender la réalité africaine, ce qui explique l'importance des migrations à l'intérieur de l'Afrique. Chaque zone est différente par les ethnies et tribus qui y vivent, la langue traditionnelle qu'ils utilisent, leur histoire précoloniale et leur environnement naturel. Cette différence est accrue par la très grande diversité des ressources naturelles et des revenus réels. Regardez par exemple l'Afrique du Sud où le revenu moyen annuel par habitant est de 5480 \$, soit la moitié de celui du Portugal, par rapport au Maroc avec ses 4085 \$ par habitant, ou au Niger avec ses 410 \$, soit 10 fois moins, et 7 enfants par famille. On ne peut comparer des grands pays pétroliers comme le Nigeria et l'Angola avec un pays riche, mais miné par les problèmes internes, comme le Mozambique. On ne peut associer deux pays bien gérés comme le Bénin, qui est en croissance rapide, et la Maurétanie, qui reste structurellement pauvre. On ne vit pas de la même manière en zone sahélienne au Niger ou au Soudan qu'au Zimbabwe, cette ancienne Rhodésie que les anciens de la Françafrique et les Britanniques appe-

L'Afrique est un ensemble de pays très différents au niveau des richesses, de la population et du taux de croissance, qui ont leurs existences propres en dehors des blocs de l'ancienne colonisation. Chaque zone est différente par les ethnies et tribus qui y vivent, la langue traditionnelle qu'ils utilisent, leur histoire précoloniale et leur environnement naturel.

laient la « petite suisse ». Heureusement, l'Afrique commence à prendre conscience de sa dimension globale et de ce qu'elle représente au niveau mondial. Comme le signalait le conseiller d'État Antoine Pouillieute, grand expert en diplomatie économique, le 29 septembre 2019 à Synopia, le produit intérieur brut total des 54 pays africains est déjà équivalent à celui de la France, ce qui n'est pas rien. Mais ce cumul a-t-il un sens ? L'Afrique reste une mosaïque que l'on continue traditionnellement et par facilité à segmenter entre le Maghreb, le Machrek, l'Afrique francophone, l'anglophone et la lusophone, les problèmes se concentrant principalement jusqu'ici dans les zones sahélienne et sub-sahélienne.

La croissance démographique

La Chine, ayant interdit d'avoir plus d'un enfant par famille de 1979 à 2013, a pu résoudre au moindre coût le problème de l'alimentation de sa population et consacrer la quasi-totalité des ressources disponibles à son développement économique. En Afrique, avec un taux moyen de fécondité de 3,6 enfants par famille, qui monte à 4,8 dans la partie sub-saharienne, la plus grande partie du produit de la croissance sera consacrée à nourrir les habitants, au détriment des investissements indispensables au « développement ». N'oublions pas qu'elle concentre 60 % de l'extrême pauvreté de la planète en 2020, ce chiffre pouvant monter à 90 % en 2030 selon le FMI. Pour la survie de sa population, elle doit développer en priorité son agriculture, en l'adaptant à l'évolution climatique, et la fourniture de produits de première nécessité. Mais ceci doit s'accompagner d'une politique de maîtrise de la natalité sous peine d'explosion.

Pour répondre à la croissance démographique, il faut nourrir et former une jeunesse qui veut légitimement





évoluer. Face aux différences d'environnement économique et climatique et connaissant l'état du monde, par Internet et les réseaux sociaux, elle est en quête de vie meilleure. N'oublions pas que l'Afrique, qui était en retard sur les infrastructures de communication, est à la pointe de l'utilisation du numérique : plus de 70 % de ses habitants ont des téléphones portables, et une grande partie de leurs propriétaires règlent leurs factures et paient avec leurs appareils (de la Maurétanie au Congo-Kinshasa !) alors qu'ici en Europe, nous continuons à utiliser nos cartes de crédit. Le défi de maints pays africains est de mettre en place des structures de formation pour accompagner leur évolution, c'est aussi de garder les diplômés trop souvent attirés par les sirènes occidentales ! Il faut faire émerger les plus doués qui iront compléter leurs études dans les universités françaises, américaines,

En Afrique, avec un taux moyen de fécondité de 3,6 enfants par famille, qui monte à 4,8 dans la partie subsaharienne, la plus grande partie du produit de la croissance sera consacrée à nourrir ses habitants au détriment des investissements indispensables.





russes ou chinoises et surtout, qui reviendront au pays quand ils en auront la possibilité. Ces hommes et ces femmes sont l'avenir. En leur donnant l'opportunité de s'exprimer et de travailler au développement de leurs pays, on leur offrira un futur répondant à leur soif de liberté et de niveau de vie. Dans ce cadre, les grandes puissances ont tout intérêt à accueillir et instruire les étudiants ayant la capacité de devenir les futures élites de ces pays en développement.

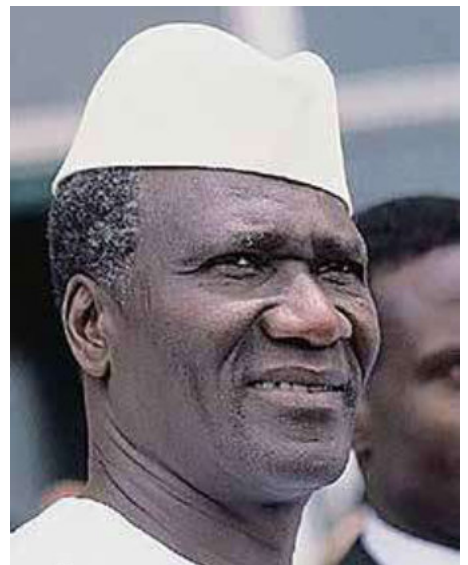
Les étapes de l'industrialisation

L'expérience mondiale montre que le problème de l'alimentation de la population se règle d'abord en favorisant la production locale pour améliorer l'équilibre de la balance des paiements. Le localisme, l'économie autocentrée, l'initiative locale et l'entrepreneuriat coopératif sont les plus sûrs leviers d'un développement dans la durée. Le marché mondial des produits agricoles est un leurre qui a conduit à la catastrophe les pays spécialisés dans les cultures d'exportation, un drame quand il conduit les investisseurs à accumuler les terres et en expulser les populations locales. Puis, pour faciliter l'avenir, il faut investir dans des infrastructures servant effectivement les besoins de la population. La politique angolaise ou ghanéenne en est un bon exemple. Ensuite vient l'implantation des industries de première et deuxième transformation, diversifiées et de multiples tailles, pour garder une plus grande part de la

valeur ajoutée et la réinvestir. Il faut veiller à les diversifier pour ne pas créer des dépendances trop importantes et déséquilibrer la chaîne économique comme on l'a vu en Côte d'Ivoire avec le cacao et le café, au Congo-Brazzaville avec le pétrole ou au Sénégal avec l'arachide. Il faut enfin éviter de tomber dans les mains de sociétés multinationales intéressées par les différents minerais et ressources naturelles dont l'Afrique regorge. La plupart des pays, pour des raisons techniques ou de financement, ont délégué la majeure partie de l'exploitation à des sociétés étrangères qui leur ont fait signer des contrats souvent léonins, comme en Guinée ou en Centrafrique. Celles-ci maximisent leurs marges en les transformant ailleurs, ne respectent guère les règles environnementales et vont jusqu'à provoquer des conflits locaux pour récupérer du minerai comme on l'a vu en Ituri dans la région des Grands Lacs. En dehors de l'Afrique du Sud, d'une partie du Maghreb, de l'Afrique de l'Est et du Nigeria, l'industrie est encore trop faible pour pouvoir accompagner utilement la croissance. La plus grande partie des pays africains souffrent de l'absence de plan dans la durée priorisant les infrastructures essentielles et les industries nécessaires au développement en cours. Certes, l'agence française de développement, le FMI, la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, les banques marocaines ou turques et bien d'autres, sans oublier les Chinois, proposent des



Paul Kagame (Rwanda). Voir notre article dans le n°2 de la Revue



Ahmed Sékou Touré (Guinée)

financements. Avec des conditions souvent très contraignantes pour des pays qui n'ont pas d'autre solution que l'endettement, ils permettent la réalisation de projets structurels souvent inadaptés aux besoins réels. Les «éléphants blancs» courent toujours en Afrique!

La corruption endémique

Derrière ces financements et leur utilisation se cache la corruption endémique qui caractérise la plupart des pays africains. Selon l'ONU, 75 milliards de dollars sont détournés vers les dirigeants et les ethnies ou tribus au pouvoir. Il est vrai que la culture africaine traditionnelle oblige celui qui détient le pouvoir ou l'argent d'en faire bénéficier l'ensemble des membres de sa tribu ou de son environnement. Ce système de redistribution, qui est une variante archaïque de notre système français d'imposition fiscale et de sécurité sociale, a toujours été pratiqué. Son dysfonctionnement actuel tient à l'absence de redistribution à la population par des dirigeants qui ont une fâcheuse tendance à tout garder pour eux.

On le constate à travers l'affaire des biens mal acquis, directement tournée contre la France, qui vise directement les présidents et leurs familles au Gabon, au Congo-Brazzaville et en Guinée Équatoriale, mais épargne miraculeusement les dirigeants des anciennes colonies anglaises! Ils ne sont que la partie émergée d'un iceberg africain beaucoup plus vaste, comme l'avait si bien démontré le regretté Pierre Péan, dans lequel la politique des malles en tous sens est une

réalité. Au-delà des mauvaises habitudes, l'enrichissement abusif a une autre conséquence: les dirigeants restent au pouvoir car ils savent que, s'ils le quittent, ils seront poursuivis par leurs opposants et condamnés, entre autres, à rendre tout ce qu'ils ont pris. C'est la pratique de l'alternance, comme au Ghana ou au Niger, qui rend vertueux.

La pratique de la démocratie

Lors de la décolonisation, les Européens ont voulu mettre en place des structures démocratiques calquées sur les leurs. Ils ont contribué à placer à leur tête des hommes remarquables ayant une expérience de la pratique démocratique comme Léopold Sédar Senghor ou Félix Houphouët-Boigny qui furent députés ou ministres français. Dans d'autres pays, ce furent des militaires comme Thomas Sankara au Burkina Faso ou des syndicalistes comme Ahmed Sékou Touré en Guinée qui s'imposèrent et accaparèrent tous les pouvoirs. L'étude de cette époque montre que le président de la république était le point central autour duquel se sont construits la quasi-totalité des systèmes politiques. Ceci a eu pour conséquence dans la plupart des pays de transformer la république en une sorte de monarchie plus ou moins constitutionnelle, tandis que d'autres basculaient dans la dictature, quand ce n'était pas dans la dictature. On est obligé de constater qu'en dehors de rares exceptions, comme la Côte d'Ivoire, cette concentration des pouvoirs n'a pas permis un développement économique réel.



Léopold Sédar Senghor (Sénégal)



Thomas Sankara (Burkina Faso)



Idriss Déby (Tchad)

En dehors de quelques pays, comme le Ghana, le Sénégal, le Niger ou le Congo, il faut du courage ou de l'inconscience pour être opposant dans ces élections aux résultats officiels prévisibles et plus que discutables au regard des règles internationales.

Indiscutablement les pays occidentaux ont fermé les yeux sur les dérives constitutionnelles permettant de se faire réélire et les pratiques antidémocratiques pour se maintenir au pouvoir, de politiciens de plus en plus âgés. En pensant au futur, la question est de savoir si ces vieux sages, qui ont en moyenne 10 ans de plus que les dirigeants européens, sont capables de comprendre et de gérer une population dont 40 % a moins de 15 ans et qui va doubler en une génération. Pourtant, afin d'assurer la stabilité des pays et des sous-régions, nos dirigeants laissent faire et même encouragent ces pratiques contre lesquelles ils réagissent vertueusement quand il s'agit d'autres pays aux frontières de l'Europe. Il est vrai que nombre d'analystes pensent qu'en Afrique seuls des régimes forts, comme le Rwanda, peuvent mener à bien les changements nécessaires dans la durée, mais est-ce le rôle des pays démocratiques de l'encourager en reniant leurs propres valeurs ?

Et n'est-ce pas un jeu malsain que d'entériner des dirigeants sans légitimité démocratique dans une position qui les rend très vulnérables aux pressions et aux menaces extérieures, au détriment des intérêts nationaux ? La légitimité populaire de ses dirigeants est la meilleure garantie d'indépendance d'un pays !

L'ancien président d'Elf, Loïk Le Floch-Prigent, qui est un des meilleurs connaisseurs de l'Afrique, rappelait récemment que, contrairement aux recommandations de la CEDEAO, les Français n'ont rien dit lors de la modification de la constitution du Congo-Brazzaville et du Tchad pour permettre une réélection de leurs présidents en place. Ils ont ainsi laissé ouvrir une brèche dans laquelle se sont engouffrés le Burundi, la Guinée, la Côte d'Ivoire et bien d'autres. Si l'on y ajoute le bourrage des urnes et la chasse aux opposants pouvant prendre le pouvoir, on comprend qu'il ne s'agit plus de promouvoir notre modèle et nos valeurs mais de bénéficier de la situation. Certains chefs d'États savent en tirer parti comme on a pu le voir au Tchad avec l'ancien président Idriss Déby. On considère comme naturelle la démocratie quand ce n'est pas la dictature à partir du moment où elle nous est utile et sert nos intérêts. En dehors de quelques pays, comme le Ghana, le Sénégal, le Niger ou le Congo, il faut du courage ou de l'inconscience pour être opposant dans ces élections aux résultats officiels prévisibles et plus que discutables au regard des règles internationales. Trop souvent ceux qui veulent agir sont marginalisés par ceux qui ont le pouvoir et craignent de le perdre. Pour identifier les



rares pays réellement démocratiques, regardez en Afrique comment sont traités les opposants : emprisonnés comme au Congo-Brazzaville (affaire du général Mokoko), assassinés comme au Rwanda (membres de l'état-major du parti de Victoire Ingabire), obligés de se cacher comme au Togo (cas de l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo), de s'exiler ou disparaître comme au Tchad (les proches des chefs toubous et zagawas), ou rayés des listes de candidatures à la présidence en Côte d'Ivoire (comme Guillaume Soro en dépit des injonctions de la Cour Africaine des droits de l'homme). Malgré les vertueuses indignations de quelques philosophes, nous sommes trop souvent à l'origine ou complices de ces situations par la cécité de certains politiques et le silence de nombreux médias. Il serait pourtant nécessaire de cesser de mettre sur le même plan l'Afrique avec sa majorité de démocraties et l'Europe. Reconnaissons nos différences.

Le modèle occidental et le droit d'ingérence

Les anciennes puissances coloniales ont toujours cru que le développement et le progrès déboucheraient forcément sur le libéralisme et la démocratie à l'européenne puisque cela avait réussi chez elles. L'État de droit reposant sur l'usage d'un Code civil plaçant le citoyen au cœur du système n'avait pourtant rien de commun avec l'Afrique où l'organisation est communautaire et le droit de tradition coutumière. Elles ont eu la prétention de croire que les valeurs, qu'elles défendaient et imposaient par la force dans leurs conquêtes, étaient universelles, alors qu'elles étaient intimement liées à leur culture, leur histoire et leur système de pensée, c'est-à-dire européennes. Elles ont oublié d'intégrer la culture et la réalité locale.

Après la décolonisation, elles ont imaginé le droit d'ingérence (ou encore la « responsabilité de protéger ») qui permet d'envahir un pays au nom de valeurs occidentales qui ne sont pas les siennes, d'autant qu'il n'a pas droit à la parole. Comme ce type d'opération est complété par des opérations de propagande visant à justifier ce qui relève de la raison d'État ou de l'injustifiable, on en est arrivé à des situations curieuses. On a vu un chef d'État ami, reçu en grande pompe à l'Élysée, devenir quelques mois plus tard un fou sanguinaire qu'il fallait éliminer pour sauver le peuple lybien. On a assisté à l'arrestation du chef d'État ivoirien avec l'aide des forces spéciales françaises pour le remplacer par son concurrent afin de limiter des massacres dont on a su plus tard qu'ils n'avaient pas eu lieu. Si « l'Afrique est mal partie » comme le veut un slogan répandu, c'est aussi parce que les anciennes puissances coloniales, et plus générale-

L'État de droit reposant sur l'usage d'un Code civil plaçant le citoyen au cœur du système n'avait pourtant rien de commun avec l'Afrique où l'organisation est communautaire et le droit de tradition coutumière.

ment l'Europe, l'ont mal engagée. La libération du président Laurent Gbagbo des geôles du Tribunal international, sans condamnation, devrait mettre fin à une parodie de justice dont seuls les résistants au système globaliste sont victimes.

La refondation de l'État africain

L'Union européenne et la France devraient pourtant se questionner sur la justesse de leur approche, quand tant de pays africains se sentent plus proches de la démocratie indienne, du modèle chinois, ou des théocraties arabes, alors que d'autres se tournent vers la Russie, renouant avec les liens des guerres de décolonisation. Pour mesurer l'écart de compréhension entre nos élites et les populations locales, il suffit d'écouter les commentaires de nos amis africains sur la Cour pénale internationale, la CPI, « une justice de blancs pour juger les Africains », qui a gardé 10 ans en prison en Europe l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo avant de se résoudre à le libérer faute de preuves. Ce qui, entre parenthèses, interpelle sur ce que l'on nous avait dit et que certains continuent à raconter sur les soi-disant massacres justifiant son renversement. Ce fut une opération du plus pur style de la Françafrique, dont les motifs initiaux interpellent les experts.

Pour faire face à ses besoins de développement, l'Afrique doit se réinventer et elle a les moyens de le faire. Les problèmes de gouvernance étatique, les conflits de tous ordres qui se succèdent et l'impuissance à les résoudre montrent que rien n'est simple. Leur solution passe en priorité, dans les pays concernés, par une refondation de l'État de droit et une redéfinition politique de la fonction présidentielle. Ceci impliquera que chaque pays définisse librement le régime politique le mieux adapté à sa situation, du présidentiel au parlementaire. Au lieu de fermer les yeux ou de tout perdre en donnant des leçons inadaptées à la réalité, nous devons le comprendre et apporter notre expérience en tant que partenaire et ami pour construire un futur commun, toujours dans le respect de la souveraineté des Nations africaines. Nous ne sommes plus à l'époque où la France pouvait imposer ses règles du jeu



Même s'ils ne sont qu'une minorité à tenter le passage, les migrants vers l'Europe continueront d'affluer tant qu'elle distribuera des aides inconditionnelles. C'est pourquoi l'avenir implique de dépasser les dogmes généreux des uns et les refus protectionnistes des autres qui sont totalement inadaptés aux réalités des deux côtés de la Méditerranée.

dans la partie francophone. Il s'agit à partir d'un constat lucide de faire des propositions pour contribuer au redressement d'une situation qui trop souvent se dégrade avec des conséquences désastreuses pour l'avenir de l'Afrique et de nos échanges. Voilà ce qui devrait être un enjeu majeur pour la présidence française de l'union : intéresser enfin toute l'Europe à ses voisins africains !

L'émigration

La situation économique de nombreux pays africains encourage l'émigration vers des zones plus attractives. Cette poussée migratoire continue, et les difficultés d'intégration et d'assimilation qui en résultent inquiètent avec raison les pays du nord de la Méditerranée. Obsédés par les chiffres bruts, on oublie que seulement 10 % des migrants viennent vers l'Europe. Pour

atteindre ce faux eldorado, qui les a colonisés naguère, ces hommes et ces femmes prennent d'énormes risques tout au long du trajet, car ils traversent des zones de guerres ou de trafics en tous genres dans lesquelles ils sont exploités par des trafiquants, des mafias locales, des groupes terroristes et enfin des transbordeurs. Tous leur font payer des droits de passage élevés ou en nature, par le travail forcé ou une exploitation physique ou sexuelle – 4000 € pour traverser la Manche en canot, jusqu'à 15000 € pour traverser le Sahel puis la Méditerranée ! Même s'ils ne sont qu'une minorité à tenter le passage, les migrants vers l'Europe continueront d'affluer tant qu'elle distribuera des aides inconditionnelles. C'est pourquoi l'avenir implique de dépasser les dogmes généreux des uns et les refus protectionnistes des autres qui sont totalement inadaptés aux réalités des deux côtés de la Méditerranée. Il va falloir trouver



En Afrique, les routes de migration sont les mêmes que celles des trafics d'armes, de cigarettes, de produits pharmaceutiques ou de drogues.

avec tous les pays concernés une formule efficace permettant d'intégrer ceux qui le souhaitent vraiment et que nous avons la capacité d'accueillir socialement, et de réadmettre les autres dans leur pays d'origine. Loin du communautarisme des Britanniques et des modes américaines, la réponse passe par l'intégration sous contrôle puis l'assimilation.

En Afrique, les plus défavorisés migrent légitimement des pays pauvres vers les pays riches du continent en y créant beaucoup de problèmes, en particulier en périphéries urbaines. Comme le disait le roi du Maroc Hassan II, et que son fils Mohammed VI a mis en pratique « si vous ne voulez pas de migrants chez vous, construisez des industries de main d'œuvre dans nos pays ». Il y a donc en permanence des mouvements de population qui désertifient les territoires les plus démunis et transforment l'Afrique en une sorte de mosaïque allant des pays riches aux pays très pauvres qui deviennent rapidement des zones de non-droit.

Les trafics illicites

En Afrique, les routes de migration sont les mêmes que celles des trafics d'armes, de cigarettes, de produits pharmaceutiques ou de drogues. On doit également mentionner la montée de la piraterie qui, après avoir été pratiquée par les pêcheurs somaliens et érythréens cornaqués par des organisations internationales mafieuses dans l'océan Indien, est maintenant plus concentrée sur le golfe de Guinée. Les organisations criminelles du monde entier ont compris l'intérêt de ces

pays très pauvres et sans population pour en faire des sanctuaires où elles peuvent régner en maître en achetant les consciences.

N'ayant plus les moyens de financer sa police et son armée pour faire respecter les lois et ses domaines régaliens, l'État abandonne ses prérogatives au profit de groupes criminels très organisés. C'est ainsi que la Guinée-Bissau est considérée par beaucoup comme un narco-État et que cette clé permet de comprendre le coup d'État militaire, contre le président IBK et ses proches, au Mali. Dans ce pays les trafiquants achètent les votes et utilisent les djihadistes et d'autres pour faire circuler la drogue vers les pays du Nord par des filières qui servent aussi pour les cigarettes, les produits pharmaceutiques et les migrants. C'est la raison de l'installation récente de certaines personnalités du milieu venues d'autres pays d'Afrique et d'ailleurs.

Les conflits

Les conflits ethniques millénaires expliquent beaucoup des tensions actuelles comme l'analyse si bien Bernard Lugan dans ses nombreux livres sur l'Afrique. Mais l'on trouve également des zones de conflits où les cibles des compagnies minières internationales s'ajoutent aux intérêts de pays voisins comme on l'a vu au Liberia, en Sierra Leone et au Burkina Faso pour le diamant, ou en Ituri pour l'or et le coltan entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda. Il s'y ajoute aujourd'hui une montée de l'islamisme radical, qui avec l'aide initiale du Qatar et maintenant de la Turquie, va bien plus

loin que la zone des combats au Sahel. Il s'étend dorénavant en Afrique de l'Est de la Somalie au Mozambique et dans la bande sahélienne et sub-sahélienne. Qui a vraiment voulu éliminer Total des gisements du Mozambique, comme des champs gaziers du nord Ouganda ?

Mais il ne faut pas oublier qu'au départ l'Afrique était et reste fondamentalement animiste. L'islam, arrivé progressivement du nord et de l'est dans les cinq derniers siècles avec les marchands arabes et les nomades peuls était majoritairement un islam soufi qui n'a rien à voir avec la radicalité et la charia wahabite. Il en est de même pour les Touaregs qui sont des musulmans dont la culture matriarcale donne un rôle très important aux femmes. C'est la colonisation qui a amené le christianisme, devenu majoritaire grâce au travail de ses missionnaires, en voie de devenir minoritaire face aux sectes américaines, d'un côté, à l'islam rigoriste, ennemi des marabouts, de l'autre. Aujourd'hui, deux groupes essaient de prendre le leadership : les salafistes islamiques au Nord et à l'Est, les évangélistes protestants au centre et au Sud.

Le cas du Sahel

Face à l'islamisme, les gouvernements de l'Est de l'Afrique ont fait appel à des mercenaires pour aider leurs armées à régler le problème, sans succès semble-t-il au Mozambique si l'on en juge par l'attaque de Palma. Au Sahel les Algériens salafistes d'AQMI ont installé deux katibas, soit environ 200 hommes, au Mali en 2007. Ils se finançaient par des prises d'otages et menaient des raids contre des installations militaires ou civiles. En 2011 ils se sont associés avec les mercenaires Touaregs qui assuraient jusque-là la sécurité de Kadhafi. Ces combattants efficaces avaient récupéré avant de partir une grande partie du matériel militaire stocké dans les entrepôts libyens. Ils sont arrivés avec l'objectif de conquérir au mieux l'indépendance, au pire l'autonomie de la zone nord du Mali : l'Azawad. En 2012, devant leur progression rapide, le gouvernement malien a fait jouer la clause d'assistance militaire de la France. Celle-ci a été amenée à engager l'opération Serval en janvier 2013, au niveau régional. Menée conjointement avec les armées locales,



Les conflits ethniques millénaires expliquent beaucoup des tensions actuelles, comme l'analyse si bien Bernard Lugan dans ses nombreux livres sur l'Afrique.





essentiellement l'armée Tchadienne, cette action de contre-guérilla ponctuelle et légère face aux groupes djihadistes et aux filières vers la Libye a été un succès total. De plus, les indépendantistes se sont ralliés à un processus d'autonomie de la zone nord par un accord signé à Alger. Mais rien n'a été suivi d'effet suite à la mauvaise volonté des gouvernements concernés. Devant l'éparpillement des djihadistes sur la zone allant du Nigeria à la Maurétanie, il a été décidé de changer de dimension et de lancer l'opération Barkhane. Comme le dit le général Bentégeat, on est passé à une guerre de coalisés dans un environnement globalement hostile qui a pour objectif de sécuriser une zone immense avec un peu plus de 5 600 militaires français renforcés par 5 000 soldats fournis par les pays du G5 Sahel. Et la partie est jouée; du fait du retrait français programmé, comment l'installation de l'OTAN aurait-elle la moindre chance d'améliorer la situation?

Le Sahel est une zone désertique très sèche et très pauvre qui va de l'Atlantique à la mer Rouge. À côté de l'élevage qui continue d'être une activité importante, des exploitations minières et d'une petite production

agricole, le troc règne en maître et la contrebande est une activité de masse. Les trafics en tous genres permettent depuis fort longtemps à la population de survivre, comme l'explique Guillaume Soto-Mayor dans le numéro 117 de la revue *Recherches internationales*, que tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique sahélienne devraient lire pour comprendre la réalité du terrain. En les gênant par leurs opérations, les Français sont devenus très impopulaires. Ce qui a eu pour effet, à côté des arabes d'AQMI et des Touaregs d'ad-Din, d'avoir les trafiquants peuls regroupés dans un groupe terroriste appelé le Mujao. Ainsi, en dehors des vrais djihadistes qui sont très minoritaires, les mêmes, selon l'heure et le moment, peuvent être djihadistes, trafiquants ou commerçants. De plus, l'étendue de la zone d'action donne aux djihadistes le temps de se reconstituer entre chaque attaque.

La recherche de la paix

Dans une vision réaliste, Barkhane ou Serval, en dépit du courage et de l'efficacité de nos soldats, risquent de signifier la naissance d'un conflit sans fin et surtout sans réelle victoire. Que serait une victoire au Sahel?



Dans une vision réaliste, Barkhane ou Serval, en dépit du courage et de l'efficacité de nos soldats, risquent de signifier la naissance d'un conflit sans fin et surtout sans réelle victoire. Que serait une victoire au Sahel ? Si personne ne peut répondre, personne ne devrait s'engager dans la guerre !



Si personne ne peut répondre, personne ne devrait s'engager dans la guerre ! À l'évidence la solution n'est pas militaire. La paix durable ne peut résulter que d'une action résolue sur les facteurs politiques et sociaux du conflit. Ceci implique un effort important que les pays concernés n'ont pas les moyens de faire seuls. Pour arrêter la guerre il faut que les jeunes en surnombre aient un espoir justifié de mieux vivre. Il faut, comme au Niger après le premier conflit touareg des années 1990, développer l'économie réelle et les infrastructures sur l'ensemble des pays concernés de manière équilibrée entre le Sud et le Nord. Il faut que les minorités constatent que leur gouvernement travaille aussi pour eux, pas seulement pour la capitale et les familles dominantes. Il est impératif de le mettre en valeur, avec l'aide des groupes étrangers exploitant des mines ou des gisements, pour améliorer les conditions de vie de populations très pauvres. Ceci permettra de mieux intégrer les populations touaregs et peuls, incorporer les groupes armés dans l'armée régulière et développer un sentiment de cohésion nationale. Au Niger aujourd'hui il y a 7 ministres touaregs plus le chef d'État-major des armées. C'est l'esprit des accords

d'Alger. Mais rien ne sera possible dans les pays de la zone sans la mise en place d'une bonne gouvernance par des incitations, des aides et du conseil à des dirigeants ayant réellement la volonté d'aboutir à une solution consensuelle efficace pour construire la paix.

Les liens économiques

Cette démarche s'inscrit dans celle plus vaste visant à créer des relations économiques étroites avec les pays africains. Les Chinois ont annoncé lors d'un colloque à Abidjan les 8 et 9 octobre 2020 qu'ils allaient ouvrir 82 voies avec 48 pays africains pour développer des liens économiques. On aurait donc tout intérêt à s'inclure dans la nouvelle alliance prônée par Jean-Claude Juncker, ancien président de la Commission européenne et président d'honneur de la Fondation Afrique-Méditerranée-Europe, chère à Élisabeth Guigou, pour établir des ponts dans la durée par des accords entre nos continents. Dans cette terre des possibles où s'esquissent les figures du monde à venir, comme le décrit magistralement le professeur marocain Soufyane Frimousse dans son livre *Africa Positive Impact*, il faut changer notre logiciel et arrêter de déni-



grer le faire à l'africaine en ne croyant qu'au management à l'anglo-saxonne ou à l'européenne. De nombreux exemples montrent que l'Afrique est capable de concilier tradition et modernité dans une évolution managériale spécifique dans laquelle la pratique de l'intelligence sociétale intègre la culture ainsi que le respect des croyances et des usages de la population.

Une communauté de destin

En dépit de l'agressivité d'une minorité des Africains vivant en France qui réagissent contre nous pour des problèmes existentiels et sociétaux qu'ils sont incapables de régler sans bouc émissaire, et qui sont parfois instrumentalisés par des puissances hostiles à l'amitié franco-africaine, l'histoire des relations entre l'Europe du Sud et l'Afrique montrent que nous avons une communauté de destin. La séparation n'est pas une option ! Nous avons tout intérêt à tisser conjointement des liens économiques et d'échanges avec les pays africains qui le veulent. Il s'agit de les accompagner dans leurs évolutions et leurs recherches de solutions spécifiques nouvelles, en contribuant sous une forme ou une autre à leur développement économique. Pour y arriver il faut sortir des schémas simplistes et univoques délivrés par des médias et des réseaux sociaux manipulés par des groupes de pression aux intérêts économiques ou politiques variés. Du racisme à rebours de l'anticolonialisme primaire en passant par la réécriture de l'histoire, leur caractéristique commune est le dénigrement de l'action passée, présente et future de notre pays en Afrique. En matière d'immigration comme de croissance économique, nous n'avons à subir, nous devons choisir !

Il est évident que le continent africain nous réserve encore des surprises. C'est une zone riche en matières premières avec une population jeune qui veut s'en sortir, qui veut vivre et travailler au pays chaque fois que c'est possible. Loin des processus de repentance qui ne riment à rien, car l'histoire ne se refait pas, la vérité finit par sortir, comme on peut le voir par exemple avec le livre de de Judi Rever, *Rwanda, l'éloge du sang* (ou avec l'article publié la revue IDées n° 2) qui complète utilement le rapport Duclert, et elle est rarement manichéenne.

Oublions le passé pour construire un avenir commun. Oublions surtout le délire universaliste qui voudrait que l'Afrique n'aspire qu'à devenir une Europe comme les autres ! Réalisme et modestie vont de pair en Afrique, pour notre bien commun. C'est un marché pour nous comme nous sommes un marché pour eux. Il peut aussi bien nous pénaliser que contribuer positivement à notre évolution future. Une de nos erreurs fut de ne pas le comprendre et d'oublier d'intégrer cette dimension lors de la création de l'Union européenne.

Ceci s'est aggravé avec l'arrivée massive des pays du Nord et de l'Est de l'Europe qui ne se sentent pas concernés par les relations avec l'Afrique et qui bloquent les initiatives africaines des pays riverains de la Méditerranée. La relance de l'Euro-Méditerranée, torpillée en son temps par les Allemands et leurs alliés de l'Europe du Nord, serait un élément de réponse. Mais il faut aller plus loin car le temps passe. L'Afrique évolue positivement et le reste du monde s'y intéresse. Après notre longue histoire commune, il serait dommage de rester sur le bord de la route. ■



Il est évident que le continent africain nous réserve encore des surprises. C'est une zone riche en matières premières avec une population jeune qui veut travailler, pour produire et faire de la transformation en créant de la richesse.





LA VIE

« La vie n'a qu'un sens : y être heureux. Si la vie n'est pas synonyme de bonheur, autant ne pas vivre. »

Henry de Montherlant, *Carnets*

- 114** **Rencontre**
Les derniers pêcheurs artisanaux
de l'île d'Yeu
- 118** **Droit et démocratie**
Le devoir de réparer comme remède
à l'obsolescence programmée
- 130** **Livre**
Un malheur digne, avare de mots,
des images de la vie que l'on tue



Rencontre

Les derniers pêcheurs artisansaux de l'île d'Yeu



Par France Jamet,

Députée française ID au Parlement européen, membre de la Fondation ID

Île d'Yeu, 1990. Une centaine de bateaux de pêche, de toutes formes et de toutes couleurs, sont amarrés aux quais du port de Joinville. Cette flotte bigarrée produit la moitié des richesses de l'île, qui s'enorgueillit d'être la seule de sa taille, en Europe, à posséder sa propre criée, symbole

de son identité forgée avec et par la mer. Trente ans plus tard, le port de plaisance est comble, mais le port de pêche est clairsemé. La criée a fermé et le prix du poisson débarqué à l'île d'Yeu est fixé aux Sables d'Olonne, sur le continent. Seuls quelques bateaux subsistent, survivants de la violente restructuration imposée au monde de la pêche au tournant des années 2000.



C'est sur l'*Étendard*, long d'une dizaine de mètres, que France Jamet, membre de la Commission pêche du Parlement européen, a embarqué une matinée de ce mois de juillet. Il y a le patron pêcheur, David, et son fils Alex, qui, il l'espère, prendra sa succession. Ils aiment leur métier. Ils aiment la mer, jouissent de ses richesses tout en entendant les préserver avec des méthodes de

pêche responsables et sélectives : hameçons et casiers.

Tôt le matin, par cette météo mitigée qui caractérisa l'été 2021, ils lèvent l'ancre de l'*Étendard* en direction du plateau de Rochebonne, haut-fond situé au large des côtes vendéennes. Le site abrite des cétacés – dauphins, marsouins, globicéphales noirs – mais aussi de nombreuses espèces de poissons, notamment les bars et les merlus. Là où les récifs sont les plus hauts, et la houle la plus agitée, seuls des bateaux de taille modeste comme l'*Étendard* peuvent circuler – à condition d'avoir le cœur accroché ! Après à trois heures et demie de route, les premiers casiers sont relevés, les homards sont de belle taille mais plus rares en cette fin de saison. Un gros crabe est aussi tiré de l'eau : « Il est blanc, pas comestible ni vendable, donc on va le laisser grossir encore. Une belle grosse bête comme ça, elle va faire des petits pour l'avenir ! » dit Alex, avant de relâcher le crustacé à la mer.

CI-CONTRE

La pêche, une passion intergénérationnelle. David Bénéteau (au second plan), patron-pêcheur et propriétaire de l'*Étendard* (12 m), et son fils Alex (premier plan), font la relève des casiers à crustacés.



Même traitement pour un poisson-lune qui repart aussitôt dans les flots, sa viande ne étant interdite sur les marchés européens. L'hameçon ne tue pas les prises involontaires et il épargne les dauphins trop souvent pris dans les filets des gros chalutiers qui sillonnent les fonds au-delà du plateau. La quantité de ses prises est plus que raisonnable. C'est bien là toute la raison d'être de la pêche artisanale, que certains organes de presse et certaines associations écolo, par sottise ou par paresse, vont pourtant mettre dans le même filet que la pêche industrielle... Et comme si cela n'était pas suffisant, il faut aussi se heurter aux absurdités de l'Administration et aux directives européennes complètement décalées de la réalité.

Un savoir-faire et un métier menacés

Ainsi, le père et le fils savourent ces dernières semaines où ils peuvent encore fréquenter le haut-fond de Rochebonne. Depuis le 26 avril dernier en effet, le site fait l'objet d'un arrêté gouvernemental le déclarant zone de cantonnement. Toute activité de pêche y sera bientôt interdite pour une décennie au moins, y compris les méthodes aux arts dormants (sélectives) qu'utilise *l'Étendard*. Pour David, c'est plus de 60 % de son chiffre d'affaires qui se retrouve menacé par cette restriction, son entreprise familiale mise en danger, un savoir-faire qui se perd et un métier qui disparaît.

Ils ne sont certes qu'une petite dizaine à venir encore fréquenter le haut-fond de Rochebonne. Pourquoi alors en parler ? Parce Rochebonne est un symbole : une fois encore, c'est la petite pêche artisanale que les pouvoirs publics préfèrent sacrifier, toujours au

CI-DESSUS

David Bénétou pratique une méthode de pêche traditionnelle sélective, inoffensive pour la biodiversité : à l'hameçon et casiers.

CI-CONTRE

Eddy Plessis, patron-pêcheur du *Listao*, s'inquiète de la sanctuarisation des espaces maritimes (autrement dit, leur privatisation) que les ONG, les multinationales et les pouvoirs publics confisquent aux pêcheurs artisanaux.



À gauche : Alex Bénétteau espère succéder à son père et perpétuer la tradition familiale.
Photo de droite : David Orsonau, patron-pêcheur du *Mammouth*, dont l'activité de pêche à la ligne est menacée par la concurrence déloyale et écocide des chalutiers géants autorisés par l'UE.

profit de la pêche industrielle et de ses chalutiers géants qui fréquentent la haute mer, sous la pression, il faut le dire, des lobbys et des multinationales. Sûrement les autorités gouvernementales avaient-elles besoin de s'offrir à peu de frais une bonne conscience environnementale : dans le même temps, le site voisin de Noirmoutier sera saccagé par la construction prochaine de soixante-deux éoliennes marines, réclamées par les impératifs du « Pacte vert » pour l'Europe, auxquels nos dirigeants ne manquent jamais de se soumettre servilement.

La pêche industrielle, catastrophe écologique

« Ils détruisent d'un bord tout un fond pour faire un parc éolien, et de l'autre bord, ils mettent une zone en réserve », commente Alex, désabusé. Puisqu'il s'agit de sacrifier la pêche artisanale de Noirmoutier, les

pêcheurs de l'île d'Yeu devront connaître le même destin : tel est le sens singulier de l'équité et du « développement durable » selon le gouvernement. Plus loin, au retour au port de la côte vendéenne, des cageots nau-séabonds débordent de centaines de poissons éventrés, pourrissant au soleil dans une odeur fétide. Tel est le triste spectacle des rejets des dépassements de quotas de la pêche industrielle, lorsqu'ils ne sont pas directement rejetés morts en pleine mer... Mais elle, parce qu'elle paie suffisamment cher ce droit, ne sera pas inquiétée et continuera d'assassiner les océans sans vergogne. Somme toute, *l'Étendard* porte bien son nom : au-delà de son cas particulier, voyons-le comme le porte-voix d'un modèle de pêche, d'un mode de vie et de consommation, d'une identité enracinée, gravement mis en danger par l'hypocrisie d'une caste mondialiste de décideurs totalement déconnectés. ■



« Le témoignage de ces pêcheurs pose la question d'une pêche qui a été sacrifiée, persécutée, tenue aujourd'hui à bout de bras par des hommes de bonne volonté. Cette pêche durable, traditionnelle sur le plateau de Rochebonne, mérite d'être défendue. Nous avons la responsabilité en tant que politique de le faire, et c'est ce que nous nous engageons à faire ! »

France Jamet

Nous avons à plusieurs reprises, et encore dans ce numéro, interrogé les rapports entre le droit et la démocratie. Cette interrogation, et les débats qu'elle suscite, sont au cœur de la politique européenne. Mais elle doit être étendue. Par exemple, il est urgent d'examiner les rapports que le droit, et l'extension des droits dont l'Union européenne fait constamment son arme, entretiennent avec l'environnement. Les décisions que les clauses assurant la protection des investissements étrangers ont conduit à prendre certains tribunaux d'arbitrage a choqué. Ailleurs, c'est le caractère absolu du droit de propriété, droit d'usus et d'abus, qui semble pouvoir porter gravement atteinte à la protection de l'environnement – par exemple, le droit d'un propriétaire de terrain d'y implanter des éoliennes contre l'avis de ses voisins et des riverains. Bref, entre le droit de propriété, le droit commercial, le droit des échanges internationaux et l'environnement, il vaut la peine d'y voir plus clair. C'est le travail que la Fondation a demandé à Renaud Beauchard, avocat au Barreau de Washington et enseignant à l'École nationale de la magistrature. Plus qu'un rapport, le livre, la thèse même que Renaud Beauchard a consacrée à ce sujet sera bientôt publiée par la Fondation ID. En attendant sa parution, nous publions dans la Revue le chapitre éclairant consacré à l'obsolescence programmée, ce sujet au cœur de l'économie circulaire, de l'économie de la réparation, mais aussi des droits de propriété des industriels.

Droit & Démocratie

Le DEVOIR de réparer *comme remède à l'obsolescence programmée*

Par Renaud Beauchard,

Cet article est tiré du travail de maître Renaud Beauchard, avocat au Barreau de Washington, sur les confrontations à venir entre droit de propriété et droit de l'environnement, que publiera la Fondation Identité et Démocratie en février 2022.

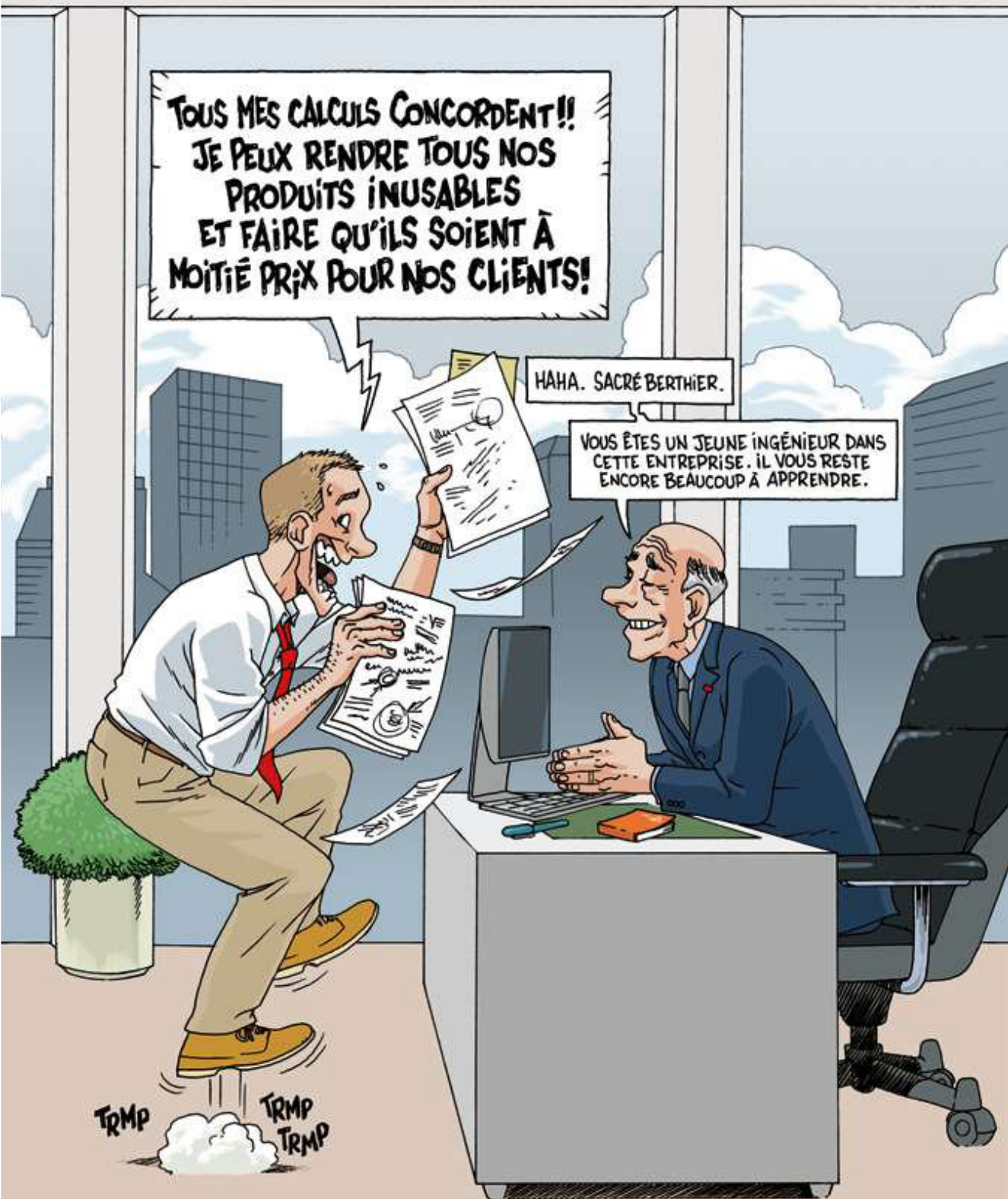


**TOUS MES CALCULS CONCORDENT!!
JE PEUX RENDRE TOUS NOS
PRODUITS INUSABLES
ET FAIRE QU'ILS SOIENT À
MOITIÉ PRIX POUR NOS CLIENTS!**

HAHA. SACRÉ BERTHIER.

VOUS ÊTES UN JEUNE INGÉNIEUR DANS
CETTE ENTREPRISE. IL VOUS RESTE
ENCORE BEAUCOUP À APPRENDRE.

TRMP
TRMP
TRMP



Au détour d'une conversation avec un marin américain en 1831, Tocqueville avait saisi le lien profond qui unit la foi dans le progrès et l'obsolescence programmée : « Je rencontre un matelot américain, et je lui demande pourquoi les vaisseaux de son pays sont construits de manière à durer peu, et il me répond sans hésiter que l'art de la navigation fait chaque jour des progrès si rapides que le plus beau navire deviendrait bientôt presque inutile s'il prolongeait son existence au-delà de quelques années. » Plus d'un siècle et demi avant la théorisation par les gourous de la Silicon Valley de la « disruption », la « mauvaise qualité » en tant que corollaire de la foi dans le progrès, le progrès entendu comme une « succession de ruptures et de discontinuités », comme l'affirme Matthew Crawford, était donc déjà intériorisée par l'homme de la rue américain.

Cette prédisposition de longue date à l'obsolescence programmée qui est inscrite dans la psyché de l'homme moderne fait prendre conscience du caractère désinvolte de l'initiative du législateur français lorsque celui-ci, en 2015, a créé un délit d'obsolescence programmée codifié à l'article L441-2 du Code de la consommation. En faire un délit revient à réduire le champ de vision sur une pratique répandue en camouflant en effet pervers de la société de croissance un des principes qui la sous-tend ontologiquement, celui de l'obsolescence économiquement planifiée des objets et des hommes.



Alexis de Tocqueville

L'obsolescence programmée n'est pas un incident marginal de conduite des affaires, pas plus qu'un complot ourdi en silence par des esprits mal intentionnés, mais un des principes cardinaux sur lesquels reposent, non seulement la production de presque tout ce qui entoure l'homme contemporain, mais aussi la manufacture des désirs des consommateurs.

Car si l'obsolescence programmée des vaisseaux de la marine américaine était déjà aussi naturelle que l'air qu'il respirait pour l'Américain ordinaire de 1831, elle est par la suite devenue un principe codifié du fonctionnement du capitalisme de consommation au moins depuis les années vingt avec le sloanisme.

Du nom d'Alfred Sloane, fondateur de General Motors, le « sloanisme » est venu compléter les innovations du management scientifique et du fordisme dans la production par l'institution d'un certain nombre de principes fondateurs du marché de consommation de masse. Le sloanisme instituait notamment le changement annuel de modèle, l'amélioration constante des produits, l'association du produit à un statut social et il codifiait l'obsolescence programmée sous le nom d'obsolescence dynamique. Il s'agissait d'inculquer un appétit de changement illimité chez le consommateur en produisant une insatisfaction chronique vis-à-vis des modèles passés en comparaison des nouveaux. Comme l'avait analysé, entre autres, Christopher Lasch, de la même façon que la socialisation taylorienne et fordienne de la production avait rendu la population dépendante du marché de l'emploi et redéfini le travail comme le moyen de se procurer des satisfactions extérieures à lui, le sloanisme avait pour objet de resocialiser les individus en consommateurs. En vertu de ses principes, de même que l'employé salarié est resocialisé comme un rouage d'un mécanisme de production qu'il ne contrôle pas, le consommateur est conditionné par des normes comportementales déterminées en dehors de lui, notamment par la propagande publicitaire, afin de le pousser irrésistiblement à acheter des marchandises qu'il n'a pas produites, dont il ne sait pas comment elles l'ont été et dont il parvient même à perdre de vue les raisons pour lesquelles il les désire.

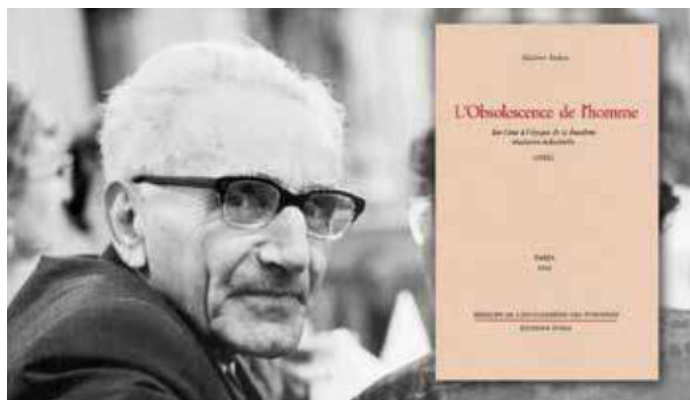
Il s'ensuit un véritable changement de paradigme dans le rapport à la norme, qui n'a plus pour objet, comme l'avait analysé Günther Anders, de fabriquer un monde, mais de naturaliser l'obsolescence généralisée qu'implique le fonctionnalisme machinique de la société de croissance. Comme on peut l'observer avec l'inquiétant phénomène de masse des « hoarders » (accumulation compulsive) aux États-Unis, ou avec la récupération par Netflix du phénomène Marie Kondo, l'obsolescence programmée est au cœur d'une conception de l'économie

qui ne peut continuer à prospérer que si les produits qu'elle génère sont économiquement planifiés pour être désuets. La production organise le « meurtre sciemment prémédité » de ses produits parce qu'il faut entretenir l'illusion que le monde humain s'effondrera s'il cesse d'être asservi à une économie dont le propre est de croître comme un feu, comme une sorte de Baal demandant de plus en plus de sacrifices. Ce Baal moderne, c'est la société technicisée à outrance, où l'homme qui consomme des produits qui ne lui procurent plus aucune expérience pratique, est au fond dépossédé de tout sentiment véritable d'appropriation en raison d'une « livraison de produits qui nous privent et nous rendent incapables d'expérience ».

Le fait de consommer des produits interchangeables et éphémères conçus pour faire échapper l'homme à tout rapport pratique avec la nature, redéfinit profondément la liberté humaine. Celle-ci n'est plus une liberté active entendue comme un engagement actif avec le monde extérieur, mais elle est redéfinie comme une liberté passive consistant à s'en protéger. Il s'agit d'un rapport narcissique au monde au sens où l'entendait Freud selon lequel le narcissique s'exclut symboliquement du monde pour ne pas s'y confronter.

De ce point de vue, l'obsolescence des objets opère un constant rappel de la propre obsolescence de l'homme et de sa conclusion logique qu'être libre dans le monde socialement agnostique de la société de croissance, pour paraphraser de nouveau Anders, c'est accepter, sans ménagement possible, la condition d'obsolescence.

L'impératif catégorique de l'obsolescence, en effet présent dans la psyché de l'individu contemporain, entretient en effet l'idée que, comme les produits qu'il consomme, il n'est qu'un homme parmi d'autres, dont



la valeur tient dans sa résignation, voire son enthousiasme, à sa condition éphémère, ou plus exactement à l'idée qu'il est né à la seule fin de mourir. L'humanité qui traite le monde en tant que « monde-à-jeter » selon l'expression d'Anders, se traite elle-même comme une « humanité-à-jeter ». La mort n'est plus entendue comme la conclusion de la vie, mais comme le but vers lequel elle tend, d'où l'obsession contemporaine pour la repousser sans cesse, fût-ce en sacrifiant tout ce qui fait qu'une vie vaut d'être vécue, comme on l'a vu avec la grande peur du Covid. Paradoxalement, la quête d'immortalité du projet transhumaniste et posthumaniste transforme la mort en un projet de vie, potentiellement éternel.

Au vu de la centralité dégagée par Anders de l'obsolescence dans l'économie croissancière, il y a donc un côté pour le moins paradoxal dans l'initiative du gouvernement français consistant à pénaliser l'obsolescence programmée par la loi sur la transition énergétique pour la croissance [sic] verte. Cette loi qui prétend promouvoir l'idée d'une économie circulaire est en fait un exemple de plus de ces législations décoratives chargées de jeter un voile pudique sur l'une des tendances lourdes d'un modèle économique croissancier en présentant le malaise qu'il génère comme trouvant sa source dans des écarts isolés de conduites de mauvais acteurs sanctionnables par des mesures de circonstance pratiquement inapplicables. Aux problèmes posés par un des éléments constitutifs du « progrès » et de la « croissance », la réponse est de désigner pour les sanctionner des délits marginaux.

Cette méthode n'est pas nouvelle. Présenter comme des méthodes déviantes, comme le fruit de l'action d'esprits maléfiques agissant dans l'ombre, une pratique pourtant universelle, centrale, constitutive d'un système, est l'expression même du camouflage chez Günther Anders, qui ne signifie pas l'abdication devant la tâche

d'expliquer des phénomènes opérant dans l'invisible mais des «amplifications qui étouffent la voix de la vérité». Il s'agit d'un mode de gouvernement éprouvé des régimes en train de vaciller sur leurs bases. Pénaliser l'obsolescence programmée, c'est-à-dire la soumettre au régime impossible du fardeau de la preuve pénale, est un peu comparable à ces assemblées décrites par Tocqueville dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, «composées tout entières de propriétaires exempts de la taille, lesquels entendaient bien continuer à l'être, [qui] n'en peignaient pas moins des couleurs les plus noires les maux que cette taille infligeait aux pauvres.» Et Tocqueville de poursuivre: «Ils composaient de tous ses abus un tableau effroyable dont ils avaient soin de multiplier à l'infini les copies.»

Comme l'expose Anaïs Michel dans un article récent, traiter le sujet de l'obsolescence programmée pour y trouver remède impose de quitter la ligne de fracture binaire entre producteurs responsables et consommateurs victimes pour l'analyser comme un phénomène plus global, trouvant sa source non seulement dans le comportement intéressé des producteurs, designers, publicitaires, mais aussi dans le comportement de ceux qui les vendent, les achètent et les utilisent. Le terme même d'obsolescence programmée, organisée, ou planifiée, serait à cet égard trompeur, dans la mesure où il escamoterait le rôle des autres acteurs économiques que le producteur, notamment le consommateur. Anaïs Michel lui préfère donc le terme d'obsolescence «prématurée» qui permet de couvrir toutes les facettes du phénomène d'obsolescence des produits et services.



Anaïs Michel

Nous lui préférons encore davantage les termes d'obsolescence «programmée» ou «économiquement planifiée», qui traduisent mieux que le terme d'obsolescence «prématurée» les fondamentaux cybernétiques de notre système économique. La doctrine qui s'est penchée sur le sujet en a distingué au moins cinq types distincts qui peuvent être cumulatifs.

- Le premier est l'**obsolescence matérielle**, qui inclut les cas de produits munis d'un dispositif électronique bloquant la durée d'utilisation d'un produit au bout d'une durée d'utilisation bien précise, ceux fabriqués volontairement avec une composante plus fragile, ou encore les produits pour lesquels les pièces détachées sont virtuellement inaccessibles.
- Une seconde forme d'obsolescence programmée est l'**obsolescence technologique** par l'incompatibilité ou la non-disponibilité des pièces de rechange et accessoires ou le constant renouvellement des systèmes d'opération qui finissent par rendre toutes les fonctionnalités d'un smartphone inutilisables.
- Une troisième forme est celle de l'**obsolescence économique**, lorsque le prix de réparation ou d'entretien dépasse le prix du remplacement.
- Une quatrième forme est celle de l'**obsolescence réglementaire** qui consiste, comme son nom l'indique, à limiter la durée de vie de certains biens par la réglementation (cas actuel des véhicules diesel, puis de tous les véhicules à moteur à explosion). Celle-ci peut être liée à des changements technologiques (par exemple le changement du parc des téléviseurs avec le passage de l'analogique au numérique) ou de sécurité (interdiction ou limitation de certaines substances dangereuses). Dans cette rubrique, on trouve même une **obsolescence écologique**, qui pousse le consommateur à renouveler un appareil sous prétexte qu'il consommera moins (cas des lampes à incandescence remplacées par des lampes halogènes).
- Et enfin, on observe une **obsolescence psychologique** ou d'évolution, consubstan-

tielle de l'accélération des phénomènes de modes, qui tend à rendre les produits peu attrayants ou insatisfaisants aux yeux des consommateurs.

Dans le détail, la loi française est problématique à maints égards. Dans son contexte tout d'abord, dans la mesure où elle s'insère dans le cadre d'un Plan national de prévention des déchets 2014-2020, qui s'inscrit lui-même dans l'intégration dans le droit français de l'article 29 de la Directive 2008/98/CE en matière de déchets, justifié par les articles 4 et 22 de la Directive 2012/19/UE. Réduire l'obsolescence programmée à une question de réduction des déchets n'aborde le phénomène d'obsolescence des produits que sous l'angle de la valeur d'usage, et occulte complètement sa dimension propédeutique de préparation des conditions mentales à un monde jetable. Et qu'en est-il de l'aspect économique, l'injonction de changer des appareils et des objets en parfait état de fonctionnement inversant la relation vendeur-acheteur et supprimant la fameuse liberté de choix du consommateur – donc, tout simplement, le marché.

Dans la définition donnée des pratiques incriminées ensuite. L'article L 441-2 du Code de la consommation définit la pratique d'obsolescence programmée comme étant le « recours à des techniques, par lesquelles le responsable de la mise sur le marché d'un produit vise à en réduire délibérément la durée de vie pour en augmenter le taux de remplacement ». Comme l'expose Anaïs Michel, le choix des mots « obsolescence programmée » et « délibérément » et les limitations par rapport au texte initial pour lequel avait opté l'Assemblée nationale font présumer que l'intention du législateur a été de limiter le champ d'application de l'article aux seuls cas d'obsolescence matérielle des produits.

Et dans son régime de preuve enfin. Selon l'article L 441-2 du Code de la consommation, il incombe en effet au consommateur de rapporter la preuve :

1. de la réduction de la durée de vie du produit,
2. de l'intention délictueuse du professionnel,
3. du mobile consistant en l'augmentation de la fréquence de remplacement du produit.

Il lui incombe donc, en premier lieu, de démontrer de manière objective la durée de vie moyenne, ou durée de vie normative, définie par les autorités normatives comme l'ADEME en la comparant à leur durée de vie réelle, ou « durée d'usage », ce qui implique un recours à de lourdes expertises coûteuses en plus de l'accès à des informations auxquelles le consommateur n'a en général pas accès.

Si le consommateur ou une association de consommateurs parvient à surmonter cet obstacle, il doit ensuite

rapporter la preuve de l'élément moral du professionnel, c'est-à-dire de sa connaissance de la mauvaise qualité du produit, qui n'est pas moins un chemin encombré d'embûches, particulièrement en l'état d'une conception de la preuve en justice qui devient de plus en plus littérale, reposant sur la recherche du « smoking gun » (pistolet fumant) et rejetant de plus en plus la méthode du faisceau d'indices, accusée de convoquer la subjectivité des juges dans un monde en demande progressivement croissante d'objectivité incontestable. Enfin, le plaignant ou les autorités de poursuite doivent rapporter la preuve du mobile de la pratique, c'est-à-dire qu'ils doivent rapporter la preuve d'une stratégie commerciale ayant spécifiquement pour objet d'augmenter le taux de remplacement du produit. Dans la mesure où il s'agit de la stratégie commerciale inavouée de la fabrication de tous les produits de consommation consistant en une réduction constante des coûts de production pour offrir au consommateur des produits au plus bas coût possible, cette preuve apparaît bien impossible à apporter.

En conclusion, le législateur français a créé un délit concernant potentiellement tous les produits manufacturés en série qui ne peut fonder des poursuites qu'à l'encontre de professionnels qui seraient assez fous pour avouer publiquement la mise sur le marché de produits délibérément conçus pour être de mauvaise qualité à la seule fin d'augmenter leur fréquence de remplacement.

On ne saurait trouver de meilleur exemple de camouflage au sens qu'en donne Anders.

Le législateur français n'est pas le seul à s'être intéressé à la question qui est abordée par l'objectif n° 12 du Sommet du développement durable de 2015 consacré aux modes de production et de consommation responsables. L'Union européenne n'est pas non plus en reste dans son plan d'action sur l'économie circulaire de 2015, dans son projet Horizon 2020 et dans son plan d'action pour le Pacte vert pour l'Europe, qui prévoit d'examiner la nécessité d'un « droit à la réparation » et luttera contre l'obsolescence programmée des appareils, en particulier dans le domaine de l'électronique. Embrayant le pas à ce plan d'action, le Parlement européen a adopté une résolution le 25 novembre 2020 comportant de nombreuses recommandations détaillées en vue d'un dispositif juridique de lutte contre l'obsolescence programmée. Ces recommandations comportent pour l'essentiel des obligations d'information précontractuelle et d'étiquetage renforcées, prenant en compte la

durée de vie des produits et leur réparabilité, et d'alignement de la durée des garanties juridiques sur la durée de vie des produits. Mentionnons encore la directive écoconception, les écolabels, la Directive sur la garantie des biens de consommation et la Directive sur les pratiques commerciales et déloyales, qui ont toutes été envisagées par des commentateurs comme offrant des moyens de lutter contre l'obsolescence prématurée.

Selon Anaïs Michel, en application de la directive de 2005 sur les pratiques commerciales et déloyales, un professionnel qui adopte une stratégie commerciale rendant ses produits prématurément obsolètes s'expose « incontestablement » à des sanctions sur le fondement de la directive selon le système en cascade à trois échelons prévu à son article 5. C'est d'ailleurs sur le fondement de la loi intégrant cette directive dans l'ordre juridique italien que l'autorité italienne de la concurrence a considéré que les pratiques utilisées par Apple et Samsung dans la mise en œuvre des mises à jour de leurs smartphones, qui entraînent une diminution de la performance et de la rapidité des appareils, étaient trompeuses et agressives, provoquant à terme la nécessité pour le consommateur de remplacer le produit. Toutefois, le montant ridiculement faible des amendes infligées à ces géants de l'industrie électronique (respectivement 10 et 5 millions d'euros), l'absence de mention à l'annexe I de la directive de 2005 sur l'obsolescence programmée parmi les pratiques prosrites et dans les lignes directrices de 2016 relatives aux pratiques commerciales déloyales, et le caractère fragmenté, vague et évasif des termes consacrés aux dispositifs de lutte contre l'obsolescence programmée dans les textes européens et nationaux, témoignent du fait qu'il s'agit d'un objectif de politique européenne de faible priorité.



Le Parlement européen a voté le 25 novembre 2020 une importante résolution sur l'obligation de réparer et la garantie de bon fonctionnement des produits industriels, qui devrait faire franchir une nouvelle étape à l'économie circulaire.



En ancrant délibérément la lutte contre l'obsolescence programmée comme un nouveau développement du droit de la consommation, les producteurs de normes se condamnent à ancrer la lutte contre l'obsolescence programmée au sein du paradigme croissanciel, comme en atteste le titre même de la loi française dans lequel est inséré le délit d'obsolescence programmée. En proclamant dans toutes les déclarations de principe la nécessité de «trouver un équilibre entre l'allongement de la durée de vie des produits, la transformation des déchets en ressources (matières premières secondaires), la symbiose industrielle, l'innovation, la demande des consommateurs, la protection de l'environnement et la politique de croissance», les institutions européennes s'assignent des objectifs contradictoires. Faire figurer la croissance, un terme jamais défini, jamais élucidé, et seulement flanqué d'adjectifs en forme d'oxymore comme la croissance verte ou croissance durable, témoigne d'une volonté de ne pas s'interroger sur le caractère ontologique de l'obsolescence dans le modèle économique croissanciel. Une volonté véritable de lutter contre l'obsolescence des produits ne saurait s'exprimer que dans des cadres juridiques reflétant le désir d'en finir avec un modèle économique «croissanciel» fondé sur l'obsolescence, en attaquant le problème à la source, c'est-à-dire dès l'autorisation de la mise sur le marché, une voie totalement absente des textes les plus ambitieux en la matière.

Un dispositif juridique pourrait parfaitement être envisagé qui postule une durée de vie la plus longue possible pour toute une gamme de produits, allant des smartphones aux appareils électroménagers en passant par les automobiles, qui consisterait à privilégier une durabilité fonctionnelle au renouvellement constant des fonctionnalités. L'encouragement à la création et à l'investissement dans des entreprises fabriquant des produits durables, réparables et évolutifs pourrait être rendu attractif par les réformes comptables suggérées plus haut, ainsi que par d'autres mécanismes incitatifs afin de rediriger l'épargne vers un secteur industriel de la durabilité et son corollaire consistant dans un marché de la réparation.

À l'inverse, la première sanction pour les fabricants de produits jetables devrait être l'obligation de les réparer, à leurs frais bien entendu !

Il est évident qu'un tel projet constitue un changement révolutionnaire du modèle économique du marché à la consommation tel qu'il existe, mais la crise écologique impose de se poser la question du choix incompatible entre la perpétuation d'un modèle industriel fondé sur l'obsolescence économiquement planifiée des objets et des hommes et la transition vers un projet économique économe en ressources et en données et traitant l'espèce humaine comme une fin en soi, et non comme une matière extractive.

Du droit à la réparation au devoir de réparer

Les développements qui précèdent font apparaître un lien indéfectible entre la nécessité absolue pour le droit de se saisir du problème de l'obsolescence économiquement planifiée des produits et le droit à la réparation.

Popularisée par le mouvement DIY (Do It Yourself), l'expression «droit à la réparation» qui a maintenant fait son chemin jusque dans le plan d'action de l'Union européenne pour la nouvelle donne verte européenne, est d'abord apparue aux États-Unis.

Le mouvement Right to Repair est né aux États-Unis dans le secteur industriel dans lequel est apparu le sloanisme. Entretien d'une passion fusionnelle pour l'automobile en tant que symbole de l'«American Way of Life», les États-Unis connaissent un grand nombre de bricoleurs et de réparateurs-créeurs de voitures symbolisés par la culture du «Hot-rodding» qui consiste à reconfigurer des véhicules selon les désirs de leur propriétaire. L'État du Massachusetts a été la première localité au monde à adopter une loi garantissant aux propriétaires de véhicules un droit à la réparation. Cette loi était cependant d'une ambition tout à fait limitée, dans la mesure où elle ne traitait pas des multiples logiciels intégrés dans les automobiles contemporaines et où elle se bornait à exiger des fabricants qu'ils fournissent ou commercialisent à l'attention des réparateurs indépendants et des propriétaires «les mêmes diagnostics et informations aidant à la réparation, y compris les actualisations techniques et aux fins de réparation que celles qu'ils communiquent à leurs concessionnaires». C'est sans doute ce manque d'ambition qui explique pourquoi les grands groupes automobiles ont signé un accord étendant à la totalité du territoire américain les protections garanties par la loi du Massachusetts.

En revanche, ce mouvement a gagné deux autres segments importants de réparateurs indépendants et de consommateurs de produits manufacturés : celui des tracteurs agricoles et des smartphones, paradoxalement pour les mêmes raisons, qui en ont fait principalement un mouvement à forte connotation technologique.

Avec la multiplication des logiciels intégrés dont la propriété est réservée au fabricant équipant les tracteurs, les équipementiers, comme le leader mondial des machines agricoles John Deere, ont adopté des restrictions comparables à celles des fabricants vendant des logiciels et des produits lourdement équipés de logiciels.

L'une de ces techniques particulièrement problématiques est celle des logiciels nommés «Technological protective measures» (TPM), dont jusque très récemment le fait de les contourner était constitutif de violation de copyright (*copyright infringement*), y compris aux fins de réparer l'appareil. Les équipementiers agricoles sont même allés encore plus loin que les fabricants de smartphones, puisqu'ils ont contraint les agriculteurs ayant acquis un de leurs équipements de signer des contrats de licence d'utilisateur final «End-user license agreement» (EULA), qui sont des contrats standards entre l'éditeur d'un logiciel et le consommateur, contrats qui limitent les droits de l'utilisateur. En l'occurrence, le contrat d'adhésion de John Deere contenait des stipulations interdisant toute réparation et/ou modifications aux équipements agricoles, signifiant que seuls les concessionnaires et membres du réseau intégré de distribution John Deere étaient autorisés à réparer les équipements Deere. C'est une chose que de

protéger la propriété intellectuelle d'un éditeur de logiciel, c'en est une autre que d'utiliser cette protection légitime pour empêcher la réparation d'un tracteur agricole ou d'une automobile par son propriétaire ou un réparateur non intégré au fabricant en le grevant de véritables servitudes immatérielles.

Avec la massification de l'utilisation de smartphones et la complexification croissante de l'électronique grand public, le mouvement Right To Repair est très vite devenu de façon prédominante un mouvement de Digital Right to Repair dirigé essentiellement contre les fabricants de smartphones.

Apple et Samsung ont en effet rivalisé d'« innovations » destinées à empêcher la réparation, en utilisant par exemple des « vis de sécurité » justifiant des outils spéciaux non commercialisés ou en collant le contenu interne de l'appareil...



La lexification démesurée est également visée, en ajoutant nombre de fonctions peu utiles ou en électronisant des parties où cela n'a que peu de sens. Tout cela freine la réparation avec des succès beaucoup moins rapides qu'en matière automobile, compte tenu de l'intense lobbying d'Apple notamment, qui a fait dérailler des

projets de législation d'origine parlementaire préparés avec le concours de l'association The Repair Association (TRA), notamment dans les États de Californie, de New York, du Massachusetts, du Dakota du Sud et du Minnesota.

Le droit à la réparation a aussi fait son chemin sur le continent européen. Ainsi, le 4 juillet 2017, le Parlement européen a adopté une résolution sur une durée de vie plus longue des produits invitant la Commission à promouvoir la réparabilité des produits. Sur la base de cette résolution, des travaux ont été menés en vue de l'adoption d'une directive qui ont mené à l'adoption par la Commission le 1^{er} octobre de dix règlements d'exécution en matière d'écoconception concernant respectivement les réfrigérateurs, les lave-linge, les lave-vaisselle, les dispositifs d'affichage électroniques (y compris les téléviseurs), les sources lumineuses et appareillages de commande, les alimentations électriques externes, les moteurs électriques, les réfrigérateurs disposant d'une fonction de vente directe (par exemple les réfrigérateurs dans les supermarchés et les distributeurs automatiques de boissons fraîches), les transformateurs électriques et le matériel de soudage. Toutefois, compte tenu de la pression des fabricants sur les États membres, lesdits règlements se bornent à disposer que les pièces de rechange soient disponibles sur une « longue période après l'achat » (7 ans pour les appareils de réfrigération (10 ans pour les joints de porte), 10 ans pour les lave-linge et lave-linge séchants ménagers, 10 ans pour les lave-vaisselle ménagers, 7 ans pour certaines pièces pour lesquelles l'accès peut être limité aux réparateurs professionnels). En outre, les règlements imposent aux fabricants un délai de livraison n'excédant pas 15 jours ouvrables et une obligation de garantir la disponibilité à l'attention des réparateurs professionnels d'informations permettant la réparation et l'entretien des appareils.

Plus récemment, le droit à la réparation a fait son chemin dans le plan d'action de la Commission pour l'économie circulaire qui fait partie de la Nouvelle Donne européenne. Le plan d'action prévoit à court terme une législation européenne garantissant un démontage et un remplacement facile des composants clés des smartphones et ordinateurs portables ainsi que l'adjonction aux obligations d'étiquetage énergétique existantes d'un indice de la réparabilité. Ce plan d'action a été complété par la nouvelle résolution du Parlement européen du 25 novembre 2020 comportant nombre de propositions intéressantes en matière de lutte contre l'obsolescence programmée et de garantie du droit à la réparation).

Modifier le rapport aux objets

Aussi louables que soient ces propositions, elles apparaissent marginales en matière de redéfinition du modèle économique qui demeure ancré dans le paradigme croissanciel et partant, dans l'obsolescence programmée. Comme les conseils de la consultante en rangement Marie Kondo, les mesures destinées à lutter contre l'obsolescence programmée et à garantir le droit à la réparation conservent une téléologie croissancielle tournée vers l'alimentation du Baal croissanciel. Si l'on veut vraiment modifier le rapport aux objets, il faut que les cadres juridiques qui encadrent la production et la consommation nourrissent un rapport aux objets inscrit dans le temps long, faisant, comme l'exprime le philosophe Matthew Crawford dans un article intitulé *Réparer les réparateurs*, que les objets qui nous entourent promeuvent la «continuité fondamentale du monde». Dans cet article, Crawford présente le réparateur comme un être culturellement inadapté à notre monde jetable en raison d'un «attachement trop profond» à ce qui existe déjà. Aux antipodes à la figure de l'innovateur démiurgique représentée par le «disrupteur impatient», qui ne perçoit dans les formes établies que des obstacles devant être balayés pour ouvrir de nouvelles possibilités, le réparateur «se met au service de choses qui existent déjà», ce qui n'est pas sans rappeler le rapport aux objets consacré par le droit romain, qui ne faisait pas la différence entre la personne et l'objet.

En se faisant l'interprète de l'intention du concepteur de l'objet et de la fonctionnalité inhérente à la chose, le réparateur fait littéralement parler les objets. Il est porteur d'une conception de l'écologie qui est avant tout une écologie de l'attention.

Bien encore davantage, penser une économie de la réparation et l'inscrire dans les cadres juridiques fondateurs d'un autre rapport à l'économie recèlent des trésors pour le progrès technique. Rappelant le rôle joué par Harry Ricardo, le véritable inventeur du «hot rod- ding», dans l'essor du moteur à explosion, Crawford soutient que le travail de réparation, en ce qu'il fonde

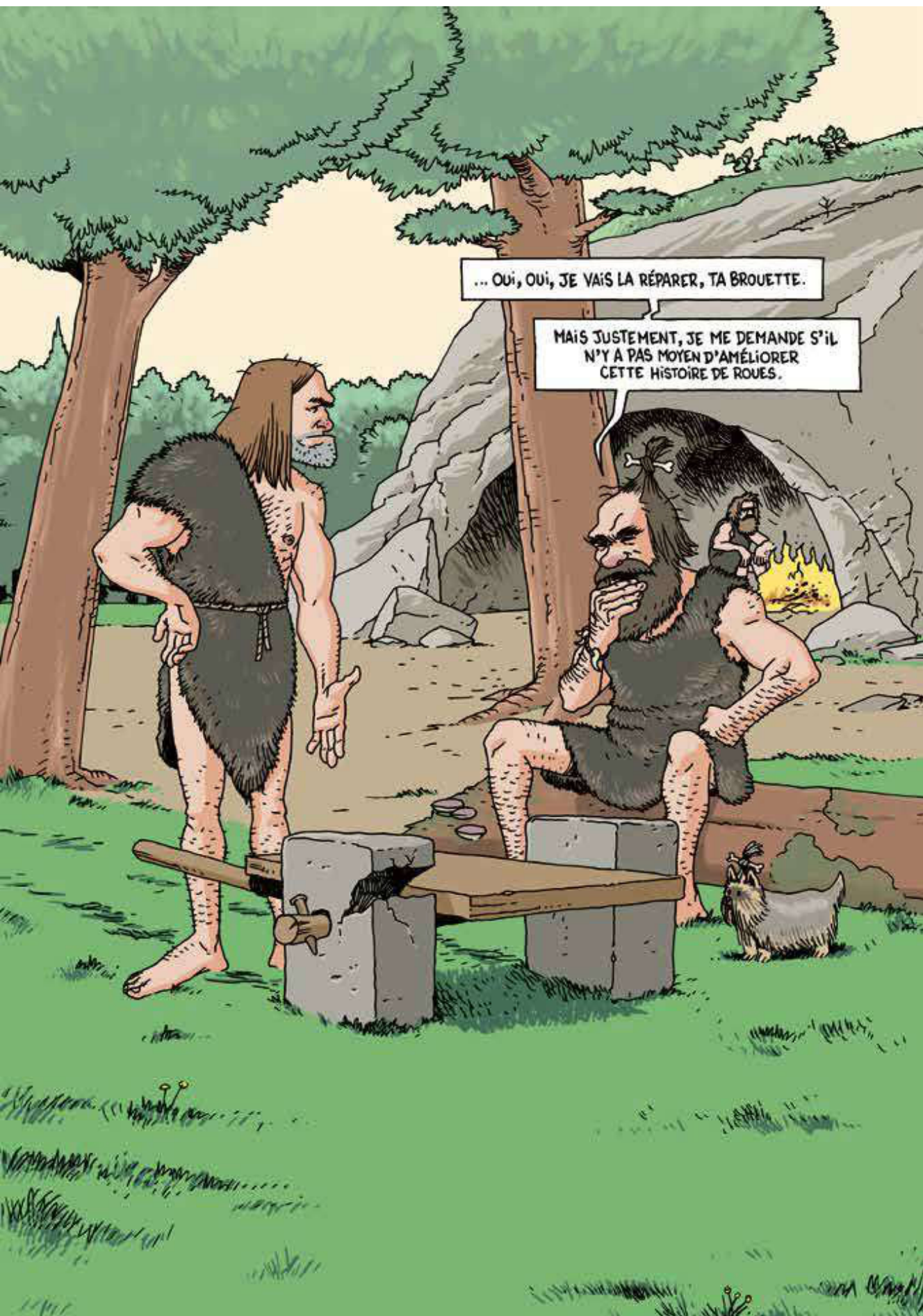


Matthew Crawford

une théorie de l'innovation fondée non pas sur la rupture et la discontinuité, mais sur la compréhension en profondeur de ce qui existe déjà, a joué un rôle dans le progrès matériel comparable à celui joué par l'apprentissage dans le progrès des arts. Crawford rappelle en effet ces observations de Ricardo, dans son livre *Le moteur à combustion interne à haute vitesse*: «Chaque nouvelle ligne de développement commence par une période d'expérimentation et de tâtonnement, au cours de laquelle un large éventail de modèles se déve-

loppe. Par un processus d'élimination, cet éventail est très vite réduit à un ou deux survivants; dans le choix final d'un de ces survivants, la chance tient souvent un rôle aussi important que le mérite. Nous aimons trop attribuer à quelques individus particuliers le monopole du génie inventif. Les graines d'invention mûres abondent partout, et ce n'est qu'une certaine combinaison de besoins, de circonstances et, peut-être plus que tout, la chance, qui détermineront lesquelles germeront.» Et Ricardo de poursuivre qu'à partir du moment où une conception, qui n'est pas forcément la meilleure, s'est imposée, les gens s'y accrochent et «alors toute l'attention du monde de l'ingénierie est concentrée dessus, avec pour conséquence que [celle-ci] est perfectionnée, pas à pas, sans que l'on s'en rende compte.» Selon Crawford, c'est cet attachement à des choses qui ne sont pas optimales qui est à l'origine des plus grands bonds en avant techniques, lorsque les «graines d'invention mûres» de Ricardo se mettent à germer «autour de formes établies, permettant à un corps d'expertise commune de se développer.» Ainsi, conclue Crawford à rebours du prométhéisme technologique de la Silicon Valley, c'est la tradition, en ce qu'elle organise la transmission de la connaissance, qui est la source des plus grands progrès techniques. Elle assure un «lieu d'émulation dans l'excellence» qui permet d'acheminer des communautés entières vers de nouveaux lieux inattendus.

Le droit à la réparation doit donc être pensé non pas comme un accessoire, mais comme le cœur d'une nouvelle économie fondée sur l'attention au monde. ■



... OUI, OUI, JE VAIS LA RÉPARER, TA BROUETTE.

MAIS JUSTEMENT, JE ME DEMANDE S'IL
N'Y A PAS MOYEN D'AMÉLIORER
CETTE HISTOIRE DE ROUES.



Un malheur digne, avare de mots, des images de la vie que l'on tue

En Pays de la Loire, chacun a entendu parler de la ferme des Potirons. Rien ne distingue cette grosse ferme, située près de Conquereuil, au nord de la Loire-Atlantique, des fermes voisines.

Rien, sinon la présence d'une demi-douzaine d'éoliennes de grande taille, dont les pales tranchent le vent d'ouest très au-dessus des champs, des haies vives et des toits d'ardoise. Rien, sinon le combat que mène, depuis trop d'années, le couple d'exploitants agricoles qui voient leurs bêtes mourir ou dépérir, leur état de santé se dégrader, pour que soient reconnus les dommages infligés à leur exploitation, leur bétail et leurs vies par les éoliennes. Peine perdue. Corrélation n'est pas raison, mais le lien entre l'implantation des éoliennes et les maladies ou la mort du bétail, notamment des veaux morts-nés, apparaît sans appel. Comme l'est la présence de câbles à haute tension, traversant un sol riche de multiples aquifères et courants souterrains. Mais que peut un couple de paysans ligériens contre la machine des énergies vertes, les géants industriels qui construisent, implantent et exploitent les parcs d'éoliennes, et les actionnaires qui, de leur retraite suisse ou tropicale, encaissent les confortables dividendes que des subventions publiques démesurées leur assurent ? Et que valent le paysage bocager de Conquereuil, le bien-être des paysans et la vie de leur bétail, des oiseaux et des chauve-souris, quand le confort moral des urbains est en jeu ?

Le véritable engagement écologique de ceux qui sont de chez eux

J'ai été ému par ma rencontre avec les fermiers de Conquereuil, en avril dernier. Ému par ce malheur digne, avare de mots, et par les images de la vie que l'on tue – un veau tremblant sur ses pattes, bien mal en point, attendant la fin sans comprendre. Et j'ai été ému par le livre d'Éric Fottorino, ancien rédacteur au journal *Le Monde*, *Mohican*. Moins seulement par l'histoire vraisemblable d'un jeune agriculteur dupé par les promesses des promoteurs d'éoliennes que son père a avalées sans les comprendre, et qui se révolte, que par la force des images de la vie qu'Éric Fottorino mobilise. Images de la nature sans complaisance, dont la dureté aux hommes fait aussi la beauté. Images de la vie rurale, dans un Jura ingrat et rude, qui est d'abord une vie de survie, pour les hommes comme pour les bêtes. Images surtout des contradictions



Éric Fottorino

Né en 1960 à Nice, journaliste et écrivain. Après vingt-cinq années passées au quotidien *Le Monde*, qu'il dirige de 2007 à février 2011, il est le cofondateur de l'hebdomadaire *Le 1*, lancé en avril 2014, et des trimestriels *America* (2017), *Zadig* (2019) et *Légende* (2020).



Mohican

par Éric Fottorino • éd. Gallimard, 2021

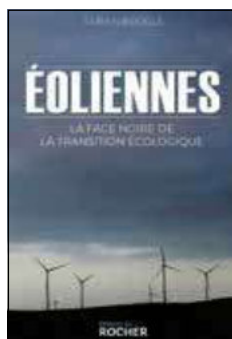


Ces Français qui ne sont ni des migrants ni des nomades comme les autres, parce qu'ils ont la terre de France en commun.

dans lesquelles se débattent éleveurs, cultivateurs et propriétaires ruraux, entre l'amour du métier, la passion de la terre, et ces lois dites « du marché » qui enrichissent les spéculateurs de Chicago ou de Wall Street, ceux qui ont inventé les contrats à terme sur les produits agricoles, mais étranglent les paysans. Images fortes du lien de solidarité et de responsabilité locales – le véritable engagement écologique de ceux qui sont de chez eux, et qui ne sont pas des nomades comme les autres. Car voilà ce qui donne son sens au titre du livre. Brun, Mo, leurs voisins, sont les symboles de ces Français qui ne sont ni des migrants ni des nomades comme les autres, parce qu'ils ont la terre de France en commun, et parce qu'ils savent encore dire « nous » sur cette terre, dans leurs frontières et dans leur être. Le livre parlera à tous ceux qui n'ont pas envie de devenir des Indiens dans une réserve, mais qui sentent bien comment, de Green Deal en Covid-19 et de pass vaccinal en

identité numérique, se prépare la grande expulsion des Français de la France, et la mise hors-sol de tous ceux qui veulent demeurer Français, malgré tout. Sommes-nous les derniers des Mohicans, vraiment ? ■

À lire également



***Éoliennes,
la face noire de
la transition écologique***
par Fabien Bouglé
éd. Le Rocher, 2021

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

Ont collaboré à ce numéro

**Ferenc Almássy, Renaud Beauchard, France Jamet, Alain Juillet,
Erwan de Kerjean et Henri Malosse**

Imprimé en Belgique par **Graphius** • graphius.com
Papier 100% recyclé et produit en France • Dépôt légal 1^{er} trimestre 2022
ISSN en cours

Crédits photos & copyright

Couverture, pp. 99 et 109 : Monsieur Le Chien, 2022
pp. 56 à 73 & pp. 94 à 97 : Christophe Boucher
Toutes les images : pixabay.com • flickr.com • pexels.com • wikipedia.com • 123RF.com • DR

Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland - 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2023
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.